

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2017/70106]

**11 MAI 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 20 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

Vu le décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 février 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 mai 2016;

Vu l'avis 61.047/2 du Conseil d'Etat, donné le 22 mars 2017 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes;

Sur la proposition du Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

**TITRE 1<sup>er</sup>. — Des définitions**

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

- 1<sup>o</sup> le décret : le décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques;
- 2<sup>o</sup> le Ministre : le Ministre en charge des zones d'activités économiques;
- 3<sup>o</sup> le fonctionnaire dirigeant : le directeur général de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche ou l'un des fonctionnaires que le Gouvernement désigne à cette fin;
- 4<sup>o</sup> le comité d'acquisition : le comité relevant du Département des Comités d'acquisition de la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication du Service public de Wallonie.

**TITRE 2. — Des opérateurs**

**Art. 2.** Le contrat ayant pour objet la constitution d'un opérateur de catégorie A par la voie de l'association visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, h), du décret, ou les statuts d'une personne morale visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, i), du décret, sont régis par les conditions suivantes :

- a) l'organe de gestion de l'association ou de la personne morale est compétent pour :
  1. les décisions relatives aux opérations ayant trait à l'octroi du subside ainsi que leurs supervisions;
  2. l'adoption et la transmission au Gouvernement du programme pluriannuel et de ses actualisations;
  3. l'adoption du rapport annuel visé à l'article 71 du décret;
- b) la convention de l'association ou les statuts de la personne morale conformes au présent article sont approuvés par le Ministre.

Pour le surplus, les dispositions du Code des Sociétés et de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les fondations, les partis politiques européens et les fondations politiques européennes, sont d'application.

**Art. 3.** Le contrat ayant pour objet la constitution d'un opérateur de catégorie B par la voie de l'association visée à l'article 2, § 2, a), du décret ou par la voie de la création d'une personne morale visée à l'article 2, § 2, b), du décret est régi par les conditions suivantes :

- a) l'organe de gestion de l'association ou de la personne morale est compétent pour :
  1. les décisions relatives aux opérations ayant trait à l'octroi du subside ainsi que leurs supervisions;
  2. l'adoption et la transmission au Gouvernement du programme pluriannuel et de ses actualisations;
  3. l'adoption du rapport annuel visé à l'article 71 du décret;
- b) l'organe de gestion de l'association ou de la personne morale est composé comme suit :
  1. chaque opérateur de catégorie A, membre de l'association ou associé de la personne morale désigne au moins un membre ayant une voix délibérative au sein de l'organe de gestion;
  2. lorsque l'intercommunale, sur le territoire de laquelle le bâtiment est situé, n'est pas membre de l'association ou associé de la personne morale, elle dispose néanmoins également d'un membre ayant une voix consultative;

3. le nombre de voix délibératives des représentants désignés au sein de l'organe de gestion de l'association ou de la personne morale par les opérateurs de catégorie A est toujours supérieur au nombre de voix délibératives des autres membres;
  4. la présidence de l'organe de gestion est toujours confiée à un représentant désigné parmi les représentants des opérateurs de catégorie A;
  5. les décisions de l'organe de gestion sont adoptées à la majorité des voix, consacrant en toute hypothèse le pouvoir majoritaire de décision des opérateurs de catégorie A et, en cas de parité, la voix du président est prépondérante;
- c) les résultats sont répartis en attribuant aux opérateurs de catégorie A une part des bénéfices au moins proportionnelle à leurs apports dans l'association ou la personne morale, les subsides accordés à l'association ou la personne morale étant intégrés dans la base de calcul de leurs apports; en cas de liquidation ou de dissolution intervenant dans un délai de 10 ans maximum à dater de l'octroi du subside, la marge bénéficiaire est affectée par priorité au remboursement du subside;
  - d) la convention de l'association ou les statuts de la personne morale conformes au présent article sont approuvés par le Ministre.

Pour le surplus, les dispositions du Code des Sociétés et de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les fondations, les partis politiques européens et les fondations politiques européennes, sont d'application.

**Art. 4.** Le programme pluriannuel d'investissements infrastructurels et ses actualisations sont établis conformément à l'annexe I du présent arrêté.

Le programme pluriannuel d'investissements infrastructurels et ses actualisations sont communiqués au Ministre par l'opérateur. L'envoi se fait par tout procédé qui permet d'assurer la preuve de la date de l'envoi et de sa réception.

Le visa du Ministre consiste en une communication adressée à l'opérateur mentionnant :

- a) la date de réception du programme pluriannuel d'investissements infrastructurels ou de ses actualisations;
- b) l'approbation, en tout ou en partie, des objectifs et de l'énumération des investissements du programme pluriannuel d'investissements infrastructurels ou de ses actualisations;
- c) le rappel de ce que le visa du Ministre n'emporte aucun engagement de celui-ci quant à l'approbation des périmètres ou l'octroi des aides sollicités par l'opérateur.

Si le Ministre vise partiellement le programme pluriannuel d'investissements infrastructurels ou ses actualisations, il précise la portée du visa et les motifs de sa décision.

### TITRE 3. — Du périmètre de reconnaissance, de l'expropriation et du droit de préemption

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Du périmètre de reconnaissance

##### Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions générales

**Art. 5.** En sus des activités de commerces de détail auxiliaires visées par l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du décret, constituent des activités de services auxiliaires admises au sein du périmètre de reconnaissance au sens de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, du décret, pour autant qu'elles répondent, au moment de leur autorisation par permis d'urbanisme, permis d'environnement ou permis unique ou au moment de leur mise en exploitation si elles sont dispensées de permis, à un besoin non rencontré dans un rayon de mille mètres autour du périmètre de reconnaissance :

- a) les activités de services aux entreprises qui présentent un lien de fonctionnalité, de proximité et de dépendance économique avec les activités existantes ou projetées au sein du périmètre;
- b) les services de proximité, tels que point-poste, point d'enlèvement de colis, pressing, consignation;
- c) les logements de l'exploitant ou du personnel de gardiennage;
- d) les centres de services auxiliaires tels que les crèches;
- e) les établissements HORECA qui présentent un lien de fonctionnalité, de proximité et de dépendance économique avec les activités existantes ou projetées au sein du périmètre;
- f) les sandwicheries;
- g) les stations-services;
- h) les parkings.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Afin de respecter les articles 12, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, a), 17, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, a), et 46, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, a), du décret, la demande de reconnaissance prévoit, lorsqu'elle est requise, la mise en œuvre d'une offre de terrains répondant à des besoins identifiés à l'échelle de plusieurs communes en se fondant sur un territoire de référence adéquat. La démonstration de cette mise en œuvre est intégrée à l'évaluation de l'opportunité socio-économique du projet au sens de l'article 8, alinéa 2, b), du décret.

§ 2. Afin de respecter les articles 12, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, b), 17, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, b), et 46, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, b), du décret, la demande de reconnaissance prévoit :

- a) des aménagements dont la conception est reconnue comme pérenne et durable, permettant de limiter la fréquence d'entretien et d'allonger la durée de vie de l'infrastructure;

- b) des équipements ou aménagements permettant de limiter l'imperméabilisation des sols;
- c) des infrastructures communes et intégrées pour la gestion des eaux pluviales et la collecte des eaux usées, sauf si le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique l'interdit ou si l'organisme d'assainissement agréé le déconseille;
- d) l'adoption d'une stratégie de mobilité spécifique au périmètre incluant le transport de marchandises et prévoyant l'utilisation de modes de transport alternatifs, tels que les transports en commun, les modes de déplacements doux, les véhicules partagés ou le covoiturage.

En outre, la demande de reconnaissance peut notamment prévoir :

- a) l'installation de tout équipement, interne ou externe au périmètre, lié, même partiellement, à une source d'énergie renouvelable bénéficiant à plusieurs entreprises au sein du périmètre pour autant que son financement public soit autorisé;
- b) la mise en œuvre de tout équipement permettant l'économie circulaire par la mise en place de synergies entre entreprises dans le cadre du cycle de production et de récupération des matières;
- c) la mutualisation d'équipements publics;
- d) l'installation d'un éclairage public led;
- e) l'installation d'un éclairage public intelligent;
- f) la mise en œuvre de tout équipement visant à assurer un niveau de performance énergétique plus élevé que les seuils fixés par la législation;
- g) l'installation d'espaces et de bornes de recharge pour les voitures électriques;
- h) l'installation d'une station de carburant au gaz naturel comprimé ou liquéfié;
- i) l'installation de tout équipement favorisant l'autoconsommation en énergie verte;
- j) la création de parkings partagés à destination des entreprises qui leur sont librement accessibles, autres que le stationnement en voirie;
- k) l'installation de plates-formes communes de regroupement des déchets;
- l) la réalisation de zones d'agrément accessibles au public;
- m) la mise en place d'un réseau public de chaleur.

§ 3. Afin de respecter l'article 12, § 2, c), du décret, la demande de reconnaissance prévoit la mise en œuvre d'un réseau de fibre optique offrant un débit symétrique d'au moins 100 Mbps et accessible à toutes les entreprises au sein du périmètre. Pour garantir l'effectivité de la connectivité numérique, la mise à disposition de la tranchée pour le placement de la fibre optique fait l'objet d'une convention entre l'opérateur et l'opérateur de télécommunications.

#### Section 2. — Procédure

##### Sous-section 1<sup>re</sup>. — Dispositions générales.

**Art. 7.** La demande de périmètre de reconnaissance est établie conformément à l'annexe II.

Lorsque l'opérateur prévoit de réserver une partie du périmètre de reconnaissance à des investissements, autres que ceux liés à une activité économique susceptible d'être accueillie dans ce périmètre, à réaliser par une personne de droit privé, la demande de périmètre de reconnaissance comprend la proportion de la superficie opérationnelle du périmètre réservée à cette fin.

##### Sous-section 2. — Procédure ordinaire

**Art. 8.** Le fonctionnaire dirigeant adresse ses demandes d'avis par tout procédé qui permet d'assurer la preuve de la date de leur envoi et de leur réception.

Le fonctionnaire dirigeant consulte la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Énergie du Service public de Wallonie et la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement.

Le rappel visé à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret est adressé par l'opérateur au Ministre par tout procédé qui permet d'assurer la preuve de la date de l'envoi et de sa réception.

**Art. 9.** Lorsque le Ministre est à l'initiative d'un projet de modification d'un périmètre de reconnaissance, le fonctionnaire dirigeant adresse, pour avis, une copie du projet à l'opérateur, bénéficiaire du périmètre de reconnaissance, et aux services, commissions et autorités qu'il juge nécessaire de consulter.

Si l'opérateur n'a pas adressé son avis au fonctionnaire dirigeant dans les trente jours qui suivent la réception de la demande visée à l'article 13, alinéa 3, du décret, il est passé outre.

##### Sous-section 3. — Procédure simplifiée

**Art. 10.** Le fonctionnaire dirigeant adresse ses demandes d'avis par tout procédé assurant date certaine à son envoi et sa réception.

Le fonctionnaire dirigeant consulte la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie du Service public de Wallonie et la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement.

Le rappel visé à l'article 17, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret est adressé par l'opérateur au Ministre par tout procédé qui permet d'assurer la preuve de la date de l'envoi et de sa réception.

**Art. 11.** Lorsque le Ministre est à l'initiative d'un projet de modification ou de suppression d'un périmètre de reconnaissance, le fonctionnaire dirigeant adresse, pour avis, une copie du projet à l'opérateur, bénéficiaire du périmètre de reconnaissance, et aux services, commissions et autorités qu'il juge nécessaire de consulter.

Si l'opérateur n'a pas adressé son avis au fonctionnaire dirigeant dans les vingt jours qui suivent la réception de la demande visée à l'article 13, alinéa 3, du décret, il est passé outre.

### Section 3. — Effets

**Art. 12.** L'opérateur qui souhaite céder un périmètre de reconnaissance dont il est bénéficiaire, adresse une demande au Ministre.

La demande précise l'opérateur auquel la cession est envisagée et la manière dont cet opérateur est à même de garantir la finalité socio-économique qui a justifié l'adoption du périmètre.

La décision du Ministre est notifiée aux deux opérateurs.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. A l'exception des infrastructures et des espaces gérés par l'opérateur ou par les entreprises, seules ou en copropriété, sont cédées dès leur réception provisoire :

- a) les voiries autres que communales et leurs accessoires subsidiés, à la Région wallonne lorsqu'elle s'est engagée préalablement à les reprendre;
- b) les infrastructures subsidiées, aux gestionnaires spécialement prévus par les lois et règlements;
- c) les autres infrastructures subsidiées, à la commune sur le territoire de laquelle elles se trouvent.

§ 2. En vue d'assurer l'entretien et l'exploitation des réseaux de transport et de distribution d'eau, de gaz et d'électricité, les infrastructures destinées à ces réseaux réalisées conformément aux critères établis par les gestionnaires de réseau sont cédées par l'opérateur aux gestionnaires de réseau dès leur réception provisoire.

La cession est réalisée par acte authentique ou par convention sous seing privé. Sauf convention particulière conclue au plus tard au moment de la notification du chantier, la cession est acceptée par le gestionnaire de réseau pour un prix équivalent à la part non subsidiée de l'infrastructure, augmentée le cas échéant de la TVA sur la totalité de l'infrastructure concernée lorsqu'elle n'est pas due par le gestionnaire de réseau.

Dès cession, l'infrastructure est entretenue et exploitée aux frais du gestionnaire de réseau.

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre des travaux de viabilisation ou de redynamisation, l'opérateur fournit ses meilleurs efforts afin de mettre à disposition des tranchées communes dans le domaine public, actuel ou futur, de la voirie au sein du périmètre de reconnaissance.

Les tranchées communes sont destinées à accueillir des installations souterraines, à savoir tout conduit, rigide ou souple, servant de transport ou à la distribution de fluides, d'énergies, de télécommunications ou de radio-télédistribution.

Elles sont mises à disposition :

- a) des opérateurs de réseaux de télécommunications;
- b) des opérateurs de radio-télédistribution;
- c) des gestionnaires de réseaux de transport et de distribution d'énergie;
- d) des transporteurs, distributeurs et collecteurs de fluides.

§ 2. L'opérateur et toutes les personnes visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3, veillent à s'informer mutuellement des travaux projetés et susceptibles de permettre la mise à disposition de tranchées communes au sein du périmètre de reconnaissance.

Au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, l'opérateur communique à toutes les personnes visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, le programme desdits travaux projetés dans les 15 mois à venir.

L'opérateur et toutes les personnes visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3, veillent à se coordonner aux stades de l'établissement du projet et de l'exécution du chantier.

§ 3. Les phases d'étude et de conception des travaux de viabilisation et de redynamisation intègrent les contraintes techniques des installations et réseaux, notamment, en ce qui concerne le dimensionnement des tranchées communes et le placement des chambres de visite ou de tirage.

Les personnes visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3, communiquent à l'opérateur toute donnée utile facilitant l'établissement du projet de viabilisation et de redynamisation.

L'opérateur organise une réunion de coordination avec les personnes visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3, afin d'établir de commun accord une coupe-type des tranchées communes et un calendrier d'intervention pour le placement des installations souterraines.

En vue de l'exécution des travaux de viabilisation et de redynamisation, les personnes visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3, communiquent à l'opérateur toute information relative aux installations de chantier, aux éventuelles techniques spéciales et au maintien d'installations sur site après travaux.

L'opérateur sollicite auprès du gestionnaire de la voirie une demande d'autorisation d'exécution du chantier.

L'opérateur associe les personnes visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3, à la réunion préalable au commencement des travaux.

Au cours de l'exécution des travaux de viabilisation ou de redynamisation, les tranchées communes sont mises à disposition durant une période convenue de commun accord entre les parties.

Toute modification du début des travaux, du délai d'exécution ou d'une interruption des travaux est communiquée aux personnes visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3.

Le déblayage et le remblayage des tranchées communes sont réalisés par l'entreprise désignée par l'opérateur et se font suivant les règles de l'art et les législations en vigueur en tenant compte des indications particulières éventuelles données par les personnes visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3.

La coordination technique des travaux de placement des installations souterraines est assurée par l'entreprise désignée par l'opérateur. La surveillance de ces travaux est assurée par les personnes visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3.

La coordination sécurité-santé est assurée par l'entreprise désignée par l'opérateur en tenant compte des données fournies par les personnes visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3, pour le placement des installations souterraines.

**Art. 15.** La décision du Gouvernement de proroger, ou non, la validité du périmètre de reconnaissance, en application de l'article 21 du décret, est notifiée à la ou aux commune(s) concernée(s), au fonctionnaire dirigeant et au fonctionnaire délégué.

## CHAPITRE II. — *De l'expropriation*

### *Section 1<sup>re</sup>. — Procédure*

**Art. 16.** La demande d'arrêté d'expropriation est établie conformément à l'annexe III.

**Art. 17.** La commune informe le fonctionnaire dirigeant du commencement de l'enquête.

Le fonctionnaire dirigeant adresse ses demandes d'avis par tout procédé qui permet d'assurer la preuve de la date de l'envoi et de sa réception.

Le fonctionnaire dirigeant consulte la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie du Service public de Wallonie et la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement.

Le rappel visé à l'article 31, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret est adressé par l'opérateur au Ministre par tout procédé qui permet d'assurer la preuve de la date de l'envoi et de sa réception.

La décision du Gouvernement est notifiée à la ou aux commune(s) concernée(s), au fonctionnaire dirigeant et au fonctionnaire délégué.

**Art. 18.** Lorsque le Ministre ou le fonctionnaire dirigeant sont à l'initiative d'un projet de modification ou de suppression d'un arrêté d'expropriation, le fonctionnaire dirigeant adresse, pour avis, une copie du projet à l'opérateur, bénéficiaire de l'arrêté d'expropriation, et aux services, commissions et autorités qu'il juge nécessaire de consulter.

Si l'opérateur n'a pas adressé son avis au fonctionnaire dirigeant dans les trente jours qui suivent la réception de la demande visée à l'article 32, alinéa 3, du décret, il est passé outre.

### *Section 2. — Effets*

**Art. 19.** La décision du Gouvernement de proroger, ou non, la validité de l'arrêté autorisant l'expropriation, en application de l'article 36 du décret, est notifiée à la ou aux commune(s) concernée(s), au fonctionnaire dirigeant et au fonctionnaire délégué.

### *Section 3. — Mise en œuvre*

**Art. 20.** Après consultation des opérateurs ayant introduit un programme pluriannuel d'investissements infrastructurels, une convention est conclue entre la Région wallonne et la Fédération royale du Notariat belge qui, notamment, détermine, dans le respect de la législation sur les marchés publics, la procédure de sélection, le mode de désignation des notaires, le cas échéant, suivant une répartition géographique équilibrée, le tarif sur la base duquel l'opérateur rémunère le collège des notaires et les modes de règlement des conflits. La sélection des notaires se fonde notamment sur la compétence particulière pour accomplir cette tâche.

Le comité d'acquisition ou le notaire instrumentant joint à l'acte de vente, de cession de droits réels ou de location, l'évaluation de la valeur vénale des droits cédés, réalisée par le comité d'acquisition ou par le collège des trois notaires.

## CHAPITRE III. — *De la demande unique de périmètre de reconnaissance et d'expropriation*

**Art. 21.** La demande unique est établie conformément à l'annexe IV.

**Art. 22.** La commune informe le fonctionnaire dirigeant du commencement de l'enquête.

Le fonctionnaire dirigeant adresse ses demandes d'avis par tout procédé qui permet d'assurer la preuve de la date de leur envoi et de leur réception.

Le fonctionnaire dirigeant consulte la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie du Service public de Wallonie et la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement.

Le rappel visé à l'article 46, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret est adressé par l'opérateur au Ministre par tout procédé qui permet d'assurer la preuve de la date de son envoi et de sa réception.

**Art. 23.** La décision du Gouvernement de proroger, ou non, la validité du périmètre de reconnaissance, en application de l'article 47, § 2, du décret est notifiée à la ou aux commune(s) concernée(s), au fonctionnaire dirigeant et au fonctionnaire délégué.

La décision du Gouvernement de proroger, ou non, la validité de l'arrêté autorisant l'expropriation, en application de l'article 47, § 3, du décret est notifiée à la ou aux commune(s) concernée(s), au fonctionnaire dirigeant et au fonctionnaire délégué.

#### CHAPITRE IV. — *Du droit de préemption*

##### *Section 1<sup>re</sup>. — Procédure*

**Art. 24.** La demande de droit de préemption est établie conformément à l'annexe V.

Le fonctionnaire dirigeant adresse ses demandes d'avis par tout procédé qui permet d'assurer la preuve de la date de leur envoi et de leur réception.

Le fonctionnaire dirigeant consulte la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie du Service public de Wallonie et la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement.

Le rappel visé à l'article 51, alinéa 2, du décret est adressé par l'opérateur au Ministre par tout procédé qui permet d'assurer la preuve de la date de son envoi et de sa réception.

La décision du Gouvernement est notifiée à l'opérateur et au fonctionnaire dirigeant.

##### *Section 2. — Effets*

**Art. 25.** La déclaration d'intention d'aliéner est établie selon le formulaire contenu à l'annexe VI du présent arrêté.

La personne tenue de déclarer l'intention d'aliéner notifie à l'opérateur une déclaration pour chacun des biens à céder.

**Art. 26.** L'attestation établissant l'existence d'une déclaration d'intention d'aliéner réalisée avant la réception d'un acte authentique est établie selon le formulaire contenu à l'annexe VII du présent arrêté.

La demande d'attestation établissant l'existence d'une déclaration d'intention d'aliéner réalisée avant la réception d'un acte authentique est adressée à l'opérateur par tout procédé qui permet d'assurer la preuve de la date de son envoi et de sa réception.

#### TITRE 4. — *Des interventions financières régionales*

##### *CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales*

**Art. 27.** La base de calcul du subside inclut la taxe sur la valeur ajoutée lorsqu'elle est due et non récupérable dans le chef de l'opérateur.

Lorsque le périmètre de reconnaissance, prévoit des investissements, autres que ceux liés à une activité économique susceptible d'être accueillie dans ce périmètre, à réaliser par une personne de droit privé, le subside est accordé exclusivement pour les viabilisations, redynamisations, études et rachats réalisés par l'opérateur en dehors de la zone réservée à ces investissements au sein de ce périmètre, en s'appuyant sur la superficie opérationnelle identifiée dans la demande de reconnaissance.

**Art. 28.** § 1<sup>er</sup>. La base de calcul du subside pour une viabilisation au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du décret est déterminée comme suit.

§ 2. Constituent la base de calcul du subside pour une viabilisation, consistant en des actes et travaux réalisés sur des biens immobiliers situés dans un périmètre de reconnaissance, afin de permettre l'accueil ou le développement d'activités économiques ou en des actes et travaux nécessaires à la mise en œuvre du périmètre de reconnaissance et réalisés en dehors de celui-ci, les travaux suivants :

- a) les travaux de nivellement, d'arasement, de drainage et de renforcement de sol, nécessaires pour viabiliser les terrains;
- b) les travaux relatifs à la création de voies internes, limités au domaine public;
- c) les travaux d'égouts, limités au domaine public, jusqu'à leurs exutoires, en ce compris les mesures de régulation des eaux;
- d) les travaux d'alimentation en eau, limités au domaine public;
- e) les travaux de construction de murs de quai, limités au domaine public et nécessaires à l'activité économique;
- f) les travaux de raccordement à une voie ferrée ou navigable, limités au domaine public;
- g) les travaux d'éclairage public, limités au domaine public;

- h) tant dans le périmètre de reconnaissance qu'à proximité de celui-ci, la fourniture et la pose de mobilier urbain, les trottoirs, pistes cyclables y compris celles situées sur les voies d'accès au périmètre de reconnaissance, la signalisation à l'intérieur du périmètre, les travaux et les plantations d'ornement liées à la protection de l'environnement ou servant de dispositif d'isolement et les aménagements paysagers s'inscrivant dans le schéma global d'aménagement de la zone ainsi que les mouvements de terre y associés;
- i) les raccordements aux réseaux de distribution d'énergie ainsi que les réseaux internes et leurs équipements annexes, limités au domaine public;
- j) l'aire de covoiturage, la borne de rechargement pour véhicule électrique, le parking pour vélos et la station de ravitaillement en gaz naturel comprimé ou liquéfié pour véhicules, installé sur le domaine public;
- k) tout équipement, interne ou externe au périmètre, lié, même partiellement, à une source d'énergie renouvelable bénéficiant à plusieurs entreprises au sein du périmètre pour autant que son financement public soit autorisé;
- l) la création de voies d'accès extérieures, y compris les collecteurs d'égouts et leurs exutoires ainsi que les bassins d'orages;
- m) les prospections géotechniques nécessaires;
- n) les investigations permettant d'établir l'existence ou l'absence de pollution des sols;
- o) l'évacuation des terres polluées lorsque celle-ci est nécessaire pour la réalisation des travaux éligibles de voirie et de ses accessoires;
- p) la fourniture et les travaux de pose de gaines et chambres de tirage pour fibres optiques destinées aux télécommunications, limités au domaine public;
- q) la fourniture et les travaux de pose de mâts publics supports de l'installation d'antennes pour le transport d'ondes par voie hertzienne, limités au domaine public;
- r) l'aménagement d'aires d'arrêt et la construction d'aubettes pour le transport public ou en commun tant dans le périmètre de reconnaissance qu'à proximité de celui-ci;
- s) les travaux relatifs aux plates-formes multimodales publiques et aux aires de manœuvre aménagées au sein de celles-ci qui bénéficient à plusieurs entreprises ou à celles construites dans les zones contiguës aux aéroports;
- t) les pièces d'eau, le poste d'accueil, de gardiennage et éventuellement les autres infrastructures de prévention de sécurité au sein de périmètres de reconnaissance dans lesquels de telles mesures s'imposent au regard des activités abritées;
- u) la construction de stations d'épuration publiques destinées à plusieurs entreprises ainsi que les mesures de prévention de pollution accidentelle en dehors de celles prévues dans le cadre des permis d'environnement;
- v) les travaux de création d'un centre de tri ou de regroupement public en raison de la présence d'un grand volume de déchets de natures diverses;
- w) les travaux d'aménagement et de raccordement des espaces internes à un bâtiment, dans le but d'y connecter des cellules individuelles et déplaçables visant l'accueil d'entreprises.

§ 3. Constituent la base de calcul du subside pour une viabilisation, consistant en la création, l'acquisition ou la transformation d'un bâtiment d'accueil temporaire ou d'un centre de services auxiliaires, les éléments suivants :

- a) le prix d'achat du bâtiment diminué du prix du terrain déterminé par le comité d'acquisition ou un collège de trois notaires dans le respect de l'article 38 du décret et de l'article 20;
- b) les travaux de transformation ou de construction tenant compte du montant pour lequel ils ont été adjugés;
- c) pour autant qu'ils soient nécessaires à la mise en exploitation de celui-ci, les travaux liés à tout équipement public, interne ou externe à la parcelle accueillant le bâtiment, tenant compte du montant pour lequel ils ont été adjugés.

**Art. 29.** Constituent la base de calcul du subside pour une acquisition au sens de l'article 59, alinéa 2, du décret les éléments suivants :

- a) le prix d'achat du terrain limité au montant évalué par le comité d'acquisition ou le collège de trois notaires visé à l'article 38 du décret;
- b) les frais légaux d'acquisition qui ne peuvent excéder ceux relatifs au prix d'achat;
- c) les frais de mesurage.

**Art. 30.** § 1<sup>er</sup>. Constituent la base de calcul du subside pour une redynamisation au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, du décret les actes et travaux de rénovation et d'amélioration à réaliser sur des infrastructures destinées à l'accueil d'activités économiques depuis au moins vingt ans à dater de la réception provisoire des travaux d'équipement et relevant du domaine public ou destinés à y être incorporés.

Le coût de ces travaux est déterminé en tenant compte du montant pour lequel ils ont été adjugés.

§ 2. Constituent la base de calcul du subside pour un rachat :

- a) le prix du bien limité au montant évalué par le comité d'acquisition ou le collège de trois notaires visé à l'article 38 du décret;
- b) les frais légaux d'acquisition qui ne peuvent excéder ceux relatifs au prix d'achat;
- c) les frais de mesurage.

**Art. 31.** Constituent la base de calcul du subside pour les frais généraux constituant des études au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, du décret, le montant du marché initial, augmenté, le cas échéant, des dépassements admis par le Ministre conformément à l'article 64, alinéa 2, du décret, dans la mesure où ces dépassements ont engendré des prestations supplémentaires d'études, de direction ou de surveillance.

#### CHAPITRE II. — Procédure d'octroi de subside

**Art. 32.** La demande de subside contient, pour les viabilisations consistant en des actes et travaux réalisés sur des biens immobiliers situés dans un périmètre de reconnaissance, afin de permettre l'accueil ou le développement d'activités économiques ou en des actes et travaux nécessaires à la mise en œuvre du périmètre de reconnaissance et réalisés en dehors de celui-ci, les éléments suivants :

- a) la présentation des résultats de l'attribution du marché en application de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;
- b) l'attestation de l'opérateur que la taxe sur la valeur ajoutée n'est pas récupérable dans son chef;
- c) l'identification du projet pour lequel le subside est demandé dans le programme pluriannuel d'investissements infrastructurels ou dans ses actualisations;
- d) pour les « parcs 2020 » au sens de l'article 66, § 2, alinéa 2, f), du décret : la proportion de la superficie du périmètre de reconnaissance située sur le territoire de la ou des communes visées;
- e) pour les périmètres à l'intérieur desquels une opération de co-investissement est à réaliser : la proportion de la superficie du périmètre de reconnaissance où se réalise l'investissement privé;
- f) pour les infrastructures destinées aux réseaux de transport et de distribution d'eau, de gaz et d'électricité : le coût de l'infrastructure à céder au gestionnaire de réseau;
- g) pour les périmètres à l'intérieur desquels des investissements, autres que ceux liés à une activité économique susceptible d'être accueillie dans ce périmètre, sont à réaliser par une personne de droit privé : la proportion de la superficie opérationnelle du périmètre réservée à ces investissements.

**Art. 33.** § 1<sup>er</sup>. La demande de subside contient, pour les viabilisations consistant en la création ou la transformation d'un bâtiment d'accueil temporaire ou d'un centre de services auxiliaires, les éléments suivants :

- a) la présentation des résultats de l'attribution du marché en application de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;
- b) le cas échéant, l'attestation de l'opérateur que la taxe sur la valeur ajoutée n'est pas récupérable dans son chef;
- c) l'identification du projet pour lequel le subside est demandé dans le programme pluriannuel d'investissements infrastructurels ou dans ses actualisations.

§ 2. La demande de subside contient, pour les viabilisations consistant en l'acquisition d'un bâtiment d'accueil temporaire ou d'un centre de services auxiliaires, les éléments suivants :

- a) l'évaluation du bien réalisée par le comité d'acquisition ou par le collège de trois notaires conformément à l'article 38 du décret;
- b) le cas échéant, l'attestation de l'opérateur que la taxe sur la valeur ajoutée n'est pas récupérable dans son chef;
- c) l'identification du projet pour lequel le subside est demandé dans le programme pluriannuel d'investissements infrastructurels ou dans ses actualisations.

**Art. 34.** La demande de subside contient, pour les redynamisations, les éléments suivants :

- a) la présentation des résultats de l'attribution du marché en application de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;
- b) l'attestation de l'opérateur que la taxe sur la valeur ajoutée n'est pas récupérable dans son chef;
- c) l'identification du projet pour lequel le subside est demandé dans le programme pluriannuel d'investissements infrastructurels ou dans ses actualisations;
- d) pour les infrastructures destinées aux réseaux de transport et de distribution d'eau, de gaz et d'électricité : le coût de l'infrastructure à céder au gestionnaire de réseau.

**Art. 35.** § 1<sup>er</sup>. La demande de subside contient, pour acquisitions autres que celles visées à l'article 33, §2 et pour les rachats, les éléments suivants :

- a) l'évaluation du bien qui fait apparaître la ventilation entre le prix du terrain et du bâtiment réalisée par le comité d'acquisition ou par le collège de trois notaires conformément à l'article 38 du décret;
- b) le cas échéant, l'identification du projet pour lequel le subside est demandé dans le programme pluriannuel d'investissements infrastructurels ou dans ses actualisations.



§ 2. La demande de subside pour les études est introduite avec la demande de subside portant sur les actes et travaux de viabilisation ou de redynamisation.

### CHAPITRE III.— Procédure de liquidation, base de calcul et taux de subside

#### Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions générales

**Art. 36.** Aucun subside pour les mêmes actes et travaux n'est accordé si un projet bénéficie déjà de subsides sur la base d'autres législations régionales.

Pour autant que le montant total des subsides ne dépasse pas le montant des actes et travaux, l'octroi d'un subside visé à l'article 59 du décret est autorisé malgré la perception sur ce même bien de toute somme en application du chapitre VIII du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols, du titre Ier du Livre V du Code de Développement territorial et de toute somme pour la construction ou la modification de voiries financées par la Région wallonne.

**Art. 37.** Jusqu'au 30 juin de chaque année, les deux tiers des crédits du budget initial de l'année en cours, non liés à un financement alternatif ou à un cofinancement européen et affectés au financement des opérations régies par le décret sont réservés aux demandes de subside réceptionnées au plus tard le 31 mai et relatives à des projets inscrits dans les programmes pluriannuels d'investissements infrastructurels, ou dans ses actualisations, visés par le Gouvernement.

Au 31 mai, le fonctionnaire dirigeant dresse la liste des demandes réceptionnées.

Au 30 juin, le Ministre dresse la liste des demandes éligibles aux subsides parmi la liste des demandes réceptionnées.

Si le montant total des demandes réceptionnées est supérieur aux deux tiers du budget initial disponible, le Ministre veille à optimiser la consommation des crédits. Si le montant est inférieur aux deux tiers, le solde est réaffecté dès le 1<sup>er</sup> juillet à toutes autres demandes éligibles pour l'année en cours.

Si, compte tenu du budget disponible, un subside n'a pu être accordé au cours de l'année, l'opérateur peut confirmer sa demande pour l'année suivante par son inscription dans le programme pluriannuel ou son actualisation ainsi que par l'envoi d'un courrier au fonctionnaire dirigeant.

#### Section 2. — Taux de subside

**Art. 38.** § 1<sup>er</sup>. Le taux du subside accordé pour une viabilisation, consistant en des actes et travaux réalisés sur des biens immobiliers situés dans un périmètre de reconnaissance, afin de permettre l'accueil ou le développement d'activités économiques ou en des actes et travaux nécessaires à la mise en œuvre du périmètre de reconnaissance et réalisés en dehors de celui-ci est déterminé comme suit.

Les actes, travaux et études réalisés à l'intérieur du périmètre bénéficient d'un taux de base de subside fixé à soixante-cinq pour cent.

Le taux de base peut être majoré de maximum vingt pour cent dans les cas et conditions fixées à l'annexe VIII.

§ 2. Par « parc régional », on entend le périmètre qui participe à la mise en œuvre des plans prioritaires de zones d'activités économiques ou des programmes de financement alternatif SOWAFINAL pour autant que le périmètre de reconnaissance présente une superficie d'au moins vingt hectares.

La majoration s'applique en ce compris pour les imputations budgétaires sur les crédits ordinaires du budget des dépenses de la Région wallonne.

§ 3. Par « parc spécialisé », on entend le périmètre qui, sur au moins septante-cinq pour cent de sa superficie utile, est destiné à :

- a) accueillir des secteurs d'activités relevant d'un des pôles de compétitivité de la Wallonie;
- b) ou être reconnu comme parc scientifique et intégrer le réseau Science Parks of Wallonia;
- c) ou accueillir un nombre limité de secteurs d'activités en raison d'éléments spécifiques au périmètre justifiant son orientation économique; ces éléments spécifiques peuvent notamment être les suivants :
  - i. les surimpressions ou les prescriptions supplémentaires au plan de secteur;
  - ii. la proximité de la matière première;
  - iii. la proximité d'une principale infrastructure de communication;
  - iv. les sources particulières d'alimentation en énergie renouvelable;
- d) ou accueillir des activités économiques sur plusieurs parcelles d'une contenance de minimum dix hectares situées à proximité des principales infrastructures de communication telles que les autoroutes, ports et aéroports et permettant la multimodalité.

Ne peut être considéré comme « parc spécialisé », le périmètre qui se limite à :

- a) exclure des secteurs d'activités visés dans la version belge de la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (NACE-BEL);
- b) ou exclure certains secteurs d'activités en application du décret ou d'autres législations;
- c) ou énumérer les secteurs d'activités admis en se fondant exclusivement :
  - sur le zonage résultant du plan de secteur; ou,
  - sur la zone de chalandise des activités pressentie; ou,
  - sur les potentialités locales de mise à l'emploi; ou,
  - sur la qualification pressentie des emplois à créer; ou,
  - sur la dimension des parcelles.

§ 4. Par « parc public-privé », on entend le périmètre qui est mis en œuvre :

- soit par un opérateur de catégorie B au sens de l'article 3, § 2, du décret, dont l'investissement représente minimum cinquante pour cent du montant total de l'investissement au sein du périmètre;
- soit au moyen d'un co-investissement, à condition que l'investissement de la personne de droit privé à l'intérieur du périmètre de reconnaissance représente minimum vingt-cinq pour cent du montant total de l'investissement au sein du périmètre et qu'il ne prenne pas la forme exclusivement d'une opération d'intermédiation, de promotion ou de développement immobiliers.

§ 5. Par « parc public-public », on entend le périmètre à l'intérieur duquel chacune des personnes de droit public associée ou participante au projet finance à hauteur d'au moins vingt-cinq pour cent l'investissement total nécessaire à la viabilisation du périmètre.

§ 6. Par « parc durable », on entend le périmètre qui intègre les enjeux liés au développement durable en ce qu'il :

- vise la création d'une micro-zone d'activités économiques en milieu urbanisé, permettant de régénérer le tissu urbain ou de réimplanter des activités économiques en milieu urbain, pour autant que le périmètre présente une superficie de maximum 10 hectares; ou,
- met en œuvre tout équipement, interne ou externe au périmètre, lié même partiellement, à au moins deux sources d'énergie renouvelable bénéficiant à plusieurs entreprises au sein du périmètre pour autant que leur financement public soit autorisé; ou,
- met en œuvre au moins cinq des équipements, aménagements ou installations visés à l'article 5, § 2, alinéa 2.

§ 7. Par « parc SAR », on entend le périmètre dont au moins septante-cinq pour cent de sa superficie est intégrée dans un périmètre de site à réaménager ou de site de réhabilitation paysagère et environnementale au sens du Code de Développement territorial.

§ 8. Dans le « parc 2020 », si le périmètre est établi sur le territoire de plusieurs communes, la majoration applicable sur le territoire de l'une ou plusieurs d'elles, est déterminée au prorata de la superficie concernée.

§ 9. Pour les travaux relatifs à la création de voiries relevant du domaine public régional ou destinées à y être incorporées, le taux de subside est fixé à quatre-vingt pour cent et aucune majoration n'est d'application. Pour ces travaux, le taux de subside pour les frais généraux peut être fixé à cent pour cent.

**Art. 39.** Le montant de subside accordé pour une viabilisation, consistant en la création, l'acquisition ou la transformation d'un bâtiment d'accueil temporaire ou d'un centre de services auxiliaires est déterminé comme suit.

Le taux est fixé à quatre-vingt pour cent des bases de calcul du subside, sans que celui-ci ne puisse dépasser trois cent septante-cinq mille euros pour un bâtiment d'accueil temporaire et cinq cent mille euros pour un centre de services auxiliaires.

Néanmoins, si le bâtiment est situé dans un périmètre bénéficiant de la majoration pour « parc régional » ou « parc spécialisé » ou « parc SAR », les montants mentionnés à l'alinéa précédent sont augmentés de cinquante pour cent.

Le montant du subside visé à l'alinéa 2 ne peut dépasser la différence entre les coûts d'investissement et la marge d'exploitation de l'investissement. La marge d'exploitation est déduite des coûts d'investissement ex ante, sur la base de projections raisonnables.

**Art. 40.** Le taux de subside accordé pour une redynamisation au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> du décret est de quatre-vingts pour cent.

**Art. 41.** Le taux de subside accordé pour un rachat au sens des articles 83 et 84 du décret est de trente pour cent.

**Art. 42.** Le taux de subside des frais généraux constituant des études au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, du décret est le suivant :

- a) pour des frais d'études et de direction:
  - 1. six pour cent maximum pour la première tranche des travaux subsidiés jusqu'à deux cent cinquante mille euros;
  - 2. quatre pour cent maximum pour la deuxième tranche des travaux subsidiés, comprise entre deux cent cinquante mille et cinq cent mille euros;
  - 3. trois pour cent maximum pour la partie des travaux subsidiés dépassant cinq cent mille euros;
- b) pour des frais de surveillance, trois pour cent maximum du montant total des travaux subsidiés;
- c) pour des frais administratifs, un pour cent maximum du montant total des travaux subsidiés.

**Art. 43.** Le taux de subside accordé pour l'acquisition du bien immobilier visée à l'article 59, alinéa 2, du décret est le suivant :

- a) quinze pour cent;
- b) ou cinquante pour cent lorsque l'acquisition porte sur un bien immobilier situé :
  - i. dans les domaines des infrastructures ferroviaires au sens de l'article D.II.19 du Code de Développement territorial; ou,
  - ii. dans une zone d'habitat, dans une zone d'habitat à caractère rural, dans une zone de services publics et d'intérêts communautaires, dans une zone d'aménagement communal concerté ou dans une zone d'aménagement communal concerté à caractère économique au plan de secteur; ou,
  - iii. dans un périmètre de site à réaménager ou de site de réhabilitation paysagère et environnementale au sens du Code de Développement territorial.

Dans ce cas, le subside porte sur le prix d'achat du bien immobilier, limité au prix évalué par le Comité d'acquisition ou par le collège de trois notaires, sur les frais légaux d'acquisition qui ne peuvent excéder ceux relatifs au prix d'achat et sur les frais de mesurage.

*Section 3. — Liquidation des subsides*

**Art. 44.** Le subside accordé pour une viabilisation au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du décret, consistant en des actes et travaux réalisés sur des biens immobiliers situés dans un périmètre de reconnaissance, afin de permettre l'accueil ou le développement d'activités économiques ou en des actes et travaux nécessaires à la mise en œuvre du périmètre de reconnaissance et réalisés en dehors de celui-ci est liquidé comme suit:

- a) une avance de trente pour cent du montant du subside sur production de la lettre de l'opérateur notifiant à l'entrepreneur l'ordre de commencer les travaux;
- b) une avance de trente pour cent du montant du subside lorsque le montant cumulé des travaux exécutés atteint trente pour cent du montant des travaux déclarés subsidiables dans l'arrêté d'octroi;
- c) une avance de vingt pour cent du montant du subside lorsque le montant cumulé des travaux exécutés atteint soixante pour cent du montant des travaux déclarés subsidiables dans l'arrêté d'octroi;
- d) le solde du subside lors de l'approbation sur présentation du décompte final de l'ensemble des travaux.

Le subside pour les frais généraux est liquidé à concurrence de deux tiers sur production de la lettre de l'opérateur notifiant à l'entrepreneur l'ordre de commencer les travaux et d'un tiers après approbation des dépenses éligibles du décompte final approuvé par l'opérateur ainsi que du procès-verbal de réception provisoire.

**Art. 45.** Le subside accordé pour une viabilisation au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du décret, consistant en la création, l'acquisition ou la transformation d'un bâtiment d'accueil temporaire ou d'un centre de services auxiliaires, est liquidé comme suit :

- a) une avance de septante-cinq pour cent du montant du subside sur production de la lettre de l'opérateur notifiant à l'entrepreneur l'ordre de commencer les travaux;
- b) le solde du subside après approbation des dépenses éligibles du décompte final approuvé par l'opérateur de l'ensemble des travaux.

Le subside pour les frais généraux afférents aux travaux visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, est liquidé après approbation des dépenses éligibles du décompte final approuvé par l'opérateur et du procès-verbal de réception provisoire.

**Art. 46.** Le subside accordé pour une redynamisation au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, du décret est liquidé comme suit :

- 1<sup>o</sup> une avance de trente pour cent du montant du subside sur production de la lettre de l'opérateur notifiant à l'entrepreneur l'ordre de commencer les travaux;
- 2<sup>o</sup> une avance de trente pour cent du montant du subside lorsque le montant cumulé des travaux exécutés atteint 30 % du montant des travaux déclarés subsidiables dans l'arrêté d'octroi;
- 3<sup>o</sup> une avance de vingt pour cent du montant du subside lorsque le montant cumulé des travaux exécutés atteint soixante pour cent du montant des travaux déclarés subsidiables dans l'arrêté d'octroi;
- 4<sup>o</sup> le solde du subside après approbation des dépenses éligibles du décompte final approuvé par l'opérateur de l'ensemble des travaux.

Le subside pour les frais généraux est liquidé à concurrence de deux tiers sur production de la lettre de l'opérateur notifiant à l'entrepreneur l'ordre de commencer les travaux et d'un tiers après approbation des dépenses éligibles du décompte final approuvé par l'opérateur ainsi que du procès-verbal de réception provisoire.

**Art. 47.** Le subside accordé pour un rachat forcé visé à l'article 83 du décret ou un rachat de bâtiment en cas de résiliation de la convention de location ou de cession de droits réels visée à l'article 84 du décret est liquidé sur présentation de l'acte authentique établissant le transfert de propriété du bien à l'opérateur.

**Art. 48.** Le subside accordé pour l'acquisition du bien immobilier visée à l'article 59, alinéa 2, du décret, est liquidé en une fois sur présentation de l'acte authentique établissant le transfert de propriété du terrain à l'opérateur ainsi que de la justification des frais éligibles.

**Art. 49.** Le subside complémentaire accordé pour un dépassement du montant adjudgé conformément à l'article 64, alinéa 2, du décret est liquidé après approbation des dépenses éligibles par l'opérateur du supplément au décompte final et du procès-verbal de réception provisoire.

**Art. 50.** A la suite d'une décision de modification du taux de subside prise en application de l'article 67, alinéa 2, du décret, pour récupérer un subside perçu, le Ministre peut procéder à une compensation entre les sommes à récupérer et les sommes dues à l'opérateur en considération du décompte final approuvé.

Lorsque le montant à récupérer est supérieur au montant dû à l'opérateur, le Ministre impose à l'opérateur le remboursement du solde.

**Art. 51.** Le fonctionnaire dirigeant procède au contrôle annuel de l'état financier portant sur les coûts et toutes les recettes encaissées ou certaines du projet transmis par l'opérateur de catégorie B sur la base de l'article 71, alinéa 1<sup>er</sup>, g), du décret.

Le fonctionnaire dirigeant peut se faire remettre par l'opérateur toutes pièces justificatives comptables, fiscales ou financières qu'il juge nécessaire.

Si la situation comptable, fiscale ou financière arrêtée au 31 décembre doit être considérée comme provisoire, le fonctionnaire dirigeant peut se faire produire par l'opérateur l'arrêt des comptes définitifs adopté postérieurement à la transmission du rapport annuel.

En application de l'article 68 du décret, dans l'hypothèse où il ressort de l'état financier que le projet génère une marge bénéficiaire au profit de l'opérateur de catégorie B, le fonctionnaire dirigeant en informe l'opérateur qui procède au remboursement du subside, établi proportionnellement à la marge bénéficiaire et augmenté des intérêts calculés sur base du taux de référence adopté par la Commission européenne sur la base de l'article 10 du règlement (CE) n° 794/2004 de la Commission du 21 avril 2004 concernant la mise en œuvre du règlement (CE) n° 659/1999 du Conseil portant modalités d'application de l'article 93 du traité CE.

CHAPITRE IV. — *Suppression de l'usage économique du bien subsidié*

**Art. 52.** Afin de procéder à la récupération proportionnée du subside conformément à l'article 70 du décret, le Ministre peut se fonder sur la source de revenu générée par le remplacement de l'usage économique du bien par un autre usage et calculée en se basant sur le coût du bâtiment subsidié diminué d'un amortissement de celui-ci étalé sur une durée fixée dans l'arrêté d'octroi de subside.

CHAPITRE V. — *Rapportage, contrôle et sanctions*

**Art. 53.** Le rapport de l'opérateur est établi suivant le formulaire établi en annexe IX du présent arrêté.

**Art. 54.** La communication du fonctionnaire dirigeant informant l'opérateur des manquements constatés est adressée à l'opérateur par tout procédé assurant date certaine à sa réception.

La décision du Ministre est communiquée à l'opérateur par tout procédé qui permet d'assurer la preuve de la date et de la réception de l'envoi.

TITRE 5. — **De la mise à disposition**

**Art. 55.** A défaut de solliciter le Comité d'acquisition, le recours à un collège de trois notaires pour déterminer le prix des droits à céder ou établir les actes de vente, de cession de droits réels ou de location de gré à gré respecte les principes établis à l'article 20.

TITRE 6. — **Des dispositions abrogatoires, transitoires et finales**

**Art. 56.** Les compétences dévolues au Gouvernement par les articles 4, alinéa 4, 12, §§ 1<sup>er</sup> et 2, alinéas 1, 4 et 6, 13, 17, §§ 1<sup>er</sup> et 2, alinéas 1, 4 et 6, 18, 20, 21, 31, 32, 36, 46, §§ 1<sup>er</sup> et 2, alinéas 1 et 3, 47, 51, 59, 62, 66, § 2, alinéa 5, 67, alinéa 2, 69, 70, 71, alinéa 3, 73, 76, alinéas 1 et 2, 86, alinéa 2, 87, et 88, du décret sont exercées par le Ministre.

**Art. 57.** Le décret du 2 février 2017 relatif au développement de parcs d'activités économiques entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2017 à l'exception des articles 4, alinéas 1, 2 et 5, 60, alinéa 1, 71, alinéas 1 et 3, et 76, alinéas 1 et 2, qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

L'exclusion du commerce de détail dans le périmètre de reconnaissance, telle que prévue à l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du décret, n'est pas d'application pour les commerces implantés régulièrement dans tout périmètre de reconnaissance approuvé avant l'entrée en vigueur du décret, sauf si l'arrêté ayant adopté ce périmètre de reconnaissance y a exclu le commerce de détail.

La période du programme pluriannuel d'investissements infrastructuraux visé à l'article 4, alinéa 1, du décret, est calquée sur la durée de la législature régionale en cours. A titre transitoire, le programme et ses actualisations à élaborer à la suite de l'entrée en vigueur du décret est établi sur une période débutant le 1<sup>er</sup> janvier 2018 et prenant fin au 31 décembre 2019.

En exécution de l'article 85, alinéa 2, b), du décret, les effets du décret du 11 mars 2004 sont maintenus, concernant la possibilité prévue à l'article 13 du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques, pour l'opérateur de faire une offre amiable ou en justice soumise au visa du comité, jusqu'à l'entrée en vigueur de la convention à conclure entre la Région wallonne et la Fédération royale du Notariat belge visée à l'article 20.

**Art. 58.** L'arrêté du 21 octobre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques est abrogé le 1<sup>er</sup> septembre 2017.

**Art. 59.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2017 à l'exception des articles 14, § 2, alinéa 2, 37 et 51, alinéa 1, qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

**Art. 60.** Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 mai 2017.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

Annexe I : formulaire de programme pluriannuel d'investissement infrastructuraux et des actualisations

Annexe II : formulaire de demande de périmètre de reconnaissance

Annexe III : formulaire de demande d'arrêté d'expropriation

Annexe IV : formulaire de demande unique

Annexe V : formulaire de demande de préemption

Annexe VI : formulaire de déclaration d'intention d'aliéner.

Annexe VII : formulaire établissant l'existence d'une déclaration d'intention d'aliéner réalisée avant la réception d'un acte authentique

Annexe VIII : tableau des majorations des taux de subside accordés pour une viabilisation, consistant en des actes et travaux réalisés sur des biens immobiliers situés dans un périmètre de reconnaissance, afin de permettre l'accueil ou le développement d'activités économiques ou en des actes et travaux nécessaires à la mise en œuvre du périmètre de reconnaissance et réalisés en dehors de celui-ci

Annexe IX : formulaire de rapport annuel des opérateurs

## ANNEXE I : FORMULAIRE DE PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT INFRASTRUCTURELS ET DE SES ACTUALISATIONS

## 1. DESCRIPTION DES OBJECTIFS QUE L'OPÉRATEUR VEUT ATTEINDRE PAR SES INVESTISSEMENTS

- 1.1. Objectifs socio-économiques
- 1.2. Objectifs de développement territorial
- 1.3. Objectifs de valorisation des infrastructures et des activités existantes ou projetées

## 2. ENUMÉRATION, SELON LA PRIORITÉ DANS LE TEMPS, DES INVESTISSEMENTS PROGRAMMÉS PAR L'OPÉRATEUR POUR LES CINQ ANNÉES À VENIR

## 2.1. Année 1

PROJET	INTITULÉ	OBJET	LIEU	SUPERFICIES (HA)	SITUATION DE DROIT	Activités économiques protégées/existantes	PÉRIMÈTRE RECONNAISSANCE	ARRÊTÉ D'EXPROPRIATION	DROIT PRÉEMPTION	PARTICIPATION AUX OBJECTIFS GÉNÉRAUX
PROJET 1		<input type="checkbox"/> Etudes <input type="checkbox"/> Viabilisation «Terrain d'accueil temporaire auxiliaire <input type="checkbox"/> Centre de service auxiliaire <input type="checkbox"/> Redynamisation <input type="checkbox"/> Rachat		<input type="checkbox"/> opérationnelle <input type="checkbox"/> utile	Plan de secteur Droit de l'opérateur sur les biens		<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours d'instruction <input type="checkbox"/> Demande à introduire	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours <input type="checkbox"/> Demande à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet	
PROJET 2		<input type="checkbox"/> Etudes <input type="checkbox"/> Viabilisation «Terrain d'accueil temporaire <input type="checkbox"/> Centre de service auxiliaire <input type="checkbox"/> Redynamisation <input type="checkbox"/> Rachat		<input type="checkbox"/> opérationnelle <input type="checkbox"/> utile	Plan de secteur Droit de l'opérateur sur les biens		<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours d'instruction <input type="checkbox"/> Demande à introduire	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours <input type="checkbox"/> Demande à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet	
PROJET 3		<input type="checkbox"/> Etudes <input type="checkbox"/> Viabilisation «Terrain d'accueil temporaire auxiliaire <input type="checkbox"/> Centre de service auxiliaire <input type="checkbox"/> Redynamisation <input type="checkbox"/> Rachat		<input type="checkbox"/> opérationnelle <input type="checkbox"/> utile	Plan de secteur Droit de l'opérateur sur les biens		<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours d'instruction <input type="checkbox"/> Demande à introduire	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours <input type="checkbox"/> Demande à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet	
PROJET 4		<input type="checkbox"/> Etudes		<input type="checkbox"/> opérationnelle	Plan de secteur		<input type="checkbox"/> Existant	<input type="checkbox"/> Existant	<input type="checkbox"/> Existant	

INTITULÉ	OBJET	LIEU	SUPERFICIES (HA)	SITUATION DE DROIT	Activités économiques projetées / existantes	PÉRIMÈTRE RECONNAISSANCE	ARRÊTÉ D'EXPROPRIATION	DROIT DE PRÉEMPTION	PARTICIPATION AUX OBJECTIFS GÉNÉRAUX
	<input type="checkbox"/> Viabilisation <input type="checkbox"/> Terrain d'accueil <input type="checkbox"/> Bâtiment temporaire <input type="checkbox"/> Centre de service auxiliaire <input type="checkbox"/> Redynamisation <input type="checkbox"/> Rachat		<input type="checkbox"/> utile	Droit de l'opérateur sur les biens		<input type="checkbox"/> Demande en cours d'instruction <input type="checkbox"/> Demande à introduire	<input type="checkbox"/> Demande en cours à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet	<input type="checkbox"/> Demande en cours à introduire <input type="checkbox"/> Demande à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet	
2.2. Année 2									
PROJET 1	<input type="checkbox"/> Etudes <input type="checkbox"/> Viabilisation <input type="checkbox"/> Terrain d'accueil <input type="checkbox"/> Bâtiment temporaire <input type="checkbox"/> Centre de service auxiliaire <input type="checkbox"/> Redynamisation <input type="checkbox"/> Rachat		<input type="checkbox"/> opérationnelle <input type="checkbox"/> utile	Plan de secteur Droit de l'opérateur sur les biens		<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours d'instruction <input type="checkbox"/> Demande à introduire	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours à introduire <input type="checkbox"/> Demande à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet	
PROJET 2	<input type="checkbox"/> Etudes <input type="checkbox"/> Viabilisation <input type="checkbox"/> Terrain d'accueil <input type="checkbox"/> Bâtiment temporaire <input type="checkbox"/> Centre de service auxiliaire <input type="checkbox"/> Redynamisation <input type="checkbox"/> Rachat		<input type="checkbox"/> opérationnelle <input type="checkbox"/> utile	Plan de secteur Droit de l'opérateur sur les biens		<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours d'instruction <input type="checkbox"/> Demande à introduire	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours à introduire <input type="checkbox"/> Demande à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet	
PROJET 3	<input type="checkbox"/> Etudes <input type="checkbox"/> Viabilisation <input type="checkbox"/> Terrain d'accueil <input type="checkbox"/> Bâtiment temporaire <input type="checkbox"/> Centre de service auxiliaire <input type="checkbox"/> Redynamisation <input type="checkbox"/> Rachat		<input type="checkbox"/> opérationnelle <input type="checkbox"/> utile	Plan de secteur Droit de l'opérateur sur les biens		<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours d'instruction <input type="checkbox"/> Demande à introduire	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours à introduire <input type="checkbox"/> Demande à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet	
PROJET 4	<input type="checkbox"/> Etudes <input type="checkbox"/> Viabilisation <input type="checkbox"/> Terrain d'accueil <input type="checkbox"/> Bâtiment temporaire <input type="checkbox"/> Centre de service auxiliaire <input type="checkbox"/> Redynamisation <input type="checkbox"/> Rachat		<input type="checkbox"/> opérationnelle <input type="checkbox"/> utile	Plan de secteur Droit de l'opérateur sur les biens		<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours d'instruction <input type="checkbox"/> Demande à introduire	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours à introduire <input type="checkbox"/> Demande à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet	

## 2.3. Année 3

INTITULÉ	OBJET	LIEU	SUPERFICIES (HA)	SITUATION DE DROIT	Activités économiques projetées /existantes	PÉRIMÈTRE RECONNAISSANCE	ARRÊTÉ D'EXPROPRIATION	DROIT PRÉEMPTION	DE	PARTICIPATION AUX OBJECTIFS GÉNÉRAUX
PROJET 1	<input type="checkbox"/> Etudes <input type="checkbox"/> Viabilisation <input type="checkbox"/> Terrain d'accueil <input type="checkbox"/> Bâtiment temporaire <input type="checkbox"/> Centre de service auxiliaire <input type="checkbox"/> Redynamisation <input type="checkbox"/> Rachat		<input type="checkbox"/> opérationnelle <input type="checkbox"/> utile	Plan de secteur Droit de l'opérateur sur les biens		<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours d'instruction <input type="checkbox"/> Demande à introduire	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours <input type="checkbox"/> Demande à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours <input type="checkbox"/> Demande à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet		
PROJET 2	<input type="checkbox"/> Etudes <input type="checkbox"/> Viabilisation <input type="checkbox"/> Terrain d'accueil temporaire <input type="checkbox"/> Centre de service auxiliaire <input type="checkbox"/> Redynamisation <input type="checkbox"/> Rachat		<input type="checkbox"/> opérationnelle <input type="checkbox"/> utile	Plan de secteur Droit de l'opérateur sur les biens		<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours d'instruction <input type="checkbox"/> Demande à introduire	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours <input type="checkbox"/> Demande à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours <input type="checkbox"/> Demande à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet		
PROJET 3	<input type="checkbox"/> Etudes <input type="checkbox"/> Viabilisation <input type="checkbox"/> Terrain d'accueil temporaire <input type="checkbox"/> Centre de service auxiliaire <input type="checkbox"/> Redynamisation <input type="checkbox"/> Rachat		<input type="checkbox"/> opérationnelle <input type="checkbox"/> utile	Plan de secteur Droit de l'opérateur sur les biens		<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours d'instruction <input type="checkbox"/> Demande à introduire	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours <input type="checkbox"/> Demande à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours <input type="checkbox"/> Demande à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet		
PROJET 4	<input type="checkbox"/> Etudes <input type="checkbox"/> Viabilisation <input type="checkbox"/> Terrain d'accueil temporaire <input type="checkbox"/> Centre de service auxiliaire <input type="checkbox"/> Redynamisation <input type="checkbox"/> Rachat		<input type="checkbox"/> opérationnelle <input type="checkbox"/> utile	Plan de secteur Droit de l'opérateur sur les biens		<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours d'instruction <input type="checkbox"/> Demande à introduire	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours <input type="checkbox"/> Demande à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours <input type="checkbox"/> Demande à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet		

## 2.4. Année 4

INTITULÉ	OBJET	LIEU	SUPERFICIES (HA)	SITUATION DE DROIT	Activités économiques projetées /existantes	PÉRIMÈTRE RECONNAISSANCE	ARRÊTÉ D'EXPROPRIATION	DROIT PRÉEMPTION	DE	PARTICIPATION AUX OBJECTIFS GÉNÉRAUX
----------	-------	------	------------------	--------------------	---	--------------------------	------------------------	------------------	----	--------------------------------------

PROJET 1		<input type="checkbox"/> Etudes <input type="checkbox"/> Viabilisation <input type="checkbox"/> Terrain d'accueil temporaire <input type="checkbox"/> Bâtiment temporaire <input type="checkbox"/> Centre de service auxiliaire <input type="checkbox"/> Redynamisation <input type="checkbox"/> Rachat		<input type="checkbox"/> opérationnelle <input type="checkbox"/> utile	Plan de secteur Droit de l'opérateur sur les biens		<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours d'instruction <input type="checkbox"/> Demande à introduire	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours <input type="checkbox"/> Demande à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours à introduire <input type="checkbox"/> Demande à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours à introduire <input type="checkbox"/> Demande à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet
PROJET 2		<input type="checkbox"/> Etudes <input type="checkbox"/> Viabilisation <input type="checkbox"/> Terrain d'accueil temporaire <input type="checkbox"/> Bâtiment temporaire <input type="checkbox"/> Centre de service auxiliaire <input type="checkbox"/> Redynamisation <input type="checkbox"/> Rachat		<input type="checkbox"/> opérationnelle <input type="checkbox"/> utile	Plan de secteur Droit de l'opérateur sur les biens		<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours d'instruction <input type="checkbox"/> Demande à introduire	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours à introduire <input type="checkbox"/> Demande à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours à introduire <input type="checkbox"/> Demande à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours à introduire <input type="checkbox"/> Demande à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet
PROJET 3		<input type="checkbox"/> Etudes <input type="checkbox"/> Viabilisation <input type="checkbox"/> Terrain d'accueil temporaire <input type="checkbox"/> Bâtiment temporaire <input type="checkbox"/> Centre de service auxiliaire <input type="checkbox"/> Redynamisation <input type="checkbox"/> Rachat		<input type="checkbox"/> opérationnelle <input type="checkbox"/> utile	Plan de secteur Droit de l'opérateur sur les biens		<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours d'instruction <input type="checkbox"/> Demande à introduire	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours à introduire <input type="checkbox"/> Demande à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours à introduire <input type="checkbox"/> Demande à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours à introduire <input type="checkbox"/> Demande à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet
PROJET 4		<input type="checkbox"/> Etudes <input type="checkbox"/> Viabilisation <input type="checkbox"/> Terrain d'accueil temporaire <input type="checkbox"/> Bâtiment temporaire <input type="checkbox"/> Centre de service auxiliaire <input type="checkbox"/> Redynamisation <input type="checkbox"/> Rachat		<input type="checkbox"/> opérationnelle <input type="checkbox"/> utile	Plan de secteur Droit de l'opérateur sur les biens		<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours d'instruction <input type="checkbox"/> Demande à introduire	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours à introduire <input type="checkbox"/> Demande à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours à introduire <input type="checkbox"/> Demande à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours à introduire <input type="checkbox"/> Demande à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet

2.5. Année 5

INTITULÉ	OBJET	LIEU	SUPERFICIES (HA)	SITUATION DE DROIT	Activités économiques projetées/existantes	PÉRIMÈTRE RECONNAISSANCE	DE ARRÊTÉ D'EXPROPRIATION	DROIT DE PRÉEMPTION	DE PARTICIPATION AUX OBJECTIFS GÉNÉRAUX
PROJET 1	<input type="checkbox"/> Etudes <input type="checkbox"/> Viabilisation <input type="checkbox"/> Terrain d'accueil temporaire <input type="checkbox"/> Bâtiment temporaire <input type="checkbox"/> Centre de service auxiliaire <input type="checkbox"/> Redynamisation		<input type="checkbox"/> opérationnelle <input type="checkbox"/> utile	Plan de secteur Droit de l'opérateur sur les biens		<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours d'instruction <input type="checkbox"/> Demande à introduire	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours à introduire <input type="checkbox"/> Demande à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours à introduire <input type="checkbox"/> Demande à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours à introduire <input type="checkbox"/> Demande à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet



PROJET 2	<input type="checkbox"/> Rachat <input type="checkbox"/> Etudes <input type="checkbox"/> Viabilisation <input type="checkbox"/> Terrain <input type="checkbox"/> Bâtiment d'accueil temporaire <input type="checkbox"/> Centre de service auxiliaire <input type="checkbox"/> Redynamisation <input type="checkbox"/> Rachat	<input type="checkbox"/> opérationnelle <input type="checkbox"/> utile	Plan de secteur Droit de l'opérateur sur les biens		<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours d'instruction <input type="checkbox"/> Demande à introduire	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours <input type="checkbox"/> Demande à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours <input type="checkbox"/> Demande à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours à introduire <input type="checkbox"/> Demande introduire <input type="checkbox"/> Sans objet	
PROJET 3	<input type="checkbox"/> Etudes <input type="checkbox"/> Viabilisation <input type="checkbox"/> Terrain <input type="checkbox"/> Bâtiment d'accueil temporaire <input type="checkbox"/> Centre de service auxiliaire <input type="checkbox"/> Redynamisation <input type="checkbox"/> Rachat	<input type="checkbox"/> opérationnelle <input type="checkbox"/> utile	Plan de secteur Droit de l'opérateur sur les biens		<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours d'instruction <input type="checkbox"/> Demande à introduire	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours <input type="checkbox"/> Demande à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours <input type="checkbox"/> Demande à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours à introduire <input type="checkbox"/> Demande introduire <input type="checkbox"/> Sans objet	
PROJET 4	<input type="checkbox"/> Etudes <input type="checkbox"/> Viabilisation <input type="checkbox"/> Terrain <input type="checkbox"/> Bâtiment d'accueil temporaire <input type="checkbox"/> Centre de service auxiliaire <input type="checkbox"/> Redynamisation <input type="checkbox"/> Rachat	<input type="checkbox"/> opérationnelle <input type="checkbox"/> utile	Plan de secteur Droit de l'opérateur sur les biens		<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours d'instruction <input type="checkbox"/> Demande à introduire	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours <input type="checkbox"/> Demande à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours <input type="checkbox"/> Demande à introduire <input type="checkbox"/> Sans objet	<input type="checkbox"/> Existant <input type="checkbox"/> Demande en cours à introduire <input type="checkbox"/> Demande introduire <input type="checkbox"/> Sans objet	

## 3. Présentation des modes de financement envisagés pour réaliser ces investissements

## 3.1. Année 1

	ESTIMATION DU COÛT TOTAL DE L'OPÉRATION	FINANCEMENT SUR FONDS PROPRES	EMPRUNT	SUBVENTION SUR LA BASE DU DÉCRET DU 2 FÉVRIER 2017	AUTRES SUBVENTIONS	FONDS PRIVÉS	AUTRES
PROJET 1					Montant Origine	Montant Origine	Montant Origine
PROJET 2					Montant Origine	Montant Origine	Montant Origine
PROJET 3					Montant Origine	Montant Origine	Montant Origine
PROJET 4					Montant	Montant	Montant

TOTAL DES MONTANTS RENSEIGNÉS																

### 3.2. Année 2

	ESTIMATION DU COÛT TOTAL DE L'OPÉRATION	FINANCEMENT SUR FONDS PROPRES	EMPRUNT	SUBVENTION SUR LA BASE DU DÉCRET DU 2 FÉVRIER 2017	AUTRES SUBVENTIONS	FONDS PRIVÉS	AUTRES
PROJET 1					Montant Origine	Montant Origine	Montant Origine
PROJET 2					Montant Origine	Montant Origine	Montant Origine
PROJET 3					Montant Origine	Montant Origine	Montant Origine
PROJET 4					Montant Origine	Montant Origine	Montant Origine
TOTAL DES MONTANTS RENSEIGNÉS							

### 3.3. Année 3

	ESTIMATION DU COÛT TOTAL DE L'OPÉRATION	FINANCEMENT SUR FONDS PROPRES	EMPRUNT	SUBVENTION SUR LA BASE DU DÉCRET DU 2 FÉVRIER 2017	AUTRES SUBVENTIONS	FONDS PRIVÉS	AUTRES
PROJET 1					Montant Origine	Montant Origine	Montant Origine
PROJET 2					Montant Origine	Montant Origine	Montant Origine
PROJET 3					Montant Origine	Montant Origine	Montant Origine
PROJET 4					Montant Origine	Montant Origine	Montant Origine

TOTAL DES MONTANTS RENSEIGNÉS													
-------------------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

## 3.4. Année 4

	ESTIMATION DU COÛT TOTAL DE L'OPÉRATION	FINANCEMENT SUR FONDS PROPRES	EMPRUNT	SUBVENTION SUR LA BASE DU DÉCRET DU 2 FÉVRIER 2017	AUTRES SUBVENTIONS	FONDS PRIVÉS	AUTRES
PROJET 1					Montant Origine	Montant Origine	Montant Origine
PROJET 2					Montant Origine	Montant Origine	Montant Origine
PROJET 3					Montant Origine	Montant Origine	Montant Origine
PROJET 4					Montant Origine	Montant Origine	Montant Origine
TOTAL DES MONTANTS RENSEIGNÉS							

## 3.5. Année 5

	ESTIMATION DU COÛT TOTAL DE L'OPÉRATION	FINANCEMENT SUR FONDS PROPRES	EMPRUNT	SUBVENTION SUR LA BASE DU DÉCRET DU 2 FÉVRIER 2017	AUTRES SUBVENTIONS	FONDS PRIVÉS	AUTRES
PROJET 1					Montant Origine	Montant Origine	Montant Origine
PROJET 2					Montant Origine	Montant Origine	Montant Origine
PROJET 3					Montant Origine	Montant Origine	Montant Origine
PROJET 4					Montant Origine	Montant Origine	Montant Origine

TOTAL DES MONTANTS RENSEIGNÉS									

- Approbation totale
- Approbation partielle

NB : le nombre de projets renseignés dans chacun des tableaux est indicatif. L'opérateur peut présenter plus de quatre projets et adapter le contenu de la présente annexe en conséquence.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 2017 portant exécution du décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques.

Namur, le 11 mai 2017.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

ANNEXE II – DEMANDE DE PÉRIMÈTRE DE RECONNAISSANCE
--

La demande de périmètre de reconnaissance contient les éléments suivants :

1. Périmètre proposé - Identification des immeubles inclus dans la demande

1.1. Informations générales

- a) la(es) commune(s) sur le territoire de laquelle (desquelles) s'implante le projet,
- b) le nom donné au projet,
- c) l'identification dans le programme pluriannuel d'investissements infrastructurels,
- d) l'identité de l'opérateur ;

1.2. Situation de fait

- e) sur un fond de plan cadastral datant de moins de trois mois, un plan représentant le périmètre de reconnaissance, dont le cartouche mentionne « vu pour être annexé à l'arrêté du »,
- f) lorsqu'une personne de droit privé envisage d'investir à l'intérieur du périmètre à mettre en œuvre par un opérateur de catégorie A, un plan localisant et identifiant ces investissements ;
- g) un relevé photographique significatif et en couleurs des immeubles inclus dans la demande et de leurs abords,
- h) un relevé cartographique établi sur fond topographique à une échelle adaptée des immeubles inclus dans la demande renseignant:
  - la nature de l'occupation du sol,
  - l'indication des réseaux tels que ceux de distribution d'eau, d'énergie, de fibres optiques, de télécommunication, d'évacuation et de traitement des eaux usées ainsi que des appareils d'éclairage public,
  - les bassins versants, cours d'eau et points de captage,
  - les éléments relatifs aux écosystèmes ;

1.3. Situation de droit

- les références aux arrêtés d'expropriation et aux périmètres de préemption couvrant le périmètre
- un CU1 au sens de l'article D.IV.97 du CoDT,
- l'identification du régime d'assainissement des eaux,
- la précision des zones de protection spéciales, instituées en vertu des réglementations patrimoniale et environnementale,
- l'identité des propriétaires des immeubles inclus dans la demande et superficie de leur bien, établies selon les indications du cadastre;

2. Evaluation de l'opportunité socio-économique du projet

2.1. Identification du territoire de référence dans lequel s'inscrit le projet

2.2. Détermination des besoins

- l'offre de terrains destinés à l'activité économique sur le territoire de référence,

- la demande en terrains sur le territoire de référence,
- 2.3. Types d'activités attendues
- les secteurs d'activités et les caractéristiques des entreprises que l'opérateur souhaite voir s'installer dans le périmètre compte tenu des contraintes et opportunités,
  - les activités exclues ;
- 2.4. Emploi
- le taux d'emploi dans le territoire de référence,
  - l'objectif d'emplois à l'hectare justifié au regard du taux d'emploi dans les parcs comparable du territoire de référence ;
- 2.5. Economie
- le montant d'investissement projeté par l'opérateur ;
  - le nombre estimé d'entreprises à accueillir ;
- 2.6. Axe de développement prioritaire
- la valeur ajoutée de la demande eu égard à des développements possibles, en matière de recherche, au niveau de filières, de secteurs de pointe ou d'axes prioritaires pour la Wallonie,
  - la contribution du projet à une économie bas carbone ou à une économie circulaire,
  - l'équipement en énergies renouvelables et en connectivité numérique ;
- 2.7. Mobilité
- le profil de mobilité des activités attendues,
  - les potentialités d'intermodalité ;
- 2.8. Synergie entre le projet et d'autres infrastructures /périmètres existants ou projetés/ secteurs d'activité
- la description des principaux secteurs d'activité déjà présents dans le territoire de référence et les synergies potentielles en découlant,
  - les potentialités d'utilisation rationnelle d'énergie,
  - la mutualisation des équipements ;
3. Schéma d'aménagement global comprenant :
- le tracé des voiries projetées et leur raccordement aux voiries existantes,
  - le réseau d'égouttage projeté, en ce compris les stations d'épuration publique, les stations de relevage, les bassins d'orage et les rejets et, son raccordement au réseau existant,

- les réseaux projetés de distribution d'eau, d'énergie, de télécommunication, d'évacuation et de traitement des eaux usées ainsi que des appareils d'éclairage public, et leur raccordement aux réseaux existants,
- tout autre équipement d'intérêt collectif à créer et son raccordement aux réseaux existants,
- les superficies réservées à l'espace public et à l'espace privé;
- la taille des parcelles ;
- s'il échet,
  - o le phasage
  - o le déplacement ou la démolition de voiries, impétrants ou autres éléments
  - o les réseaux traversant le site et leurs aires de protection
  - o mesures favorables et dispositifs nécessaires à l'intégration du périmètre à son environnement humain et naturel,
  - o mesures et dispositifs de protection et de sécurité,
- la description littérale de l'ensemble de ces éléments qui démontre que le périmètre sera utilisé de manière efficiente et qui identifie les superficies utiles et opérationnelles,
- en cas d'extension d'un périmètre existant, une évaluation de l'état des infrastructures existantes et, le cas échéant, les mesures envisagées afin d'en améliorer la qualité ;

#### 4. Planning de mise en œuvre

#### 5. Coûts de mise en œuvre

##### 5.1. Viabilisations envisagées

- les voiries tenant compte de l'état des infrastructures publiques existantes auquel le projet se raccorde,
- le réseau d'égouttage tenant compte de l'état des infrastructures publiques existantes auquel le projet se raccorde,
- les impétrants tels que distribution d'eau, énergie, fibres optiques, télécommunication, d'évacuation et traitement des eaux usées, appareils d'éclairage public tenant compte de l'état des infrastructures publiques existantes auquel le projet se raccorde,
- les modifications importantes du relief du sol,
- les mesures favorables et dispositifs nécessaires à l'intégration du périmètre à son environnement humain et naturel en précisant leur mode de gestion,
- le cas échéant,
  - o les mesures et dispositifs de protection et de sécurité,
  - o les coûts de dépollution des sols,
- les autres viabilisations ;

##### 5.2. Présentation des coûts estimés

- les coûts précisés équipement par équipement, précisant les coûts unitaires et globaux pour la solution proposée ainsi que pour les autres solutions envisageables, en faisant apparaître la méthode de calcul retenue,

- les coûts ventilés par phase d'équipement, en distinguant l'équipement propre à la viabilisation du périmètre de celui permettant le raccordement au réseau existant,
- le coût global de la viabilisation du périmètre de reconnaissance, le cas échéant, réparti par phase, ainsi que le coût à l'hectare ;

#### 6. Plan financier global

- taux de subvention espéré et demandes de majoration,
- le montage financier du projet avec notamment la mention de tous les subsides sollicités pour la viabilisation, quelles qu'en soient les origines,
- l'estimation de la valorisation des terrains après la viabilisation ou la redynamisation du périmètre ;

#### 7. Convention entre l'opérateur et l'opérateur de télécommunications relative à la mise à disposition de la tranchée pour le placement de la fibre optique

#### 8. Eléments fondant une demande de majoration du taux de subvention

- éléments généraux,
- pour les « parcs régionaux » : plan prioritaire de zones d'activités économiques ou programme de financement alternatif SOWAFINAL à la mise en œuvre duquel le projet participe,
- pour les « parcs spécialisés » : précision de l'orientation économique spécialisée, identification de la superficie utile du parc destinée à l'orientation économique spécialisée,
- pour les parcs public-privé à l'intérieur desquels une opération de co-investissement est réalisée :
  - o précision de la proportion de la superficie du périmètre de reconnaissance où se réalise l'investissement privé,
  - o évaluation détaillée des investissements publics et des investissements privés,
  - o une description des investissements privés qui démontre qu'ils ne prennent pas la forme exclusivement d'une opération d'intermédiation, de promotion ou de développement immobiliers ;
- pour les « parcs public-public » : production de l'accord conclu entre l'opérateur et la personne de droit public associée ou participante faisant apparaître le montant de son investissement en rapport avec le coût total de la viabilisation du périmètre,
- pour les « parcs durables » : démonstration de la manière dont les enjeux liés au développement durable sont intégrés au projet,
- pour les « parcs SAR » : production de l'arrêté du Gouvernement arrêtant le périmètre de site à réaménager ou de site de réhabilitation paysagère et environnemental adopté par le Gouvernement, production d'une carte superposant le périmètre de site à réaménager ou de site de réhabilitation paysagère et environnemental avec le périmètre de reconnaissance demandé et précision de la superficie du périmètre de reconnaissance demandé couvert par le périmètre de site à réaménager ou de site de réhabilitation paysagère et environnemental,
- pour les « parcs 2020 » : précision de la proportion de la superficie du périmètre de reconnaissance située sur le territoire de la ou des communes visées,



## 9. Divers

- pour les périmètres à l'intérieur desquels une opération de co-investissement est réalisée : précision de la proportion de la superficie du périmètre de reconnaissance où se réalise l'investissement privé ;
- pour les travaux de viabilisation, consistant en des actes et travaux réalisés sur des biens immobiliers situés dans un périmètre de reconnaissance, afin de permettre l'accueil ou le développement d'activités économiques ou en des actes et travaux nécessaires à la mise en œuvre du périmètre de reconnaissance et réalisés en dehors de celui-ci : précision de la proportion de la superficie opérationnelle du périmètre réservée à des investissements, autres que ceux liés à une activité économique susceptible d'être accueillie dans ce périmètre, à réaliser par une personne de droit privé ;
- pour les infrastructures destinées aux réseaux de transport et de distribution d'eau, de gaz et d'électricité : précision du coût estimé de l'infrastructure à céder au gestionnaire de réseau ;

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 2017 portant exécution du décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques.

Namur, le 11 mai 2017.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

## ANNEXE III – DEMANDE D'ARRÊTÉ D'EXPROPRIATION

La demande d'arrêté d'expropriation contient les éléments suivants :

1. Périmètre proposé - Identification des immeubles à exproprier

1.1. Informations générales

- la(es) commune(s) sur le territoire de laquelle (desquelles) s'implante le projet,
- le nom donné au projet,
- l'identification dans le programme pluriannuel d'investissements infrastructurels,
- l'identité de l'opérateur ;

1.2. Situation existante de fait

- sur un fond de plan cadastral datant de moins de trois mois, un plan représentant les immeubles à exproprier, dont le cartouche mentionne « vu pour être annexé à l'arrêté du » et laisse disponible un espace destiné, le cas échéant, à la signature du délégué du Gouvernement,
- un relevé photographique significatif et en couleurs des immeubles et de leurs abords ;

1.3. Situation de droit

- les références aux arrêtés d'expropriation et aux périmètres de préemption couvrant le périmètre
- un CU1 au sens de l'article D.IV.97 du CoDT,
- la précision des zones de protection spéciales, instituées en vertu des réglementations patrimoniale et environnementale,
- un plan et un extrait de la matrice cadastrale datant de moins de trois mois,
- l'identité des propriétaires des immeubles à exproprier et superficie de leur bien, établies selon les indications du cadastre; et identité des titulaires de droit réels ;

2. Justification de l'utilité publique à exproprier les immeubles

- l'intérêt du projet pour le développement économique et social en fonction, notamment, de la catégorie du périmètre de reconnaissance,
- les incidences sur les activités d'autres secteurs, les voiries et les servitudes,

3. Note importante : afin de ne pas interférer avec les négociations à mener en vue des acquisitions et dans le respect du principe de juste et préalable indemnité consacré par l'article 16 de la Constitution, le coût estimé des acquisitions n'est soumis ni aux mesures de publicité, ni à l'enquête publique.

Coût estimé des acquisitions (confidentiel)

- le coût estimé pour chacune des parcelles cadastrales visées, distinguant le coût d'indemnisation de la perte de propriété, de la perte des autres droits réels principaux et la perte des autres droits d'occupation ou d'exploitation des biens ;
- le coût estimé global des acquisitions ;

4. Tracé alternatif des voiries qui seraient désaffectées et des servitudes publiques ou privées qui seraient éteintes par l'adoption de l'arrêté d'expropriation
5. Planning de mise en œuvre de l'arrêté d'expropriation

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 2017 portant exécution du décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques.

Namur, le 11 mai 2017.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

## ANNEXE IV – DEMANDE UNIQUE

La demande unique contient les éléments suivants :

1. Périmètres de reconnaissance et d'expropriation proposés - Identification des immeubles inclus dans la demande

1.1. Informations générales

- la(es) commune(s) sur le territoire de laquelle (desquelles) s'implante le projet,
- le nom donné au projet,
- l'identification dans le programme pluriannuel d'investissements infrastructurels,
- l'identité de l'opérateur ;

1.2. Situation de fait

- sur un fond de plan cadastral datant de moins de trois mois, un plan représentant le périmètre de reconnaissance, dont le cartouche mentionne « vu pour être annexé à l'arrêté du »,
- lorsqu'une personne de droit privé envisage d'investir à l'intérieur du périmètre à mettre en œuvre par un opérateur de catégorie A, un plan localisant et identifiant ces investissements ;
- un relevé photographique significatif et en couleurs des immeubles inclus dans la demande et de leurs abords,
- un relevé cartographique établi sur fond topographique à une échelle adaptée des immeubles inclus dans la demande renseignant:
  - la nature de l'occupation du sol,
  - l'indication des réseaux tels que ceux de distribution d'eau, d'énergie, de fibres optiques, de télécommunication, d'évacuation et de traitement des eaux usées ainsi que des appareils d'éclairage public,
  - les bassins versants, cours d'eau et points de captage,
  - les éléments relatifs aux écosystèmes ;

1.3. Situation de droit

- l'examen de la compatibilité du projet avec les documents d'aménagement du territoire,
- les références aux périmètres de préemption couvrant le périmètre,
- un CU1 au sens de l'article D.IV.97 du CoDT,
- l'identification du régime d'assainissement des eaux,
- la précision des zones de protection spéciales, instituées en vertu des réglementations patrimoniale et environnementale,
- un plan et un extrait de la matrice cadastrale datant de moins de trois mois,
- l'identité des propriétaires des immeubles à exproprier et superficie de leur bien, établies selon les indications du cadastre; et identité des titulaires de droit réels;

2. Evaluation de l'opportunité socio-économique du projet

2.1. Identification du territoire de référence dans lequel s'inscrit le projet

2.2. Détermination des besoins

- l'offre de terrains destinés à l'activité économique sur le territoire de référence,
- la demande en terrains sur le territoire de référence,

### 2.3. Types d'activités attendues

- les caractéristiques des entreprises que l'opérateur souhaite voir s'installer dans le périmètre compte tenu des contraintes et opportunités, les activités exclues ;

### 2.4. Emploi

- le taux d'emploi dans le territoire de référence,
- l'objectif d'emplois à l'hectare justifié au regard du taux d'emploi dans les parcs comparable du territoire de référence ;

### 2.5. Economie

- le montant d'investissement projeté par l'opérateur ;
- le nombre estimé d'entreprises à accueillir ;

### 2.6. Axe de développement prioritaire

- la valeur ajoutée de la demande eu égard à des développements possibles, en matière de recherche, au niveau de filières, de secteurs de pointe ou d'axes prioritaires pour la Wallonie,
- la contribution du projet à une économie bas carbone ou à une économie circulaire,
- l'équipement en énergies renouvelables et en connectivité numérique ;

### 2.7. Mobilité

- le profil de mobilité des activités attendues,
- les potentialités d'intermodalité ;

### 2.8. Synergie entre le projet et d'autres infrastructures /périmètres existants ou projetés / secteurs d'activités

- la description des principaux secteurs d'activité déjà présents dans le territoire de référence,
- les potentialités d'utilisation rationnelle d'énergie,
- la mutualisation des équipements,

## 3. Justification de l'utilité publique à exproprier les immeubles

- l'intérêt du projet pour le développement économique et social,
- les incidences sur les activités d'autres secteurs, les voiries et les servitudes,
- les superficies soustraites à d'autres secteurs d'activité et des conséquences en résultant,
- le tracé alternatif des voiries qui seraient désaffectées et des servitudes publiques ou privées qui seraient éteintes par l'adoption de l'arrêté d'expropriation ;

## 4. Schéma d'aménagement global comprenant :

- le tracé des voiries projetées et leur raccordement aux voiries existantes,

- le réseau d'égouttage projeté, en ce compris les stations d'épuration publique, les stations de relevage, les bassins d'orage et les rejets et, son raccordement au réseau existant,
- les réseaux projetés de distribution d'eau, d'énergie, de télécommunication, d'évacuation et de traitement des eaux usées ainsi que des appareils d'éclairage public, et leur raccordement aux réseaux existants,
- tout autre équipement d'intérêt collectif à créer et son raccordement aux réseaux existants,
- les superficies réservées à l'espace public et à l'espace privé;
- la taille des parcelles,
- une description littérale explicative qui démontre que le périmètre sera utilisé de manière efficiente et qui identifie les superficies utiles et opérationnelles, s'il échet,
  - o le phasage
  - o le déplacement ou la démolition de voiries, impétrants ou autres éléments
  - o les réseaux traversant le site et leurs aires de protection
  - o mesures favorables et dispositifs nécessaires à l'intégration du périmètre à son environnement humain et naturel
  - o mesures et dispositifs de protection et de sécurité ;

#### 5. Planning de mise en œuvre

#### 6. Coûts de mise en œuvre

- 6.1. Note importante : afin de ne pas interférer avec les négociations à mener en vue des acquisitions et dans le respect du principe de juste et préalable indemnité consacré par l'article 16 de la Constitution, le coût estimé des acquisitions n'est soumis ni aux mesures de publicité, ni à l'enquête publique.

##### Coût estimé des acquisitions

- le coût estimé pour chacune des parcelles cadastrales visées, distinguant le coût d'indemnisation de la perte de propriété, de la perte des autres droits réels principaux et la perte des autres droits d'occupation ou d'exploitation des biens ;
- le coût global estimé des acquisitions,

#### 6.2. Viabilisations envisagées

- les voiries tenant compte de l'état des infrastructures publiques existantes auquel le projet se raccorde,
- le réseau d'égouttage tenant compte de l'état des infrastructures publiques existantes auquel le projet se raccorde,
- les impétrants tels que distribution d'eau, énergie, fibres optiques, télécommunication, d'évacuation et traitement des eaux usées, appareils d'éclairage public tenant compte de l'état des infrastructures publiques existantes auquel le projet se raccorde,
- les modifications importantes du relief du sol,
- les mesures favorables et dispositifs nécessaires à l'intégration du périmètre à son environnement humain et naturel en précisant leur mode de gestion,
- le cas échéant,
  - o les mesures et dispositifs de protection et de sécurité,
  - o les coûts de dépollution des sols,
- les autres viabilisations ;

### 6.3. Présentation des coûts estimés

- les coûts précisés équipement par équipement, précisant les coûts unitaires et globaux pour la solution proposée ainsi que pour les autres solutions envisageables, en faisant apparaître la méthode de calcul retenue,
- les coûts ventilés par phase d'équipement, en distinguant l'équipement propre à la viabilisation du périmètre de celui permettant le raccordement au réseau existant,
- le coût global de la viabilisation du périmètre de reconnaissance, le cas échéant, réparti par phase, ainsi que le coût à l'hectare ;

### 7. Plan financier global

- le montage financier du projet avec notamment la mention de tous les subsides sollicités pour la viabilisation, quelles qu'en soient les origines,
- l'estimation de la valorisation des terrains après la viabilisation ou la redynamisation du périmètre.

### 8. Planning de mise en œuvre de l'arrêté d'expropriation

### 9. Convention entre l'opérateur et l'opérateur de télécommunications relative à la mise à disposition de la tranchée pour le placement de la fibre optique

### 10. Eléments fondant une demande de majoration du taux de subvention

- éléments généraux,
- pour les « parcs régionaux » : plan prioritaire de zones d'activités économiques ou programme de financement alternatif SOWAFINAL à la mise en œuvre duquel le projet participe,
- pour les « parcs spécialisés » : précision de l'orientation économique spécialisée, identification de la superficie utile du parc destinée à l'orientation économique spécialisée,
- pour les parcs public-privé à l'intérieur desquels une opération de co-investissement est réalisée :
  - o précision de la proportion de la superficie du périmètre de reconnaissance où se réalise l'investissement privé,
  - o évaluation détaillée des investissements publics et des investissements privés,
  - o une description des investissements privés qui démontre qu'ils ne prennent pas la forme exclusivement d'une opération d'intermédiation, de promotion ou de développement immobiliers ;
- pour les « parcs public-public » : production de l'accord conclu entre l'opérateur et la personne de droit public associée ou participante faisant apparaître le montant de son investissement en rapport avec le coût total de la viabilisation du périmètre,
- pour les « parcs durables » : démonstration de la manière dont les enjeux liés au développement durable sont intégrés au projet,
- pour les « parcs SAR » : production de l'arrêté du Gouvernement arrêtant le périmètre de site à réaménager ou de site de réhabilitation paysagère et environnemental adopté par le Gouvernement, production d'une carte superposant le périmètre de site à réaménager ou de site de réhabilitation paysagère et environnemental avec le périmètre de reconnaissance demandé et précision de la superficie du périmètre de reconnaissance demandé couvert par le périmètre de site à réaménager ou de site de réhabilitation paysagère et environnemental.

- pour les « parcs 2020 » : précision de la proportion de la superficie du périmètre de reconnaissance située sur le territoire de la ou des communes visées,

11. Tracé alternatif des voiries qui seraient désaffectées et des servitudes publiques ou privées qui seraient éteintes par l'adoption de l'arrêté d'expropriation

12. Divers

- pour les périmètres à l'intérieur desquels une opération de co-investissement est réalisée : précision de la proportion de la superficie du périmètre de reconnaissance où se réalise l'investissement privé ;
- pour les travaux de viabilisation, consistant en des actes et travaux réalisés sur des biens immobiliers situés dans un périmètre de reconnaissance, afin de permettre l'accueil ou le développement d'activités économiques ou en des actes et travaux nécessaires à la mise en œuvre du périmètre de reconnaissance et réalisés en dehors de celui-ci : précision de la proportion de la superficie opérationnelle du périmètre réservée à des investissements, autres que ceux liés à une activité économique susceptible d'être accueillie dans ce périmètre, à réaliser par une personne de droit privé ;
- pour les infrastructures destinées aux réseaux de transport et de distribution d'eau, de gaz et d'électricité : précision du coût estimé de l'infrastructure à céder au gestionnaire de réseau ;

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 2017 portant exécution du décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques.

Namur, le 11 mai 2017.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT



ANNEXE V – DEMANDE DE PÉRIMÈTRE DE PRÉEMPTION
---

La demande de périmètre de préemption contient les éléments suivants :

1. Périmètre proposé - Identification des immeubles inclus dans la demande

1.1. Informations générales

- la(es) commune(s) sur le territoire de laquelle (desquelles) s'implante le projet,
- le nom donné au projet,
- l'identification dans le programme pluriannuel d'investissements infrastructurels,
- l'identité de l'opérateur ;

1.2. Situation de fait

- sur un fond de plan cadastral datant de moins de trois mois, un plan représentant le périmètre de reconnaissance, dont le cartouche mentionne « vu pour être annexé à l'arrêté du »,
- un relevé photographique significatif et en couleurs des immeubles inclus dans la demande et de leurs abords ;

1.3. Situation de droit

- les références aux arrêtés d'expropriation et aux périmètres de préemption couvrant le périmètre
- un CU1 au sens de l'article D.IV.97 du CoDT,
- la précision des zones de protection spéciales, instituées en vertu des réglementations patrimoniale et environnementale,
- l'identité des propriétaires des immeubles et titulaires de droits réels inclus dans la demande et superficie de leur bien, établies selon les indications du cadastre;

2. Justification socio-économique du projet

- l'identification du territoire de référence dans lequel s'inscrit le projet,
- les types d'activités attendues,
- les incidences sur les activités d'autres secteurs, les voiries et les servitudes,
- les synergies entre le projet et d'autres infrastructures /périmètres existants ou projetés /secteurs d'activité ;

3. Planning de mise en œuvre

4. Coûts de mise en œuvre et d'acquisition

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 2017 portant exécution du décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques.

Namur, le 11 mai 2017.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

**ANNEXE VI – FORMULAIRE DE DECLARATION D'INTENTION D'ALIENER UN DROIT REEL SOUMIS AU DROIT DE PREEMPTION****A. Identification du déclarant**

1. Remplir l'une des deux cases ci-après

**Personne physique**

Nom : Prénom :  
Adresse  
Rue : n° : boîte :  
Code postal : Commune :  
Téléphone : Fax :  
Email : @.....  
N° T.V.A

**Personne morale**

Dénomination ou raison sociale :  
Forme juridique :  
Adresse du siège social  
Rue : n° : boîte :  
Code postal : Commune :  
Téléphone : Fax :  
Email : @.....  
N° T.V.A  
Personne(s) dûment habilitée(s) à représenter la personne morale  
Nom : Prénom :  
Qualité : Administrateur délégué  
Autres (préciser)

2. A remplir uniquement lorsque l'intervention d'un notaire/d'un officier public est requise volontairement ou par l'effet de la loi

**Notaire/Officier public chargé de la passation de l'acte**

Nom : Prénom :  
Agissant en qualité de  
Adresse  
Rue : n° : boîte :  
Code postal : Commune :  
Téléphone : Fax :  
Email : @.....

3. Pour les biens indivis, indiquez le(s) nom(s) de l'(des) autre(s) coindivisaire(s) et sa (leur) quote-part(s)

Adresse(s)

**B. Déclaration relative au bien**

Les préempteurs peuvent visiter le bien.

1. Localisation

Communes

Adresse éventuelle

Références cadastrales

Division/Section	N°	Superficie totale

2. Nature du droit réel

Nature du droit réel qui constitue l'objet de la déclaration

3. Description du bien

Immeuble non bâti

Immeuble bâti

Superficie au sol bâti

Superficie de plancher

Nombre de niveaux

Locaux dans un immeuble indivis

N° du lot	Bâtiment	Etage	Quote-part des parties communes	Nature du bien et superficie utile ou habitable

**C. Droits réels ou personnels grevant le bien**

OUI-NON

Oui, nature du (des) droit(s)

#### **D. Urbanisme**

##### Destination urbanistique de la zone dans laquelle se trouve le bien

- Au plan de secteur
- Au plan communal d'aménagement
- Situation au règlement communal d'urbanisme
- Autre (s)

##### Liste des permis d'urbanisme/d'urbanisation

Dates	Objet

##### Certificats d'urbanisme

##### Conditions d'aliénation

###### 1. Vente

- Prix

Montant de la mise à prix :

- Modalités de paiement
- Contre-prestation et contrepartie éventuelles et évaluations de celles-ci :
- Rente viagère

Montant annuel

Montant comptant

Bénéficiaire de la rente

- Autres conditions

###### 2. Echange

- Désignation du (des) bien(s) reçu(s) en échange
- Montant de la soulte
- Propriétaire (s) contre-échangiste(s)

3. Dation – Autre(s) droit(s)

4. Conditions

Le soussigné identifié sous A. déclare qu'un document identique a été envoyé simultanément et par envoi recommandé à la poste et au Collège des bourgmestre et échevins de la Commune concernée, en vue de satisfaire aux dispositions du Décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques.

Nombre des annexes.....

Date et signature du déclarant ou de son mandataire (si nécessaire, signature du Notaire)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 2017 portant exécution du décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques.

Namur, le 11 mai 2017.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

ANNEXE VII – ATTESTATION ETABLISSANT L'EXISTENCE D'UNE DECLARATION D'INTENTION D'ALIENER REALISEE AVANT LA RECEPTION D'UN ACTE AUTHENTIQUE
--

L'opérateur ....., représenté par

Agissant en vertu des dispositions de l'article 57, §1, alinéa 2 du Décret,

à l'examen de votre demande du relative à

atteste ce qui suit à Monsieur le Notaire/l'Officier public :

M. – Mme

1° il a accusé réception d'une déclaration d'intention d'aliéner un bien soumis au droit de préemption visée aux articles 48 à 58 du Décret , en date du

Émanant de ;

2° en vertu de la décision du Gouvernement du relative au droit de préemption accordé à

En vue de

3° en vertu de l'article 55 du Décret, l'opérateur :

renonce au droit de préemption :

a décidé d'exercer / de ne pas exercer le droit de préemption conformément aux dispositions de l'article 54, §1, alinéa 3 ;

en conséquence, la cession projetée :

- Est subordonnée au droit de préemption et l'acte ne peut être passé
- N'est pas soumise au droit de préemption et l'acte peut être passé.

Date et signature de l'opérateur

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 2017 portant exécution du décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques.

Namur, le 11 mai 2017.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

ANNEXE VIII - TABLEAU DES MAJORATIONS DES TAUX DE SUBSIDE ACCORDÉS POUR UNE VIABILISATION, CONSISTANT EN DES ACTES ET TRAVAUX RÉALISÉS SUR DES BIENS IMMOBILIERS SITUÉS DANS UN PÉRIMÈTRE DE RECONNAISSANCE, AFIN DE PERMETTRE L'ACCUEIL OU LE DÉVELOPPEMENT D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES OU EN DES ACTES ET TRAVAUX NÉCESSAIRES À LA MISE EN ŒUVRE DU PÉRIMÈTRE DE RECONNAISSANCE ET RÉALISÉS EN DEHORS DE CELUI-CI

	<b>TAUX DE BASE DU SUBSIDE</b>
<b>TOUT PÉRIMÈTRE DE RECONNAISSANCE</b>	65%

<b>CRITÈRES DE MAJORATION</b>	<b>MAJORATION DU TAUX DE SUBSIDE (MAX. +20%)</b>
<b>A) PARC RÉGIONAL</b>	<b>+10%</b>
<b>B) PARC SPÉCIALISÉ</b>	<b>+10%</b>
<b>C) PARC PUBLIC-PRIVÉ OU PUBLIC-PUBLIC</b>	<b>+5%</b>
<b>D) PARC DURABLE</b>	<b>+5%</b>
<b>E) PARC SAR</b>	<b>+10%</b>
<b>F) PARC 2020</b>	<b>+5%</b>

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 2017 portant exécution du décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques.

Namur, le 11 mai 2017.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT





Total des montants renseignés																		
Année 4																		
Projet 1																		
Projet 2																		
Projet 3																		
Projet 4																		
Total des montants renseignés																		
Année 5																		
Projet 1																		
Projet 2																		
Projet 3																		
Projet 4																		
Total des montants renseignés																		

2. DESCRIPTIF DES INVESTISSEMENTS RÉALISÉS QUI N'ÉTAIENT PAS INTÉGRÉS AU PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENTS INFRASTRUCTURELS OU DE SES ACTUALISATIONS

	Lieu	Date	Coût	Origine du financement	Justification	Superficie opérationnelle (hectares)	Superficie utile (hectares)
Investissement 1							
Investissement 2							
Investissement 3							
Investissement 4							
Total des mon-							

tants renseignés									
------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--

### 3. DESCRIPTIF DE L'ÉTAT DES PÉRIMÈTRES DE RECONNAISSANCE, D'EXPROPRIATION ET DE PRÉEMPTION MIS EN ŒUVRE GRÂCE AUX SUBSIDES DU GOUVERNEMENT

#### 3.1. PÉRIMÈTRES DE RECONNAISSANCE

Identification du périmètre de reconnaissance	Études réalisées	Planifications adaptées / Autorisations obtenues	Travaux réalisés	Dépenses exposées	Études, démarches, actes et travaux restant à accomplir	Coûts restant à exposer	Recettes encaissées ou certaines	Superficie opérationnelle (hectares)	Superficie utile (hectares)	Date projetée d'achèvement
Périmètre 1	Intitulé									
	Date d'adoption									
	Référence									
Périmètre 2										
Périmètre 3										
Périmètre 4										

#### 3.2. BÂTIMENTS SITUÉS EN DEHORS D'UN PÉRIMÈTRE DE RECONNAISSANCE, DONT LA SUBSIDIATION A ÉTÉ AUTORISÉE SUR LA BASE DU DÉCRET DU 11 MARS 2004

Études réalisées	Planifications adaptées / Autorisations obtenues	Travaux réalisés	Dépenses exposées	Études, démarches, actes et travaux restant à accomplir	Coûts restant à exposer	Recettes encaissées certaines	Date projetée d'achèvement
Bâtiment 1							
Bâtiment 2							
Bâtiment 3							
Bâtiment 4							

## 3.3. PÉRIMÈTRES D'EXPROPRIATION

Identification du périmètre d'expropriation		Intitulé					
		Date d'adoption	Référence				
Acquisitions amiables							
	Superficie du terrain	Affectation planologique	Prix d'achat	Indemnité versée aux occupants	Autres frais exposés	Date d'acquisition	
Terrain 1							
Terrain 2							
Terrain 3							
Terrain 4							
Acquisitions judiciaires							
	Superficie du terrain	Affectation planologique	État de la procédure judiciaire	Indemnité accordée au propriétaire	Indemnité accordée aux occupants	Autres frais exposés	Date d'envoi en possession
Terrain 1							
Terrain 2							
Terrain 3							
Terrain 4							
Acquisitions restant à réaliser							
	Superficie du terrain	Identité du propriétaire	Affectation planologique	Evaluation du coût d'acquisition	Evaluation du coût de l'indemnisation des occupants	Planning d'acquisition	
Terrain 1							
Terrain 2							
Terrain 3							
Terrain 4							





Terrain 1																			
Terrain 2																			
Terrain 3																			
Terrain 4																			

**6. STATISTIQUES RELATIVES AU NOMBRE D'ENTREPRISES INSTALLÉES, AUX INVESTISSEMENTS RÉALISÉS PAR CELLES-CI ET AU NOMBRE D'EMPLOIS DIRECTS CRÉÉS**

IDENTIFICATION DU PARC											
Périmètre de reconnaissance											
Intitulé											
Date d'adoption											
Référence											
Spécialisation											
Taux d'occupation											
DONNÉES RELATIVES AUX ENTREPRISES DU PARC											
Localisation	Superficie du terrain occupé : - opérationnelle	Nature du droit cédé par l'opérateur	Prix du droit cédé par l'opérateur	Nature des activités des entreprises accueillies	Nombres d'emplois directs	Investissements réalisés	Affectation planologique	Accès multimodale	Restriction d'usage		





7. ÉTAT DES LIEUX SUR LA MANIÈRE DONT SONT MIS EN ŒUVRE LES PRINCIPES D'ÉCONOMIE CIRCULAIRE PAR L'OPÉRATEUR SUR LES PÉRIMÈTRES DE RECONNAISSANCE ET DES OBJECTIFS ET MESURES D'AMÉLIORATION POUR L'AVENIR.

	Identification du périmètre de reconnaissance	Études réalisées	Objectifs à atteindre	Principes déjà mis en oeuvre	Mesures d'amélioration envisagées et planning de mise en oeuvre
Périmètre 1	Intitulé Date d'adoption Référence	Références Conclusions			
Périmètre 2					
Périmètre 3					
Périmètre 4					

NB : le nombre de projets, investissements, périmètres, bâtiments, terrains ou entreprises renseignés dans chacun des tableaux est indicatif. L'opérateur peut en présenter plus de quatre et adapter le contenu de la présente annexe en conséquence.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 2017 portant exécution du décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques.

Namur, le 11 mai 2017.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2017/70106]

**11. MAI 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 2. Februar 2017 über die Entwicklung der Gewerbegebiete**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Artikels 20 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen;

Aufgrund des Dekrets vom 2. Februar 2017 über die Entwicklung der Gewerbegebiete;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten;

Aufgrund der am 26. Februar 2016 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 19. Mai 2016 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 22. März 2017 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 61.047/2;

Aufgrund des Berichts zur Beurteilung der Auswirkungen der Maßnahmen auf die jeweilige Situation der Männer und Frauen;

Auf Vorschlag des Ministers für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe,

Nach Beratung,

Beschließt:

**TITEL 1 — Definitionen**

**Artikel 1** - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

- 1° das Dekret: das Dekret vom 2. Februar 2017 über die Entwicklung der Gewerbegebiete;
- 2° der Minister: der mit den Gewerbegebieten beauftragte Minister;
- 3° der leitende Beamte: der Generaldirektor der operativen Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung oder einer der zu diesem Zweck von der Regierung bestellten Beamten;
- 4° der Erwerbssausschuss: der Ausschuss, der der Abteilung Erwerbssausschüsse der ressortübergreifenden Generaldirektion Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie unterliegt.

**TITEL 2 — Die Projektträger**

**Art. 2** - Der Vertrag, der die Bildung eines Projektträgers der Kategorie A mittels einer Vereinigung im Sinne von Artikel 2 § 1 Buchstabe h) des Dekrets oder der Satzungen einer juristischen Person im Sinne von Artikel 2 § 1 Buchstabe i) des Dekrets zum Gegenstand hat, unterliegt den folgenden Bedingungen:

- a) das Verwaltungsorgan der Vereinigung oder der juristischen Person ist zuständig für:
  1. die Beschlüsse bezüglich der Handlungen in Zusammenhang mit der Gewährung des Zuschusses und ihre Überwachung;
  2. die Annahme des mehrjährigen Programms und seiner Aktualisierungen und dessen Übermittlung an die Regierung;
  3. die Annahme des in Artikel 71 des Dekrets erwähnten Jahresberichtes;
- b) das Vereinigungsabkommen oder die Satzungen der juristischen Person, die dem vorliegenden Artikel Rechnung tragen, werden vom Minister genehmigt.

Im Übrigen sind die Bestimmungen des Gesetzbuches über die Gesellschaften und des Gesetzes vom 27. Juni 1921 über die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die internationalen Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und die Stiftungen anwendbar.

**Art. 3** - Der Vertrag, der die Bildung eines Projektträgers der Kategorie B mittels einer Vereinigung im Sinne von Artikel 2 § 2 Buchstabe a) des Dekrets oder mittels der Schaffung einer juristischen Person im Sinne von Artikel 2 § 2 Buchstabe b) des Dekrets zum Gegenstand hat, unterliegt den folgenden Bedingungen:

- a) das Verwaltungsorgan der Vereinigung oder der juristischen Person ist zuständig für:
  1. die Beschlüsse bezüglich der Handlungen in Zusammenhang mit der Gewährung des Zuschusses und ihre Überwachung;
  2. die Annahme des mehrjährigen Programms und seiner Aktualisierungen und dessen Übermittlung an die Regierung;
  3. die Annahme des in Artikel 71 des Dekrets erwähnten Jahresberichtes;
- b) das Verwaltungsorgan der Vereinigung oder der juristischen Person setzt sich folgendermaßen zusammen:
  1. jeder Projektträger der Kategorie A, der ein Mitglied der Vereinigung oder ein Gesellschafter der juristischen Person ist, bestellt mindestens ein Mitglied mit beschließender Stimme innerhalb des Verwaltungsorgans;
  2. wenn die Interkommunale, auf deren Gebiet sich das Gebäude befindet, kein Mitglied der Vereinigung oder kein Gesellschafter der juristischen Person ist, verfügt sie jedoch auch über ein Mitglied mit beratender Stimme;
  3. die Anzahl beschließender Stimmen der Vertreter, die von den Projektträgern der Kategorie A innerhalb des Verwaltungsorgans der Vereinigung oder der juristischen Person bestellt werden, ist immer höher als die Anzahl beschließender Stimmen der anderen Mitglieder;
  4. der Vorsitz des Verwaltungsorgans wird immer einem Vertreter anvertraut, der unter den Vertretern der Projektträger der Kategorie A bestellt wird;
  5. die Beschlüsse des Verwaltungsorgans werden mit der Mehrheit der Stimmen gefasst, wodurch in allen

Fällen die mehrheitliche Entscheidungsbefugnis der Projektträger der Kategorie A bestätigt wird; bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden;

- c) die Ergebnisse werden derart aufgeteilt, dass den Projektträgern der Kategorie A ein Teil der Gewinne zugeteilt wird, der mindestens ihren Einlagen in die Vereinigung oder in die juristische Person verhältnismäßig entspricht, wobei die der Vereinigung oder der juristischen Person gewährten Zuschüsse in die Berechnungsgrundlage ihrer jeweiligen Einlagen einbezogen werden; im Falle einer Liquidation oder Auflösung innerhalb eines Zeitraums von höchstens 10 Jahren ab der Gewährung des Zuschusses wird die Gewinnspanne vorrangig der Rückzahlung des Zuschusses gewidmet;
- d) das Vereinigungsabkommen oder die Satzungen der juristischen Person, die dem vorliegenden Artikel Rechnung tragen, werden vom Minister genehmigt.

Im Übrigen sind die Bestimmungen des Gesetzbuches über die Gesellschaften und des Gesetzes vom 27. Juni 1921 über die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die internationalen Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und die Stiftungen anwendbar.

**Art. 4** - Das mehrjährige Programm für Infrastrukturinvestitionen und seine Aktualisierungen werden in Übereinstimmung mit Anhang I des vorliegenden Erlasses erstellt.

Der Projektträger übermittelt dem Minister das mehrjährige Programm für Infrastrukturinvestitionen und seine Aktualisierungen. Die Einsendung erfolgt durch jedes Mittel, durch welches das Datum der Einsendung und des Empfangs nachgewiesen werden können.

Das Visum des Ministers besteht in einer an den Projektträger gerichteten Mitteilung mit folgenden Angaben:

- a) das Datum des Empfangs des mehrjährigen Programms für Infrastrukturinvestitionen oder seiner Aktualisierungen;
- b) die Genehmigung der Gesamtheit oder eines Teils der Zielsetzungen und der Auflistung der Investitionen des mehrjährigen Programms für Infrastrukturinvestitionen oder seiner Aktualisierungen;
- c) der Hinweis darauf, dass das Visum des Ministers keine Verpflichtung seinerseits voraussetzt hinsichtlich der Genehmigung der Abgrenzung der Gebiete oder der Gewährung der vom Projektträger beantragten Beihilfen.

Wenn der Minister ein Visum für einen Teil des mehrjährigen Programms für Infrastrukturinvestitionen oder seine Aktualisierungen gewährt, präzisiert er die Tragweite des Visums und die Gründe für seinen Beschluss.

### TITEL 3 — Anerkennungsbereich, Enteignungsbereich, Gebiet mit Vorkaufsrecht

#### KAPITEL I — Anerkennungsbereich

##### Abschnitt 1 — Allgemeines

**Art. 5** - Neben den in Artikel 1 Ziffer 1 des Dekrets erwähnten Einzelhandelsaktivitäten, die Hilfstätigkeiten darstellen, stellen die folgenden Aktivitäten Hilfsdienstleistungsaktivitäten dar, die innerhalb des Anerkennungsbereichs nach Artikel 6 § 1 des Dekrets zugelassen sind, unter der Voraussetzung, dass sie zum Zeitpunkt ihrer Genehmigung durch eine Städtebaugenehmigung, Umweltgenehmigung oder Globalgenehmigung oder zum Zeitpunkt ihrer Inbetriebnahme, wenn sie keiner Genehmigung bedürfen, einem Bedürfnis genügen, dem in einem Umkreis von tausend Metern um das Anerkennungsbereich nicht abgeholfen wird:

- a) Aktivitäten im Bereich der Dienstleistungen an Unternehmen, die eine funktionelle Verbindung, eine geographische Nähe und eine wirtschaftliche Abhängigkeit mit den im Gebiet bestehenden oder geplanten Aktivitäten aufweisen;
- b) Nachbarschaftsdienste, wie Postservicestelle, Paketeabholstelle, Wäscheservice, Konsignation;
- c) Wohnungen des Betreibers oder des Wachpersonals;
- d) Zentren für Hilfsdienstleistungen wie z.B. Kindertagesstätten;
- e) HORECA-Betriebe, die eine funktionelle Verbindung, eine geographische Nähe und eine wirtschaftliche Abhängigkeit mit den im Gebiet bestehenden oder geplanten Aktivitäten aufweisen;
- f) Verkaufsstellen für belegte Brötchen;
- g) Tankstellen;
- h) Parkplätze.

**Art. 6** - § 1. Zwecks der Einhaltung von Artikel 12 § 2 Absatz 1 Buchstabe a), Artikel 17 § 2 Absatz 1 Buchstabe a) und Artikel 46 § 2 Absatz 1 Buchstabe a) des Dekrets wird in dem Anerkennungsantrag, falls die Anerkennung erforderlich ist, die Ausarbeitung eines Angebots von zureichenden Grundstücken vorgesehen, um unter Zugrundelegung eines angepassten Bezugsgebiets Bedürfnissen für mehrere Gemeinden Rechnung zu tragen. Der Nachweis für die Ausarbeitung dieses zureichenden Angebots gehört zur Bewertung der sozial-wirtschaftlichen Zweckmäßigkeit des Projekts im Sinne von Artikel 8 Absatz 2 Buchstabe b) des Dekrets.

§ 2. Zwecks der Einhaltung von Artikel 12 § 2 Absatz 1 Buchstabe b), Artikel 17 § 2 Absatz 1 Buchstabe b), und Artikel 46, § 2 Absatz 1 Buchstabe b) des Dekrets sieht der Anerkennungsantrag Folgendes vor:

- a) Einrichtungen, deren Gestaltung als dauerhaft und nachhaltig gilt, längere Wartungsintervalle zulässt, und eine längere Lebensdauer der Infrastruktur ermöglicht;
- b) Ausrüstungen oder Einrichtungen zur Abschwächung der Bodenversiegelung;
- c) gemeinsame und integrierte Infrastrukturen für die Behandlung des Regenwassers und die Sammlung des Abwassers, außer wenn dies kraft des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet verboten ist, oder wenn die Sanierungseinrichtung davon abrä;
- d) die Annahme einer für das Gebiet spezifischen Strategie in Sachen Mobilität einschließlich des Güterverkehrs, mit alternativen Verkehrsträgern, wie z.B. öffentlichen Verkehrsmitteln, sanften Mobilitätsformen, Carsharing-Fahrzeugen oder Fahrgemeinschaften.

Darüber hinaus kann der Anerkennungsantrag u.a. Folgendes vorsehen:

- a) die Installation jeglicher Anlage innerhalb oder außerhalb des Gebiets, die (auch nur teilweise) mit einer erneuerbaren Energiequelle verbunden ist, und die mehrere Unternehmen, die sich innerhalb des Gebiets befinden, versorgt, unter der Bedingung, dass ihre Finanzierung mit öffentlichen Mitteln erlaubt ist;

- b) die Bereitstellung jeglicher Anlage, die die Kreislaufwirtschaft ermöglicht, durch die Einführung von Synergien zwischen Unternehmen im Rahmen des Werkstoff-Erzeugungs- und Rückgewinnungskreislaufs;
- c) die gemeinsame Nutzung von öffentlichen Ausstattungen;
- d) die Einrichtung einer öffentlichen LED-Beleuchtung;
- e) die Einrichtung einer intelligenten öffentlichen Beleuchtung;
- f) die Bereitstellung jeglicher Ausrüstungen zur Gewährleistung einer Energieeffizienz, welche die kraft der Gesetzgebung auferlegten Schwellenwerte übertrifft;
- g) die Einrichtung von Flächen und Stationen zum Aufladen von Elektroautos;
- h) die Einrichtung einer Tankstelle mit komprimiertem oder Flüssigerdgas;
- i) die Einrichtung jeglicher Anlage zur Förderung des Eigenverbrauchs von grüner Energie;
- j) die Schaffung von gemeinsamen Parkplätzen für die Unternehmen, die ihnen frei zugänglich sind, anstatt des Parkens auf öffentlichen Straßen;
- k) die Einrichtung von gemeinsamen Anlagen zur Zusammenstellung von Abfällen;
- l) die Einrichtung von Erholungsbereichen, die der Öffentlichkeit zugänglich sind;
- m) die Einrichtung eines öffentlichen Fernwärmenetzes.

§ 3. Um Artikel 12 § 2 Buchstabe c) des Dekrets Rechnung zu tragen, wird in dem Anerkennungsantrag die Bereitstellung eines allen im Gebiet befindlichen Unternehmen zugänglichen Glasfasernetzes mit einer symmetrischen Datenrate von mindestens 100 Mbps vorgesehen. Um die Effizienz der digitalen Verbindung zu gewährleisten, ist die Bereitstellung des Grabens für die Installation des Glasfasernetzes Gegenstand einer Vereinbarung zwischen dem Projektträger und dem Telekommunikationsanbieter.

#### *Abschnitt 2 — Verfahren*

##### Unterabschnitt 1 — Allgemeines

**Art. 7** - Der Antrag auf Anerkennungsgebiet wird gemäß Anhang II erstellt.

Wenn der Projektträger vorsieht, einen Teil des Anerkennungsgebiets für andere, von einer privatrechtlichen Person durchzuführende Investitionen vorzubehalten, als diejenigen, die mit einer wirtschaftlichen Aktivität verbunden sind, die in diesem Gebiet niedergelassen werden kann, wird in dem Antrag auf Anerkennungsgebiet der Anteil der zu diesem Zweck vorbehaltenen operativen Fläche angegeben.

##### Unterabschnitt 2 — Ordentliches Verfahren

**Art. 8** - Der leitende Beamte übermittelt seine Anträge auf Stellungnahme durch jedes Mittel, durch welches das Datum der Einsendung und des Empfangs nachgewiesen werden können.

Der leitende Beamte konsultiert die operative Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt.

Der Projektträger richtet das in Artikel 12 § 1 Absatz 2 des Dekrets erwähnte Erinnerungsschreiben an den Minister durch jedes Mittel, durch welches das Datum der Einsendung und des Empfangs nachgewiesen werden können.

**Art. 9** - Wenn der Minister die Initiative für ein Projekt zur Abänderung eines Anerkennungsgebiets ergriffen hat, richtet der leitende Beamte dem Projektträger, dem das Anerkennungsgebiet bewilligt wurde, sowie den Diensten, Ausschüssen, Kommissionen und Behörden, deren Stellungnahme er für notwendig erachtet, eine Kopie des Projekts zwecks Stellungnahme.

Wenn der Projektträger dem leitenden Beamten seine Stellungnahme nicht binnen dreißig Tagen nach dem Eingang des in Artikel 13 Absatz 3 des Dekrets erwähnten Antrags übermittelt hat, wird sie außer Acht gelassen.

##### Unterabschnitt 3 — Vereinfachtes Verfahren

**Art. 10** - Der leitende Beamte übermittelt seine Anträge auf Stellungnahme durch jedes Mittel, durch welches das Datum der Einsendung und des Empfangs nachgewiesen werden können.

Der leitende Beamte konsultiert die operative Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt.

Der Projektträger richtet das in Artikel 17 § 1 Absatz 2 des Dekrets erwähnte Erinnerungsschreiben an den Minister durch jedes Mittel, durch welches das Datum der Einsendung und des Empfangs nachgewiesen werden können.

**Art. 11** - Wenn der Minister die Initiative für ein Projekt zur Abänderung oder Abschaffung eines Anerkennungsgebiets ergriffen hat, richtet der leitende Beamte dem Projektträger, dem das Anerkennungsgebiet bewilligt wurde, sowie den Diensten, Ausschüssen, Kommissionen und Behörden, deren Stellungnahme er für notwendig erachtet, eine Kopie des Projekts zwecks Stellungnahme.

Wenn der Projektträger dem leitenden Beamten seine Stellungnahme nicht binnen zwanzig Tagen nach dem Eingang des in Artikel 13 Absatz 3 des Dekrets erwähnten Antrags übermittelt hat, wird sie außer Acht gelassen.

#### *Abschnitt 3 — Auswirkungen*

**Art. 12** - Der Projektträger, der ein ihm bewilligtes Anerkennungsgebiet abtreten möchte, richtet einen entsprechenden Antrag an den Minister.

In dem Antrag wird der Projektträger angegeben, zu dessen Gunsten die Abtretung vorgesehen wird, sowie die Art und Weise, wie dieser imstande ist, die sozialwirtschaftliche Zweckbestimmung zu gewährleisten, die die Annahme des Gebiets gerechtfertigt hat.

Der Beschluss des Ministers wird beiden Projektträgern mitgeteilt.

**Art. 13** - § 1. Mit Ausnahme der vom Projektträger oder von den allein oder in Miteigentum handelnden Unternehmen verwalteten Infrastrukturen und Flächen, werden ab ihrer vorläufigen Abnahme abgetreten:

- a) die nicht kommunalen Verkehrswege und ihre bezuschussten Nebeneinrichtungen: an die Wallonische Region, wenn sie sich zuvor verpflichtet hat, sie zu übernehmen;

- b) die bezuschussten Infrastrukturen: an die kraft der Gesetze und Verordnungen vorgesehenen Betreiber;
- c) die sonstigen bezuschussten Infrastrukturen: an die Gemeinde, auf deren Gebiet sie sich befinden.

§ 2. Zwecks der Gewährleistung der Instandhaltung und des Betriebs der Wasser-, Gas- und Elektrizitätstransport- und -versorgungsnetze tritt der Projektträger die für diese Netze bestimmten und gemäß den von den Netzbetreibern erstellten Kriterien durchgeführten Infrastrukturen sofort nach ihrer vorläufigen Abnahme den Netzbetreibern ab.

Diese Abtretung erfolgt durch authentische Urkunde oder privatschriftliche Vereinbarung. Außer im Falle einer besonderen Vereinbarung, die spätestens zum Zeitpunkt der Notifizierung der Baustelle abgeschlossen wird, nimmt der Netzbetreiber die Abtretung an zu einem Preis, der dem nicht bezuschussten Anteil der Infrastruktur entspricht, ggf. zuzüglich der MwSt. auf die Gesamtheit der betreffenden Infrastruktur, wie sie nicht vom Netzbetreiber geschuldet wird.

Die Infrastruktur wird sofort nach der Abtretung zu Lasten des Netzbetreibers instandgehalten und betrieben.

**Art. 14 - § 1.** Im Rahmen der Erschließungs- und Wiederbelebungsarbeiten bemüht sich der Projektträger nach besten Kräften, im derzeitigen oder künftigen öffentlichen Eigentum innerhalb des Anerkennungsgebiets gemeinsam genutzte Gräben zur Verfügung zu stellen.

Gemeinsam genutzte Gräben sind zur Aufnahme unterirdischer Anlagen bestimmt, d.h. alle steifen oder flexiblen Leitungen für den Transport oder die Versorgung von Fluiden, Energien, Telekommunikations- oder Radio- und Fernsehnetzen.

Sie werden folgenden Betreibern zur Verfügung gestellt:

- a) Betreibern von Telekommunikationsnetzen;
- b) Betreibern von Radio- und Fernsehnetzen;
- c) Betreibern von Energietransport- und -versorgungsnetzen;
- d) Betreibern von Netzen zum Transport, zur Versorgung und zur Sammlung von Fluiden.

§ 2. Der Projektträger und alle in § 1 Absatz 3 genannten Personen bemühen sich um eine gegenseitige Information über die geplanten Arbeiten, die zur Zurverfügungstellung von gemeinsam genutzten Gräben innerhalb des Anerkennungsgebiets führen könnten.

Am 1. Januar eines jeden Jahres teilt der Projektträger allen in § 1 Absatz 2 genannten Personen das Programm der für die kommenden 15 Monate geplanten Arbeiten mit.

Der Projektträger und alle in § 1 Absatz 3 genannten Personen bemühen sich darum, sich bei der Projekterstellung und bei der Durchführung der Baustelle miteinander abzustimmen.

§ 3. Bei den Phasen der Planung und Gestaltung der Erschließungs- und Wiederbelebungsarbeiten werden die technischen Anforderungen der Anlagen und Netze berücksichtigt, insbesondere was die Abmessungen der gemeinsam genutzten Gräben und die Einrichtung von Kontroll- und Kabelschächten betrifft.

Die in § 1 Absatz 3 genannten Personen übermitteln dem Projektträger alle nützlichen Angaben, die die Erstellung des Erschließungs- und Wiederbelebungsprojekts vereinfachen können.

Der Projektträger organisiert ein Koordinierungstreffen mit den in § 1 Absatz 3 genannten Personen, um im Einvernehmen ein Musterprofil der gemeinsam genutzten Gräben und eine Planung für die Einrichtung der unterirdischen Anlagen zu erstellen.

Zwecks der Durchführung der Erschließungs- und Wiederbelebungsarbeiten übermitteln die in § 1 Absatz 3 genannten Personen dem Projektträger alle nützlichen Angaben zu den Baustellenanlagen, zu dem Einsatz von speziellen technischen Verfahren und zur Aufrechterhaltung von Anlagen vor Ort nach der Durchführung der Arbeiten.

Der Projektträger beantragt bei dem Verwalter des Straßen- und Wegenetzes die Genehmigung zur Ausführung der Baustelle.

Der Projektträger lädt die in § 1 Absatz 3 genannten Personen zu der vor dem Beginn der Arbeiten organisierten Versammlung ein.

Im Laufe der Durchführung der Erschließungs- und Wiederbelebungsarbeiten werden die gemeinsam genutzten Gräben während eines zwischen den Parteien abzustimmenden Zeitraums zur Verfügung gestellt.

Jede Änderung des Zeitpunkts für den Beginn der Arbeiten, der Dauer für deren Durchführung oder jeglicher Unterbrechung der Arbeiten wird den in § 1 Absatz 3 genannten Personen mitgeteilt.

Der Aushub und die Zuschüttung der gemeinsamen genutzten Gräben werden vom Unternehmen durchgeführt, das vom Projektträger bestellt wird, unter Einhaltung der Regeln der guten fachlichen Praxis und der geltenden Gesetzesvorschriften und unter Berücksichtigung der eventuellen besonderen Anweisungen durch die in § 1 Absatz 3 genannten Personen.

Die technische Koordinierung der Arbeiten zur Einrichtung der unterirdischen Anlagen wird vom Unternehmen gewährleistet, das vom Projektträger bestellt wird. Die Überwachung dieser Arbeiten wird von den in § 1 Absatz 3 genannten Personen gewährleistet.

Die Koordinierung für die Sicherheit und Gesundheit wird vom Unternehmen gewährleistet, das vom Projektträger für die Einrichtung der unterirdischen Anlagen bestellt wird, unter Berücksichtigung der von den in § 1 Absatz 3 genannten Personen mitgeteilten Angaben.

**Art. 15 -** Der Beschluss der Regierung, die Gültigkeit des Anerkennungsgebiets in Anwendung von Artikel 21 des Dekrets zu verlängern oder nicht zu verlängern, wird der (den) betroffenen Gemeinde(n), dem leitenden Beamten und dem beauftragten Beamten notifiziert.

## KAPITEL II — Die Enteignung

### Abschnitt 1 — Verfahren

**Art. 16 -** Der Antrag auf Enteignungserlass wird gemäß Anhang III erstellt.

**Art. 17 -** Die Gemeinde informiert den leitenden Beamten über den Beginn der Untersuchung.

Der leitende Beamte übermittelt seine Anträge auf Stellungnahme durch jedes Mittel, durch welches das Datum der Einsendung und des Empfangs nachgewiesen werden können.

Der leitende Beamte konsultiert die operative Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt.

Der Projektträger richtet das in Artikel 31 § 1 Absatz 2 des Dekrets erwähnte Erinnerungsschreiben an den Minister durch jedes Mittel, durch welches das Datum der Einsendung und des Empfangs nachgewiesen werden können.

Der Beschluss der Regierung wird der (den) betroffenen Gemeinde(n), dem leitenden Beamten und dem beauftragten Beamten notifiziert.

**Art. 18** - Wenn der Minister oder der leitende Beamte die Initiative für ein Projekt zur Abänderung oder Abschaffung eines Enteignungserlasses ergriffen hat, richtet der leitende Beamte dem Projektträger, dem der Enteignungserlass bewilligt wurde, sowie den Diensten, Ausschüssen, Kommissionen und Behörden, deren Stellungnahme er für notwendig erachtet, eine Kopie des Projekts zwecks Stellungnahme.

Wenn der Projektträger dem leitenden Beamten seine Stellungnahme nicht binnen dreißig Tagen nach dem Eingang des in Artikel 32 Absatz 3 des Dekrets erwähnten Antrags übermittelt hat, wird sie außer Acht gelassen.

#### *Abschnitt 2 — Auswirkungen*

**Art. 19** - Der Beschluss der Regierung, die Gültigkeit des Erlasses zur Genehmigung der Enteignung in Anwendung von Artikel 36 zu verlängern oder nicht zu verlängern, wird der (den) betroffenen Gemeinde(n), dem leitenden Beamten und dem beauftragten Beamten notifiziert.

#### *Abschnitt 3 — Umsetzung*

**Art. 20** - Nach Rücksprache mit den Projektträgern, die ein mehrjähriges Programm für Infrastrukturinvestitionen eingereicht haben, wird zwischen der Wallonischen Region und dem Königlichen Verband des Belgischen Notariatswesens eine Vereinbarung abgeschlossen, die unter Einhaltung der Gesetzesvorschriften über öffentliche Aufträge insbesondere das Verfahren zur Auswahl der Notare, ggf. nach einer ausgeglichenen geografischen Verteilung, den Tarif, auf dessen Grundlage der Projektträger das Kollegium der Notare entlohnt, sowie die Verfahren zur Beilegung von Konflikten festlegt. Die Auswahl der Notare beruht insbesondere auf der besonderen Fachkunde, die zur Erfüllung dieser Aufgabe notwendig ist.

Der Erwerbssausschuss oder der beurkundende Notar fügt der Verkaufsurkunde, der Urkunde zur Abtretung von dinglichen Rechten oder der Mieturkunde die vom Erwerbssausschuss oder vom Kollegium der drei Notare vorgenommene Bewertung des Verkaufswerts der abgetretenen Rechte bei.

#### *KAPITEL III — Gemeinsamer Antrag auf ein Anerkennungs- und Enteignungsgebiet*

**Art. 21** - Der gemeinsame Antrag wird gemäß Anhang IV erstellt.

**Art. 22** - Die Gemeinde informiert den leitenden Beamten über den Beginn der Untersuchung.

Der leitende Beamte übermittelt seine Anträge auf Stellungnahme durch jedes Mittel, durch welches das Datum der Einsendung und des Empfangs nachgewiesen werden können.

Der leitende Beamte konsultiert die operative Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt.

Der Projektträger richtet das in Artikel 46 § 1 Absatz 2 des Dekrets erwähnte Erinnerungsschreiben an den Minister durch jedes Mittel, durch welches das Datum der Einsendung und des Empfangs nachgewiesen werden können.

**Art. 23** - Der Beschluss der Regierung, die Gültigkeit des Anerkennungsgebiets in Anwendung von Artikel 47 § 2 des Dekrets zu verlängern oder nicht zu verlängern, wird der (den) betroffenen Gemeinde(n), dem leitenden Beamten und dem beauftragten Beamten notifiziert.

Der Beschluss der Regierung, die Gültigkeit des Erlasses zur Genehmigung der Enteignung in Anwendung von Artikel 47 § 3 des Dekrets zu verlängern oder nicht zu verlängern, wird der (den) betroffenen Gemeinde(n), dem leitenden Beamten und dem beauftragten Beamten notifiziert.

#### *KAPITEL IV — Vorkaufsrecht*

##### *Abschnitt 1 — Verfahren*

**Art. 24** - Der Antrag auf Vorkaufsrecht wird gemäß Anhang V erstellt.

Der leitende Beamte übermittelt seine Anträge auf Stellungnahme durch jedes Mittel, durch welches das Datum der Einsendung und des Empfangs nachgewiesen werden können.

Der leitende Beamte konsultiert die operative Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt.

Der Projektträger richtet das in Artikel 51 Absatz 2 des Dekrets erwähnte Erinnerungsschreiben an den Minister durch jedes Mittel, durch welches das Datum der Einsendung und des Empfangs nachgewiesen werden können.

Der Beschluss der Regierung wird dem Projektträger und dem leitenden Beamten notifiziert.

##### *Abschnitt 2 — Auswirkungen*

**Art. 25** - Die Erklärung der Veräußerungsabsicht wird nach dem Formular in Anhang VI aufgestellt.

Die Person, die zur Erklärung der Veräußerungsabsicht verpflichtet ist, notifiziert dem Projektträger eine Erklärung für jedes der abzutretenden Güter.

**Art. 26** - Die Bescheinigung über das Vorhandensein einer vor dem Empfang einer authentischen Urkunde gemachten Erklärung über die Veräußerungsabsicht wird nach dem Formular in Anhang VII des vorliegenden Erlasses aufgestellt.

Der Antrag auf eine Bescheinigung über das Vorhandensein einer vor dem Empfang einer authentischen Urkunde gemachten Erklärung über die Veräußerungsabsicht wird durch jedes Mittel, durch welches das Datum der Einsendung und des Empfangs nachgewiesen werden können, an den Projektträger gerichtet.

**TITEL 4 — Finanzielle Beihilfen der Region**KAPITEL I — *Allgemeines*

**Art. 27** - Die Berechnungsgrundlage des Zuschusses enthält die Mehrwertsteuer, wenn sie geschuldet ist und der Projektträger sie nicht zurückfordern kann.

Wenn für das Anerkennungsgebiet andere Investitionen vorgesehen werden als diejenigen, die mit einer wirtschaftlichen Aktivität verbunden sind, die in diesem Gebiet niedergelassen werden kann, und diese Investitionen von einer privatrechtlichen Person zu tätigen sind, wird der Zuschuss ausschließlich für die Erschließungen, Wiederbelebungsmaßnahmen, Studien und Rückkäufe gewährt, die vom Projektträger außerhalb der für diese Investitionen vorbehaltenen Zone innerhalb dieses Gebiets getätigt werden, unter Bezugnahme auf die in dem Anerkennungsantrag identifizierten operativen Fläche.

**Art. 28** - § 1. Die Berechnungsgrundlage des Zuschusses für eine Erschließung im Sinne von Artikel 1 Ziffer 3 des Dekrets wird wie folgt bestimmt.

§ 2. Die folgenden Arbeiten bilden die Berechnungsgrundlage des Zuschusses für eine Erschließung, die in Handlungen und Arbeiten besteht, die an Immobiliengütern durchgeführt werden, die sich in einem Anerkennungsgebiet befinden, um die Ansiedlung oder die Entwicklung von wirtschaftlichen Aktivitäten zu ermöglichen, oder die in Handlungen und Arbeiten bestehen, die zur Umsetzung des Anerkennungsgebiets notwendig sind und außerhalb dieses Gebiets durchgeführt werden:

- a) die Nivellierungs-, Ebnungs- und Dränierungsarbeiten und die Arbeiten zur Verstärkung des Bodens, die notwendig sind, um die Grundstücke zu erschließen;
- b) die Arbeiten in Bezug auf die Einrichtung von internen Verkehrswegen, die auf das öffentliche Gebiet beschränkt sind;
- c) die auf das öffentliche Gebiet beschränkten Kanalisationsarbeiten bis zu deren Abflüssen, einschließlich der Maßnahmen zur Wasserregulierung;
- d) die auf das öffentliche Gebiet beschränkten Wasserzufuhrarbeiten;
- e) die auf das öffentliche Gebiet beschränkten und für die wirtschaftliche Aktivität notwendigen Arbeiten in Bezug auf den Bau von Kaimauern;
- f) die auf das öffentliche Gebiet beschränkten Arbeiten in Bezug auf den Anschluss an eine Eisenbahnlinie oder eine schiffbare Wasserstraße;
- g) die auf das öffentliche Gebiet beschränkten Arbeiten in Bezug auf die Straßenbeleuchtung;
- h) die Lieferung und die Aufstellung von Stadtmobiliar, die Gehwege, die Fahrradwege, einschließlich derjenigen, die sich auf den Zufahrtstraßen zu dem Anerkennungsgebiet befinden, die Beschilderung des Gebiets, die Arbeiten und die Zierbepflanzungen, die mit dem Umweltschutz verbunden sind oder als Isolierungsvorrichtung dienen, und die landschaftlichen Einrichtungen, die sich in das globale Einrichtungsschema für das Gebiet einfügen, sowie die damit verbundenen Erdbewegungen, dies sowohl im Anerkennungsgebiet als in dessen Nähe;
- i) die auf das öffentliche Gebiet beschränkten Anschlüsse an die Energieversorgungsnetze sowie die internen Netze und ihre Nebenanlagen;
- j) der Carsharing-Parkplatz, die Ladestation für Elektrofahrzeuge, der Fahrrad-Abstellplatz und die Tankstelle für Fahrzeuge mit komprimiertem oder Flüssigerdgas, sofern sie auf dem öffentlichen Gebiet installiert sind;
- k) jegliche Anlage innerhalb oder außerhalb des Gebiets, die (auch nur teilweise) mit einer erneuerbaren Energiequelle verbunden ist, und die mehrere Unternehmen, die sich innerhalb des Gebiets befinden, versorgt, unter der Bedingung, dass ihre Finanzierung mit öffentlichen Mitteln erlaubt ist;
- l) die Einrichtung von externen Zugangswegen einschließlich der Abwassersammler und ihrer Abflüsse und der Gewitterauffangbecken;
- m) die notwendigen geotechnischen Erkundungen;
- n) die Untersuchungen, die das Feststellen des Vorhandenseins bzw. des Nichtvorhandenseins einer Verunreinigung des Bodens ermöglichen;
- o) die Entfernung von verschmutztem Erdreich, wenn dies für die Durchführung der zulässigen Arbeiten an den Verkehrswegen und Nebeneinrichtungen erforderlich ist;
- p) die auf das öffentliche Gebiet beschränkte Lieferung und Anbringung von Durchführungsrohren und von Kabelschächten für optische Fasern, die zur Telekommunikation bestimmt sind;
- q) die auf das öffentliche Gebiet beschränkte Lieferung und Anbringung von öffentlichen Masten für die Anbringung von Antennen für die Funkwellenübertragung;
- r) die Einrichtung von Halteflächen und der Bau von Unterständen für den öffentlichen Personenverkehr, dies sowohl im Anerkennungsgebiet als auch in dessen Nähe;
- s) die Arbeiten in Bezug auf öffentliche multimodale Plattformen und auf die innerhalb Letzterer eingerichteten Wendeflächen, von denen mehrere Unternehmen oder die in unmittelbarer Nähe von den Flughäfen angesiedelten Unternehmen profitieren;
- t) die Zierteiche, der Empfangsposten, der Aufsichtsposten und ggf. die anderen Vorbeugungs- und Sicherheitsinfrastrukturen innerhalb von Anerkennungsgebieten, in denen solche Maßnahmen im Hinblick auf die dort aufgenommenen Aktivitäten erforderlich sind;
- u) der Bau von für mehrere Unternehmen bestimmten öffentlichen Kläranlagen sowie die Maßnahmen zur Vorbeugung der unfallbedingten Umweltverschmutzung zusätzlich zu den im Rahmen der Umweltgenehmigungen vorgesehenen Maßnahmen;
- v) die Arbeiten zur Schaffung eines öffentlichen Sortier- oder Zusammenstellungszentrums wegen des Vorhandenseins eines großen Volumens unterschiedlicher Abfälle;
- w) die Arbeiten für die Einrichtung und die Verbindung von internen Flächen eines Gebäudes, um individuelle und verschiebbare Räumlichkeiten, die für die Aufnahme von Betrieben bestimmt sind, anzuschließen.

§ 3. Die folgenden Elemente stellen die Berechnungsgrundlage des Zuschusses für eine Erschließung dar, die in der Schaffung, dem Erwerb oder dem Umbau eines zeitweiligen Unterkunftsgebäudes oder eines Zentrums für Hilfsdienstleistungen besteht:

- a) der Kaufpreis für das Gebäude abzüglich des vom Erwerbsausschuss oder einem Kollegium von drei Notaren unter Beachtung von Artikel 38 des Dekrets und von Artikel 20 festgelegten Grundstückspreises;
- b) die Bau- oder Umbauarbeiten unter Berücksichtigung des Betrags, für den sie vergeben worden sind;
- c) insofern sie für dessen Inbetriebnahme notwendig sind, die mit jeder öffentlichen Anlage verbundenen Arbeiten unter Berücksichtigung des Betrags, für den sie vergeben worden sind, ob sich diese Anlage innerhalb oder außerhalb der Parzelle befindet, auf der das Gebäude steht.

**Art. 29** - Die folgenden Elemente stellen die Berechnungsgrundlage des Zuschusses für einen Erwerb im Sinne von Artikel 59 Absatz 2 des Dekrets dar:

- a) der Kaufpreis für das Grundstück, jedoch begrenzt auf den von dem Erwerbsausschuss oder dem Kollegium von drei Notaren nach Artikel 38 des Dekrets veranschlagten Betrag;
- b) die gesetzlichen Erwerbskosten, die diejenigen in Bezug auf den Kaufpreis nicht übertreffen dürfen;
- c) die Vermessungskosten.

**Art. 30** - § 1. Die Renovierungs- und Verbesserungshandlungen und -arbeiten, die an Infrastrukturen durchzuführen sind, die zum öffentlichen Eigentum gehören oder dazu bestimmt sind, ins öffentliche Eigentum eingegliedert zu werden, und die seit mindestens zwanzig Jahren ab der vorläufigen Abnahme der Ausrüstungsarbeiten für die Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten bestimmt sind, stellen die Berechnungsgrundlage des Zuschusses für eine Wiederbelebung im Sinne von Artikel 1 Ziffer 4 dar.

Der Preis für diese Arbeiten wird unter Berücksichtigung des Betrags, für den sie vergeben worden sind, bestimmt.

§ 2. Die folgenden Elemente stellen die Berechnungsgrundlage des Zuschusses für einen Rückkauf dar:

- a) der Kaufpreis für das Gut, jedoch begrenzt auf den von dem Erwerbsausschuss oder dem Kollegium von drei Notaren nach Artikel 38 des Dekrets veranschlagten Betrag;
- b) die gesetzlichen Erwerbskosten, die diejenigen in Bezug auf den Kaufpreis nicht übertreffen dürfen;
- c) die Vermessungskosten.

**Art. 31** - Der ursprüngliche Auftragswert, gegebenenfalls zuzüglich der vom Minister gemäß Artikel 64 Absatz 2 des Dekrets zugelassenen Überschreitungen, insofern diese Überschreitungen zusätzliche Leistungen für Studien, Projektleitung oder -aufsicht verursacht haben, stellt die Berechnungsgrundlage des Zuschusses für die Allgemenkosten dar, die in den Studien im Sinne von Artikel 1 Ziffer 5 des Dekrets bestehen.

#### KAPITEL II — Verfahren für die Gewährung des Zuschusses

**Art. 32** - Für Erschließungen, die in Handlungen und Arbeiten bestehen, die an Immobiliengütern durchgeführt werden, die sich in einem Anerkennungsgebiet befinden, um die Ansiedlung oder die Entwicklung von wirtschaftlichen Aktivitäten zu ermöglichen, oder die in Handlungen und Arbeiten bestehen, die zur Umsetzung des Anerkennungsgebiets notwendig sind und außerhalb dieses Gebiets durchgeführt werden, umfasst der Zuschussantrag die folgenden Elemente:

- a) die Vorlage der Ergebnisse der Vergabe des Auftrags in Anwendung des Gesetzes vom 15. Juni 2006 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge;
- b) die Bescheinigung des Projektträgers, dass er die Mehrwertsteuer nicht zurückfordern kann;
- c) die Identifizierung des Projekts, für welches der Zuschuss beantragt wird, im mehrjährigen Programm für Infrastrukturinvestitionen oder in seinen Aktualisierungen ;
- d) für "Gewerbegebiete 2020" im Sinne von Artikel 66 § 2 Absatz 2 Buchstabe f) des Dekrets: der Anteil der Fläche des Anerkennungsgebiets auf dem Gebiet der betroffenen Gemeinde(n);
- e) für die Gebiete, innerhalb deren eine Ko-Investition zu tätigen ist: der Anteil der Fläche des Anerkennungsgebiets, wo die private Investition getätigt wird;
- f) für die Infrastrukturen, die für die Wasser-, Gas- und Elektrizitätstransport- und -versorgungsnetze bestimmt sind: der Preis für die dem Netzbetreiber abzutretende Infrastruktur;
- g) für die Gebiete, innerhalb deren von einer privatrechtlichen Person andere Investitionen zu tätigen sind, als diejenigen, die mit einer wirtschaftlichen Aktivität verbunden sind, die in diesem Gebiet niedergelassen werden kann: der Anteil der für diese Investitionen vorbehaltenen operativen Fläche.

**Art. 33** - § 1. Für Erschließungen, die in der Schaffung oder dem Umbau eines zeitweiligen Unterkunftsgebäudes oder eines Zentrums für Hilfsdienstleistungen bestehen, umfasst der Zuschussantrag die folgenden Elemente:

- a) die Vorlage der Ergebnisse der Vergabe des Auftrags in Anwendung des Gesetzes vom 15. Juni 2006 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge;
- b) ggf. die Bescheinigung des Projektträgers, dass er die Mehrwertsteuer nicht zurückfordern kann;
- c) die Identifizierung des Projekts, für welches der Zuschuss beantragt wird, im mehrjährigen Programm für Infrastrukturinvestitionen oder seinen Aktualisierungen.

§ 2. Für Erschließungen, die in dem Erwerb eines zeitweiligen Unterkunftsgebäudes oder eines Zentrums für Hilfsdienstleistungen bestehen, umfasst der Zuschussantrag die folgenden Elemente:

- a) die Bewertung des Gutes, sowie sie von dem Erwerbsausschuss oder dem Kollegium von drei Notaren nach Artikel 38 des Dekrets vorgenommen wurde;
- b) ggf. die Bescheinigung des Projektträgers, dass er die Mehrwertsteuer nicht zurückfordern kann;
- c) die Identifizierung des Projekts, für welches der Zuschuss beantragt wird, im mehrjährigen Programm für Infrastrukturinvestitionen oder seinen Aktualisierungen.



**Art. 34** - Für Wiederbelebungen enthält der Zuschussantrag die folgenden Elemente:

- a) die Vorlage der Ergebnisse der Vergabe des Auftrags in Anwendung des Gesetzes vom 15. Juni 2006 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge;
- b) die Bescheinigung des Projektträgers, dass er die Mehrwertsteuer nicht zurückfordern kann;
- c) die Identifizierung des Projekts, für welches der Zuschuss beantragt wird, im mehrjährigen Programm für Infrastrukturinvestitionen oder seinen Aktualisierungen;
- d) für die Infrastrukturen, die für die Wasser-, Gas- und Elektrizitätstransport- und -versorgungsnetze bestimmt sind: der Preis für die dem Netzbetreiber abzutretende Infrastruktur.

**Art. 35** - § 1. Für den Erwerb von Gütern mit Ausnahme des Erwerbs nach Artikel 33 § 2 und für Rückkäufe enthält der Zuschussantrag die folgenden Elemente:

- a) die Bewertung des Gutes mit der Aufteilung zwischen dem Preis für das Grundstück und dem Preis für das Gebäude, sowie sie von dem Erwerbssausschuss oder dem Kollegium von drei Notaren nach Artikel 38 des Dekrets vorgenommen wurde;
- b) ggf. die Identifizierung des Projekts, für welches der Zuschuss beantragt wird, im mehrjährigen Programm für Infrastrukturinvestitionen oder seinen Aktualisierungen.

§ 2. Der Zuschussantrag für Studien wird zusammen mit dem Zuschussantrag für Handlungen und Arbeiten zur Erschließung und Wiederbelebung eingereicht.

### KAPITEL III — *Auszahlungsverfahren, Berechnungsgrundlage und Bezuschussungssatz*

#### *Abschnitt 1 — Allgemeines*

**Art. 36** - Für dieselben Handlungen und Arbeiten wird kein Zuschuss gewährt, wenn ein Projekt aufgrund anderer regionaler Vorschriften bereits bezuschusst wird.

Unter der Voraussetzung, dass der Gesamtbetrag der Zuschüsse den Betrag der Handlungen und Arbeiten nicht übertrifft, wird die Gewährung eines Zuschusses nach Artikel 59 des Dekrets genehmigt, auch wenn für dieses selbe Gut Beträge in Anwendung von Kapitel VIII des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung, von Buch V Titel I des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung und Beträge für den Bau oder die Änderung von durch die Wallonische Region finanzierten Verkehrswegen bezogen werden.

**Art. 37** - Bis zum 30. Juni eines jeden Jahres werden zwei Drittel der Mittel des ursprünglichen Haushaltsplans für das laufende Jahr, die nicht mit einer alternativen Finanzierung oder einer europäischen Mitfinanzierung verbunden sind, und für die Finanzierung der vom Dekret geregelten Maßnahmen bestimmt sind, den spätestens am 31. Mai eingegangenen Zuschussanträgen vorbehalten, die Projekte betreffen, die in den mit dem Visum der Regierung versehenen mehrjährigen Programmen für Infrastrukturinvestitionen oder ihren Aktualisierungen enthalten sind.

Am 31. Mai erstellt der leitende Beamte die Liste der erhaltenen Anträge.

Am 30. Juni erstellt der Minister die Liste der für Zuschüsse zulässigen Anträge innerhalb der Liste der erhaltenen Anträge.

Wenn der Gesamtbetrag der erhaltenen Anträge zwei Drittel der verfügbaren Mittel des ursprünglichen Haushaltsplans übertrifft, bemüht sich der Minister darum, die Verwendungsrate der Mittel zu optimieren. Wenn der Betrag geringer als zwei Drittel ist, wird der Restbetrag ab dem 1. Juli allen anderen für das laufende Jahr zulässigen Anträgen neu zugewiesen.

Wenn unter Berücksichtigung der verfügbaren Haushaltsmittel ein Zuschuss nicht im Laufe des Jahres gewährt werden konnte, kann der Projektträger seinen Antrag für das folgende Jahr bestätigen, indem er ihn in das mehrjährige Programm oder seine Aktualisierung einträgt und ein Schreiben an den leitenden Beamten richtet.

#### *Abschnitt 2 — Bezuschussungssatz*

**Art. 38** - § 1. Der Bezuschussungssatz für eine Erschließung, die in Handlungen und Arbeiten besteht, die an Immobiliengütern durchgeführt werden, die sich in einem Anerkennungsgebiet befinden, um die Ansiedlung oder die Entwicklung von wirtschaftlichen Aktivitäten zu ermöglichen, oder die in Handlungen und Arbeiten besteht, die zur Umsetzung des Anerkennungsgebiets notwendig sind und außerhalb dieses Gebiets durchgeführt werden, wird wie folgt bestimmt.

Für Handlungen, Arbeiten und Studien, die innerhalb des Gebiets durchgeführt werden, wird der Basissatz für den Zuschuss auf fünfundsechzig Prozent festgelegt.

In den Fällen und unter den Bedingungen, die in Anhang VIII bestimmt werden, kann der Basissatz um höchstens zwanzig Prozent erhöht werden.

§ 2. Als "regionales Gewerbegebiet" gelten die Gebiete, die zur Umsetzung der vorrangigen Gewerbegebietspläne oder der Programme zur alternativen Finanzierung SOWAFINAL beitragen, unter der Bedingung, dass das Anerkennungsgebiet eine Fläche von mindestens zwanzig Hektar aufweist.

Die Erhöhung gilt einschließlich für Verbuchungen auf die gewöhnlichen Mittel des Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region.

§ 3. Als "spezialisiertes Gewerbegebiet" gilt ein Gebiet, das auf mindestens fünfundsiebzig Prozent seiner Nutzfläche dazu bestimmt ist,

- a) Wirtschaftsbereiche aufzunehmen, die zu einem der Wettbewerbspole der Wallonie gehören; oder
- b) als wissenschaftliches Gewerbegebiet anerkannt zu werden, und in das Netz Science Parks of Wallonia eingegliedert zu werden; oder

- c) eine beschränkte Anzahl Wirtschaftsbereiche aufzunehmen, wegen Merkmalen, die für das Gebiet spezifisch sind, und seine wirtschaftliche Orientierung begründen; diese spezifischen Merkmale können insbesondere die Folgenden sein:
- i. Überdrucke oder zusätzliche Vorschriften im Sektorenplan;
  - ii. die Nähe der Rohstoffe;
  - iii. die Nähe einer wichtigen Verkehrsinfrastruktur;
  - iv. besondere erneuerbare Energiequellen;

oder

- d) Wirtschaftsaktivitäten auf mehreren Parzellen mit einer Mindestfläche von zehn Hektar aufzunehmen, die sich in der Nähe von wichtigen Verkehrsinfrastrukturen (wie Autobahnen, Häfen und Flughäfen) befinden, und ein multimodales Konzept ermöglichen.

Als "spezialisiertes Gewerbegebiet" gilt nicht das Gebiet, das sich darauf beschränkt,

- a) Wirtschaftsbereiche auszuschließen, die in der belgischen Fassung der statistischen Systematik der Wirtschaftszweige in der Europäischen Gemeinschaft (NACE-BEL) erwähnt sind; oder
- b) in Anwendung des Dekrets oder sonstiger Gesetzesvorschriften bestimmte Wirtschaftsbereiche auszuschließen; oder
- c) die zugelassenen Wirtschaftsbereiche aufzulisten, indem sie sich ausschließlich auf Folgendes basieren:
  - die sich aus dem Sektorenplan ergebende Gebieteinteilung; oder
  - der erwartete Einzugsbereich für die geplanten Aktivitäten; oder
  - die lokalen Beschäftigungsmöglichkeiten; oder
  - die erwartete Qualifikation der zu schaffenden Arbeitsstellen; oder
  - die Größe der Parzellen.

§ 4. Als "öffentlich-privates Gewerbegebiet" gilt das Gebiet, das

- entweder durch einen Projektträger der Kategorie B im Sinne von Artikel 3 § 2 des Dekrets umgesetzt wird, dessen Investition mindestens fünfzig Prozent des Gesamtbetrags der Investition innerhalb des Gebiets darstellt;
- mittels einer Ko-Investition umgesetzt wird, unter der Bedingung, dass die Investition der privatrechtlichen Person innerhalb des Anerkennungsgebiets mindestens fünfundzwanzig Prozent des Gesamtbetrags der Investition innerhalb des Gebiets darstellt, und sie nicht ausschließlich die Form einer Immobilienvermittlungs-, förderungs- oder -entwicklungsmaßnahme annimmt.

§ 5. Als "öffentlich-öffentliches Gewerbegebiet" gilt das Gebiet, innerhalb dessen jede der am Projekt teilnehmenden oder beteiligten öffentlich-rechtlichen Personen die Gesamtinvestition zur Erschließung des Gebiets mindestens zu fünfundzwanzig Prozent finanziert.

§ 6. Als "nachhaltiges Gewerbegebiet" gilt das Gebiet, das die Anliegen in Sachen nachhaltige Entwicklung mit einbezieht, indem es

- auf die Schaffung eines Mikrobereichs für wirtschaftliche Aktivitäten in einem Siedlungsraum abzielt, zwecks der Wiederherstellung des Stadtgefüges oder der Wiederansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten in einem städtischen Gebiet, unter der Voraussetzung, dass das Gebiet eine Höchstfläche von 10 Hektar aufweist; oder
- jegliche Anlage innerhalb oder außerhalb des Gebiets in Verbindung mit (auch nur teilweise) mindestens zwei erneuerbaren Energiequellen durchführt, die mehrere Unternehmen, die sich innerhalb des Gebiets befinden, versorgen, unter der Bedingung, dass ihre Finanzierung mit öffentlichen Mitteln erlaubt ist; oder
- mindestens fünf der unter Artikel 5 § 2 Absatz 2 genannten Anlagen Einrichtungen oder Vorrichtungen bewerkstelligt.

§ 7. Als "NGS-Gewerbegebiet" gilt das Gebiet, dessen Fläche zu mindestens fünfundsiebzig Prozent zu einem Areal für einen neu zu gestaltenden Standort oder einen Landschafts- und Umweltsanierungsstandort im Sinne des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung gehört.

§ 8. Wenn sich ein "Gewerbegebiet 2020" auf dem Gebiet mehrerer Gemeinden befindet, wird die auf das Gebiet einer dieser Gemeinden anwendbare Erhöhung im Verhältnis zur betroffenen Fläche bestimmt.

§ 9. Für Arbeiten in Bezug auf die Schaffung von Verkehrswegen, die dem regionalen öffentlichen Eigentum gehören oder dazu bestimmt sind, ins regionale öffentliche Eigentum eingegliedert zu werden, wird der Bezuschussungssatz auf achtzig Prozent festgelegt; es wird keine Erhöhung angewendet. Für diese Arbeiten kann der Bezuschussungssatz für Allgemeinkosten auf hundert Prozent festgelegt werden.

**Art. 39** - Für eine Erschließung, die in der Schaffung, dem Erwerb oder dem Umbau eines zeitweiligen Unterkunftsgebäudes oder eines Zentrums für Hilfsdienstleistungen besteht, wird der Betrag des gewährten Zuschusses wie folgt bestimmt.

Der Satz wird auf achtzig Prozent der Berechnungsgrundlagen des Zuschusses festgelegt, ohne dass dieser dreihundertfünfundsiebzigttausend Euro für ein zeitweiliges Unterkunftsgebäude bzw. fünfhunderttausend Euro für ein Zentrum für Hilfsdienstleistungen überschreiten darf.

Wenn sich das Gebäude jedoch in einem Gebiet befindet, das als "regionales Gewerbegebiet", "spezialisiertes Gewerbegebiet" oder "NGS-Gewerbegebiet" zur Erhöhung berechtigt ist, werden die im vorigen Absatz erwähnten Beträge um fünfzig Prozent erhöht.

Der in Absatz 2 erwähnte Betrag des Zuschusses darf den Unterschied zwischen den Investitionskosten und der Gewinnspanne aus der Investition nicht überschreiten. Die Gewinnspanne wird *ex ante* von den Investitionskosten abgerechnet, auf der Grundlage von vernünftigen Prognosen.

**Art. 40** - Für eine Wiederbelebung im Sinne von Artikel 1 Ziffer 4 des Dekrets beträgt der Bezuschussungssatz achtzig Prozent.

**Art. 41** - Für einen Rückkauf im Sinne von Artikel 83 und 84 des Dekrets beträgt der Bezuschussungssatz dreißig Prozent.

**Art. 42** - Für Allgemeynkosten, die in den Studien im Sinne von Artikel 1 Ziffer 5 des Dekrets bestehen, beträgt der Bezuschussungssatz:

- a) für Studien- und Leitungskosten:
  1. höchstens sechs Prozent für die erste Tranche der bezuschussten Arbeiten bis zweihundertfünfzigtausend Euro;
  2. höchstens vier Prozent für die zweite Tranche der bezuschussten Arbeiten, zwischen zweihundertfünfzigtausend und fünfhunterttausend Euro;
  3. höchstens drei Prozent für den Teil der bezuschussten Arbeiten, der fünfhunterttausend Euro übertrifft;
- b) für Überwachungskosten, höchstens drei Prozent des Gesamtbetrags der bezuschussten Arbeiten;
- c) für Verwaltungskosten, höchstens ein Prozent des Gesamtbetrags der bezuschussten Arbeiten.

**Art. 43** - Für den Erwerb des Immobilienguts nach Artikel 59 Absatz 2 des Dekrets wird der Bezuschussungssatz wie folgt festgelegt:

- a) fünfzehn Prozent;
- b) oder fünfzig Prozent, wenn der Erwerb ein Immobiliengut betrifft, das
  - i. sich in den Bereichen der Eisenbahninfrastrukturen im Sinne von Artikel D.II.19 des Gesetzbuch über die räumliche Entwicklung befindet; oder
  - ii. sich in einem Wohngebiet, einem Wohngebiet mit ländlichem Charakter, einem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, einem Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung oder einem Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung mit wirtschaftlichem Charakter nach dem Sektorenplan befindet; oder
  - iii. sich einem Areal für einen neu zu gestaltenden Standort oder einen Landschafts- und Umweltsanierungsstandort im Sinne des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung befindet.

In diesem Fall bezieht der Zuschuss sich auf den Kaufpreis des Immobilienguts, indem er auf den vom Erwerbsausschuss oder Kollegium von drei Notaren veranschlagten Preis begrenzt wird, die gesetzlichen Erwerbskosten, die diejenigen in Bezug auf den Kaufpreis nicht übertreffen dürfen, und die Vermessungskosten.

#### *Abschnitt 3 — Auszahlung der Zuschüsse*

**Art. 44** - Der Zuschuss für eine Erschließung im Sinne von Artikel 1 Ziffer 3 des Dekrets, die in Handlungen und Arbeiten besteht, die an Immobiliengütern durchgeführt werden, die sich in einem Anerkennungsgebiet befinden, um die Ansiedlung oder die Entwicklung von wirtschaftlichen Aktivitäten zu ermöglichen, oder die in Handlungen und Arbeiten besteht, die zur Umsetzung des Anerkennungsgebiets notwendig sind und außerhalb dieses Gebiets durchgeführt werden, wird wie folgt ausgezahlt:

- a) ein Vorschuss in Höhe von 30% des Betrags des Zuschusses auf Vorlage des Briefes des Projektträgers, in dem der Bauunternehmer angewiesen wird, mit den Arbeiten anzufangen;
- b) ein Vorschuss in Höhe von 30% des Betrags des Zuschusses, wenn der kumulierte Betrag der ausgeführten Arbeiten 30% des Betrags der Arbeiten erreicht, die im Erlass zur Gewährung der Zuschüsse für bezuschussbar erklärt worden sind;
- c) ein Vorschuss in Höhe von 20% des Betrags des Zuschusses, wenn der kumulierte Betrag der ausgeführten Arbeiten 60% des Betrags der Arbeiten erreicht, die im Erlass zur Gewährung der Zuschüsse für bezuschussbar erklärt worden sind;
- d) der Restbetrag des Zuschusses bei der Genehmigung auf Vorlage der Endabrechnung für die Gesamtheit der Arbeiten.

Der Zuschuss für die Allgemeynkosten wird zu zwei Dritteln ausgezahlt auf Vorlage des Briefes des Projektträgers, in dem der Bauunternehmer angewiesen wird, mit den Arbeiten anzufangen, und zu einem Drittel ausgezahlt nach Genehmigung der zulässigen Ausgaben in der vom Projektträger genehmigten Endabrechnung sowie des Protokolls der vorläufigen Abnahme.

**Art. 45** - Der Zuschuss für eine Erschließung im Sinne von Artikel 1 Ziffer 3 des Dekrets, die in der Schaffung, dem Erwerb oder dem Umbau eines zeitweiligen Unterkunftsgebäudes oder eines Zentrums für Hilfsdienstleistungen besteht, wird wie folgt ausgezahlt:

- a) ein Vorschuss in Höhe von 75% des Betrags des Zuschusses auf Vorlage des Briefes des Projektträgers, in dem der Bauunternehmer angewiesen wird, mit den Arbeiten anzufangen;
- b) der Restbetrag des Zuschusses nach Genehmigung der zulässigen Ausgaben in der vom Projektträger genehmigten Endabrechnung für die Gesamtheit der Arbeiten.

Der Zuschuss für die mit den in Absatz 1 erwähnten Arbeiten verbundenen Allgemeynkosten wird nach Genehmigung der zulässigen Ausgaben in der vom Projektträger genehmigten Endabrechnung sowie des Protokolls der vorläufigen Abnahme ausgezahlt.

**Art. 46** - Der Zuschuss für eine Wiederbelebung im Sinne von Artikel 1 Ziffer 4 des Dekrets wird wie folgt ausgezahlt:

- 1° ein Vorschuss in Höhe von 30% des Betrags des Zuschusses auf Vorlage des Briefes des Projektträgers, in dem der Bauunternehmer angewiesen wird, mit den Arbeiten anzufangen;

- 2° ein Vorschuss in Höhe von 30% des Betrags des Zuschusses, wenn der kumulierte Betrag der ausgeführten Arbeiten 30% des Betrags der Arbeiten erreicht, die im Erlass zur Gewährung der Zuschüsse für bezuschussbar erklärt worden sind;
- 3° ein Vorschuss in Höhe von 20% des Betrags des Zuschusses, wenn der kumulierte Betrag der ausgeführten Arbeiten 60% des Betrags der Arbeiten erreicht, die im Erlass zur Gewährung der Zuschüsse für bezuschussbar erklärt worden sind;
- 4° der Restbetrag des Zuschusses nach Genehmigung der zulässigen Ausgaben in der vom Projektträger genehmigten Endabrechnung für die Gesamtheit der Arbeiten.

Der Zuschuss für die Allgemerkosten wird zu zwei Dritteln ausgezahlt auf Vorlage des Briefes des Projektträgers, in dem der Bauunternehmer angewiesen wird, mit den Arbeiten anzufangen, und zu einem Drittel ausgezahlt nach Genehmigung der zulässigen Ausgaben in der vom Projektträger genehmigten Endabrechnung sowie des Protokolls der vorläufigen Abnahme.

**Art. 47** - Der Zuschuss für einen Zwangsrückkauf im Sinne von Artikel 83 des Dekrets oder einen Rückkauf eines Gebäudes im Falle der Auflösung der Mietvereinbarung oder der Abtretung von dinglichen Rechten nach Artikel 84 wird auf Vorlage der authentischen Urkunde ausgezahlt, durch welche die Übertragung des Eigentums an dem Gut an den Projektträger nachgewiesen wird.

**Art. 48** - Der Zuschuss für den Erwerb des Immobilienguts nach Artikel 59 Absatz 2 des Dekrets wird in einem Mal ausgezahlt, auf Vorlage der authentischen Urkunde, durch welche die Übertragung des Eigentums an dem Grundstück an den Projektträger nachgewiesen wird, sowie der Begründung der zulässigen Kosten.

**Art. 49** - Der zusätzliche Zuschuss für eine Überschreitung des Zuschlagspreises gemäß Artikel 64 Absatz 2 des Dekrets wird nach Genehmigung durch den Projektträger der zulässigen Ausgaben des Zusatzes in der Endabrechnung sowie des Protokolls der vorläufigen Abnahme ausgezahlt.

**Art. 50** - Anschließend an einen Beschluss zur Änderung des Bezuschussungssatzes in Anwendung von Artikel 67 Absatz 2 des Dekrets kann der Minister, um einen ausgezahlten Zuschuss zurückzufordern, unter Berücksichtigung der genehmigten Abrechnung eine Aufrechnung zwischen dem zurückzufordernden Betrag und dem vom Projektträger zu zahlenden Betrag vornehmen.

Wenn der zurückzufordernde Betrag den vom Projektträger zu zahlenden Betrag übertrifft, zwingt der Minister den Projektträger zur Erstattung des Restbetrags.

**Art. 51** - Der leitende Beamte führt eine jährliche Kontrolle der finanziellen Aufstellung vor, die die Kosten und alle eingezogenen oder sicheren Einnahmen des Projekts betrifft, und die der Projektträger der Kategorie B auf der Grundlage von Artikel 71 Absatz 1 Buchstabe g) des Dekrets übermittelt.

Der leitende Beamte kann sich vom Projektträger alle buchhalterischen, steuerlichen oder finanziellen Belege, die er für notwendig erachtet, mitteilen lassen.

Wenn die buchhalterische, steuerliche oder finanzielle Aufstellung am 31. Dezember als vorläufig zu betrachten ist, kann sich der leitende Beamte vom Projektträger die nach der Übermittlung des Jahresberichts angenommenen, endgültigen Rechnungsabschlüsse mitteilen lassen.

Falls sich aus der finanziellen Aufstellung ergibt, dass das Projekt zugunsten des Projektträgers der Kategorie B eine Gewinnspanne ergibt, informiert der leitende Beamte den Projektträger in Anwendung von Artikel 68 des Dekrets; Letzterer zahlt den im Verhältnis zur Gewinnspanne berechneten Zuschuss zurück, zuzüglich der Zinsen, die auf der Grundlage des Referenzzinssatzes, der von der Europäischen Kommission aufgrund Artikel 10 der Verordnung (EG) Nr. 794/2004 der Kommission vom 21. April 2004 zur Durchführung der Verordnung (EG) Nr. 659/1999 des Rates über besondere Vorschriften für die Anwendung von Artikel 93 des EG-Vertrags angenommen wird.

#### KAPITEL IV — Ende der wirtschaftlichen Nutzung des bezuschussten Guts

**Art. 52** - Zwecks der verhältnismäßigen Rückforderung des Zuschusses nach Artikel 70 des Dekrets kann der Minister sich auf die Einkunftsquelle stützen, die sich aus dem Ersatz der wirtschaftlichen Nutzung des Gutes durch eine andere Nutzung ergibt, und auf der Grundlage der Kosten des bezuschussten Gebäudes abzüglich seiner Tilgung über eine im Erlass zur Gewährung des Zuschusses festgelegten Dauer berechnet wird.

#### KAPITEL V — Berichterstattung, Kontrolle und Strafmaßnahmen

**Art. 53** - Der Bericht des Projektträgers wird gemäß dem Formular in Anhang IX des vorliegenden Erlasses aufgestellt.

**Art. 54** - Die Mitteilung des leitenden Beamten, durch die er den Projektträger über die festgestellten Mängel informiert, wird an den Projektträger durch jedes Mittel gerichtet, durch welches das Datum des Empfangs nachgewiesen werden kann.

Der Beschluss des Ministers wird dem Projektträger durch jedes Mittel mitgeteilt, durch welches das Datum der Einsendung und des Empfangs nachgewiesen werden können.

#### TITEL 5 — Zurverfügungstellung

**Art. 55** - Wenn mit der Bestimmung des Preises der abzutretenden Rechte oder der Erstellung der Urkunden für den Verkauf, die Abtretung von dinglichen Rechten und die freihändige Vermietung nicht der Erwerbsausschuss, sondern ein Kollegium von drei Notaren beauftragt wird, erfolgt dies unter Beachtung der in Artikel 20 festgelegten Grundsätze.

#### TITEL 6 — Aufhebungs-, Übergangs-, und Schlussbestimmungen

**Art. 56** - Die durch Artikel 4 Absatz 4, Artikel 12 § 1 und § 2 Absätze 1, 4 und 6, Artikel 13, Artikel 17§ 1 und § 2 Absätze 1, 4 und 6, Artikel 18, Artikel 20, Artikel 21, Artikel 31, Artikel 32, Artikel 36, Artikel 46 § 1 und § 2 Absätze 1 und 3, Artikel 47, Artikel 51, Artikel 59, Artikel 62, Artikel 66 § 2 Absatz 5, Artikel 67 Absatz 2, Artikel 69, Artikel 70, Artikel 71 Absatz 3, Artikel 73, Artikel 76 Absätze 1 und 2, Artikel 86 Absatz 2, Artikel 87, und Artikel 88 des Dekrets der Regierung anvertrauten Befugnisse werden durch den Minister ausgeübt.

**Art. 57** - Das Dekret vom 2. Februar 2017 über die Entwicklung der Gewerbegebiete tritt am 1. September 2017 in Kraft, mit Ausnahme von Artikel 4 Absätze 1, 2 und 5, Absatz 60 Absatz 1, Artikel 71 Absätze 1 und 3, und Artikel 76 Absätze 1 und 2, die am 1. Januar 2018 in Kraft treten.

Der Ausschluss des Einzelhandels aus dem Anerkennungsgebiet, wie in Artikel 1 Ziffer 1 des Dekrets vorgesehen, gilt nicht für die Geschäfte, die ordnungsgemäß in einem vor dem Inkrafttreten des Dekrets genehmigten Anerkennungsgebiet niedergelassen sind, außer wenn der Erlass zur Verabschiedung dieses Anerkennungsgebiets dort Einzelhandelsgeschäfte untersagt.

Der Zeitraum für das mehrjährige Programm für Infrastrukturinvestitionen im Sinne von Artikel 4 Absatz 1 des Dekrets entspricht der Dauer der laufenden regionalen Legislaturperiode. Übergangsweise wird das Programm sowie seine anschließend an das Inkrafttreten des Dekrets auszuarbeitenden Aktualisierungen für einen Zeitraum erstellt, der am 1. Januar 2018 anfängt und am 31. Dezember 2019 zu Ende geht.

In Anwendung von Artikel 85 Absatz 2 Buchstabe b) des Dekrets werden die Auswirkungen des Dekrets vom 11. März 2004 aufrechterhalten, was die in Artikel 13 des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten vorgesehene Möglichkeit für den Projektträger betrifft, bis zum Inkrafttreten der in Artikel 20 erwähnten Vereinbarungen, die zwischen der Wallonischen Region und dem Königlichen Verband des Belgischen Notariatswesens abzuschließen ist, ein gütliches oder vor Gericht unterbreitetes Angebot zu machen.

**Art. 58** - Der Erlass vom 21. Oktober 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten wird am 1. September 2017 aufgehoben.

**Art. 59** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. September 2017 in Kraft, mit Ausnahme von Artikel 14 § 2 Absatz 2, Artikel 37 und Artikel 51 Absatz 1, die am 1. Januar 2018 in Kraft treten.

**Art. 60** - Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. Mai 2017

Der Ministerpräsident  
P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe  
M. PREVOT

Anhang I: Formular bezüglich des mehrjährigen Programms für Infrastrukturinvestitionen und dessen Aktualisierungen

Anhang II: Formular für den Antrag auf ein Anerkennungsgebiet

Anhang III: Formular für den Antrag auf einen Enteignungserlass

Anhang IV: Formular für den gemeinsamen Antrag

Anhang V: Formular für den Antrag auf Vorkaufsrecht

Anhang VI: Formular zur Erklärung der Veräußerungsabsicht

Anhang VII: Formular über das Vorhandensein einer vor dem Empfang einer authentischen Urkunde gemachten Erklärung über die Veräußerungsabsicht

Anhang VIII: Tabelle mit den Erhöhungen der Bezuschussungssätze für eine Erschließung, die in Handlungen und Arbeiten besteht, die an Immobiliengütern durchgeführt werden, die sich in einem Anerkennungsgebiet befinden, um die Ansiedlung oder die Entwicklung von wirtschaftlichen Aktivitäten zu ermöglichen, oder die in Handlungen und Arbeiten besteht, die zur Umsetzung des Anerkennungsgebiets notwendig sind und außerhalb dieses Gebiets durchgeführt werden

Anhang IX: Formular für den Jahresbericht der Projektträger

ANHANG I: FORMULAR BEZÜGLICH DES MEHRJÄHRIGEN PROGRAMMS FÜR INFRASTRUKTURINVESTITIONEN UND DESSEN AKTUALISIERUNGEN

1. BESCHREIBUNG DER ZIELE, DIE DER PROJEKTRÄGER DURCH SEINE INVESTITIONEN ERREICHEN WILL

- 1.1. Sozialwirtschaftliche Zielsetzungen
- 1.2. Zielsetzungen bezüglich der räumlichen Entwicklung
- 1.3. Zielsetzungen bezüglich der Aufwertung der bestehenden oder geplanten Infrastrukturen und Aktivitäten

2. NACH DER ZEITLICHEN PRIORITÄT VERFASSTE AUFLISTUNG DER INVESTITIONEN, DIE DER PROJEKTRÄGER FÜR DIE NÄCHSTEN FÜNF JAHRE GEPLANT HAT

2.1. Jahr 1

PROJEKT	BEZEICHNUNG	GEGENSTAND	ORT	FLÄCHEN (HA)	RECHTSLAGE	Geplante bestehende wirtschaftliche Aktivitäten	ANERKENNUNGSGEBIET	ENTEIGNUNGSERLASS	VORKAUFRECHT	TEILNAHME AN DEN ALLGEMEINEN ZIELEN
PROJEKT 1		<input type="checkbox"/> Studien <input type="checkbox"/> Erschließung <input type="checkbox"/> Grundstück <input type="checkbox"/> zeitweiliges Unterkeruftsgebäude für Hilfsdienstleistungen <input type="checkbox"/> Wiederbelebung <input type="checkbox"/> Rückkauf		<input type="checkbox"/> operative Fläche <input type="checkbox"/> Nutzfläche	Sektorenplan Recht des Projektträgers an den Gütern	<input type="checkbox"/> Geplante bestehende wirtschaftliche Aktivitäten	<input type="checkbox"/> Bereits bestehend <input type="checkbox"/> Antrag wird untersucht <input type="checkbox"/> Antrag muss eingereicht werden	<input type="checkbox"/> Bereits bestehend wurde <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht muss eingereicht werden <input type="checkbox"/> Gegenstandslos	<input type="checkbox"/> Bereits bestehend wurde <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht muss eingereicht werden <input type="checkbox"/> Gegenstandslos	
PROJEKT 2		<input type="checkbox"/> Studien <input type="checkbox"/> Erschließung <input type="checkbox"/> Grundstück <input type="checkbox"/> zeitweiliges Unterkeruftsgebäude für Hilfsdienstleistungen <input type="checkbox"/> Wiederbelebung <input type="checkbox"/> Rückkauf		<input type="checkbox"/> operative Fläche <input type="checkbox"/> Nutzfläche	Sektorenplan Recht des Projektträgers an den Gütern		<input type="checkbox"/> Bereits bestehend <input type="checkbox"/> Antrag wird untersucht <input type="checkbox"/> Antrag muss eingereicht werden	<input type="checkbox"/> Bereits bestehend wurde <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht muss eingereicht werden <input type="checkbox"/> Gegenstandslos	<input type="checkbox"/> Bereits bestehend wurde <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht muss eingereicht werden <input type="checkbox"/> Gegenstandslos	
PROJEKT 3		<input type="checkbox"/> Studien <input type="checkbox"/> Erschließung <input type="checkbox"/> Grundstück <input type="checkbox"/> zeitweiliges Unterkeruftsgebäude für Hilfsdienstleistungen <input type="checkbox"/> Wiederbelebung <input type="checkbox"/> Rückkauf		<input type="checkbox"/> operative Fläche <input type="checkbox"/> Nutzfläche	Sektorenplan Recht des Projektträgers an den Gütern		<input type="checkbox"/> Bereits bestehend <input type="checkbox"/> Antrag wird untersucht <input type="checkbox"/> Antrag muss eingereicht werden	<input type="checkbox"/> Bereits bestehend wurde <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht muss eingereicht werden <input type="checkbox"/> Gegenstandslos	<input type="checkbox"/> Bereits bestehend wurde <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht muss eingereicht werden <input type="checkbox"/> Gegenstandslos	
PROJEKT 4		<input type="checkbox"/> Studien		<input type="checkbox"/> operative Fläche	Sektorenplan		<input type="checkbox"/> Bereits bestehend	<input type="checkbox"/> Bereits bestehend	<input type="checkbox"/> Bereits bestehend	







PROJEKT 1	<input type="checkbox"/> Studien <input type="checkbox"/> Erschließung <input type="checkbox"/> Grundstück <input type="checkbox"/> zeitweiliges Unterkuftsgebäude <input type="checkbox"/> Zentrum Hilfsdienstleistungen <input type="checkbox"/> Wiederbelebungs- <input type="checkbox"/> Rückkauf	<input type="checkbox"/> operative Fläche <input type="checkbox"/> Nutzfläche	Sektorenplan Recht des Projektträgers an den Gütern	<input type="checkbox"/> Bereits bestehend <input type="checkbox"/> Antrag wird untersucht <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht werden <input type="checkbox"/> Gegenstandslos	<input type="checkbox"/> Bereits bestehend <input type="checkbox"/> Antrag wurde <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht werden <input type="checkbox"/> Gegenstandslos	<input type="checkbox"/> Bereits bestehend <input type="checkbox"/> Antrag wurde <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht werden <input type="checkbox"/> Gegenstandslos	<input type="checkbox"/> Bereits bestehend <input type="checkbox"/> Antrag wurde <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht werden <input type="checkbox"/> Gegenstandslos	
PROJEKT 2	<input type="checkbox"/> Studien <input type="checkbox"/> Erschließung <input type="checkbox"/> Grundstück <input type="checkbox"/> zeitweiliges Unterkuftsgebäude <input type="checkbox"/> Zentrum Hilfsdienstleistungen <input type="checkbox"/> Wiederbelebungs- <input type="checkbox"/> Rückkauf	<input type="checkbox"/> operative Fläche <input type="checkbox"/> Nutzfläche	Sektorenplan Recht des Projektträgers an den Gütern	<input type="checkbox"/> Bereits bestehend <input type="checkbox"/> Antrag wird untersucht <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht werden <input type="checkbox"/> Gegenstandslos	<input type="checkbox"/> Bereits bestehend <input type="checkbox"/> Antrag wurde <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht werden <input type="checkbox"/> Gegenstandslos	<input type="checkbox"/> Bereits bestehend <input type="checkbox"/> Antrag wurde <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht werden <input type="checkbox"/> Gegenstandslos	<input type="checkbox"/> Bereits bestehend <input type="checkbox"/> Antrag wurde <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht werden <input type="checkbox"/> Gegenstandslos	
PROJEKT 3	<input type="checkbox"/> Studien <input type="checkbox"/> Erschließung <input type="checkbox"/> Grundstück <input type="checkbox"/> zeitweiliges Unterkuftsgebäude <input type="checkbox"/> Zentrum Hilfsdienstleistungen <input type="checkbox"/> Wiederbelebungs- <input type="checkbox"/> Rückkauf	<input type="checkbox"/> operative Fläche <input type="checkbox"/> Nutzfläche	Sektorenplan Recht des Projektträgers an den Gütern	<input type="checkbox"/> Bereits bestehend <input type="checkbox"/> Antrag wird untersucht <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht werden <input type="checkbox"/> Gegenstandslos	<input type="checkbox"/> Bereits bestehend <input type="checkbox"/> Antrag wurde <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht werden <input type="checkbox"/> Gegenstandslos	<input type="checkbox"/> Bereits bestehend <input type="checkbox"/> Antrag wurde <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht werden <input type="checkbox"/> Gegenstandslos	<input type="checkbox"/> Bereits bestehend <input type="checkbox"/> Antrag wurde <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht werden <input type="checkbox"/> Gegenstandslos	
PROJEKT 4	<input type="checkbox"/> Studien <input type="checkbox"/> Erschließung <input type="checkbox"/> Grundstück <input type="checkbox"/> zeitweiliges Unterkuftsgebäude <input type="checkbox"/> Zentrum Hilfsdienstleistungen <input type="checkbox"/> Wiederbelebungs- <input type="checkbox"/> Rückkauf	<input type="checkbox"/> operative Fläche <input type="checkbox"/> Nutzfläche	Sektorenplan Recht des Projektträgers an den Gütern	<input type="checkbox"/> Bereits bestehend <input type="checkbox"/> Antrag wird untersucht <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht werden <input type="checkbox"/> Gegenstandslos	<input type="checkbox"/> Bereits bestehend <input type="checkbox"/> Antrag wurde <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht werden <input type="checkbox"/> Gegenstandslos	<input type="checkbox"/> Bereits bestehend <input type="checkbox"/> Antrag wurde <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht werden <input type="checkbox"/> Gegenstandslos	<input type="checkbox"/> Bereits bestehend <input type="checkbox"/> Antrag wurde <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht werden <input type="checkbox"/> Gegenstandslos	

## 2.5. Jahr 5

BEZEICHNUNG	GEGENSTAND	ORT	FLÄCHEN (HA)	RECHTSLAGE	Geplante bestehende wirtschaftliche Aktivitäten	ANERKENNUNGSGEBIET	ENTEIGNUNGSERLASS	VORKAUFRECHT	TEILNAHME AN DEN ALLGEMEINEN ZIELEN
PROJEKT 1	<input type="checkbox"/> Studien <input type="checkbox"/> Erschließung <input type="checkbox"/> Grundstück <input type="checkbox"/> zeitweiliges Unterkuftsgebäude <input type="checkbox"/> Zentrum Hilfsdienstleistungen <input type="checkbox"/> Wiederbelebungs-		<input type="checkbox"/> operative Fläche <input type="checkbox"/> Nutzfläche	Sektorenplan Recht des Projektträgers an den Gütern	<input type="checkbox"/> Bereits bestehend <input type="checkbox"/> Antrag wird untersucht <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht werden	<input type="checkbox"/> Bereits bestehend <input type="checkbox"/> Antrag wurde <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht werden <input type="checkbox"/> Gegenstandslos	<input type="checkbox"/> Bereits bestehend <input type="checkbox"/> Antrag wurde <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht werden <input type="checkbox"/> Gegenstandslos	<input type="checkbox"/> Bereits bestehend <input type="checkbox"/> Antrag wurde <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht werden <input type="checkbox"/> Gegenstandslos	

PROJEKT 2	<input type="checkbox"/> Rückkauf <input type="checkbox"/> Studien <input type="checkbox"/> Erschließung <input type="checkbox"/> Grundstück <input type="checkbox"/> zeitweiliges Unterkunftsgebäude für Hilfdienstleistungen <input type="checkbox"/> Wiederbelebungs- Rückkauf	<input type="checkbox"/> operative Fläche <input type="checkbox"/> Nutzfläche	Sektorenplan Recht des Projektträgers an den Gütern	<input type="checkbox"/> Bereits bestehend <input type="checkbox"/> Antrag wird untersucht <input type="checkbox"/> Antrag muss <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht werden	<input type="checkbox"/> Bereits bestehend <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht <input type="checkbox"/> Antrag wurde <input type="checkbox"/> Antrag muss <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht werden <input type="checkbox"/> Gegenstandslos	<input type="checkbox"/> Bereits bestehend <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht <input type="checkbox"/> Antrag wurde <input type="checkbox"/> Antrag muss <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht werden <input type="checkbox"/> Gegenstandslos
PROJEKT 3	<input type="checkbox"/> Studien <input type="checkbox"/> Erschließung <input type="checkbox"/> Grundstück <input type="checkbox"/> zeitweiliges Unterkunftsgebäude für Hilfdienstleistungen <input type="checkbox"/> Wiederbelebungs- Rückkauf	<input type="checkbox"/> operative Fläche <input type="checkbox"/> Nutzfläche	Sektorenplan Recht des Projektträgers an den Gütern	<input type="checkbox"/> Bereits bestehend <input type="checkbox"/> Antrag wird untersucht <input type="checkbox"/> Antrag muss <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht werden	<input type="checkbox"/> Bereits bestehend <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht <input type="checkbox"/> Antrag wurde <input type="checkbox"/> Antrag muss <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht werden <input type="checkbox"/> Gegenstandslos	<input type="checkbox"/> Bereits bestehend <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht <input type="checkbox"/> Antrag wurde <input type="checkbox"/> Antrag muss <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht werden <input type="checkbox"/> Gegenstandslos
PROJEKT 4	<input type="checkbox"/> Studien <input type="checkbox"/> Erschließung <input type="checkbox"/> Grundstück <input type="checkbox"/> zeitweiliges Unterkunftsgebäude für Hilfdienstleistungen <input type="checkbox"/> Wiederbelebungs- Rückkauf	<input type="checkbox"/> operative Fläche <input type="checkbox"/> Nutzfläche	Sektorenplan Recht des Projektträgers an den Gütern	<input type="checkbox"/> Bereits bestehend <input type="checkbox"/> Antrag wird untersucht <input type="checkbox"/> Antrag muss <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht werden	<input type="checkbox"/> Bereits bestehend <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht <input type="checkbox"/> Antrag wurde <input type="checkbox"/> Antrag muss <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht werden <input type="checkbox"/> Gegenstandslos	<input type="checkbox"/> Bereits bestehend <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht <input type="checkbox"/> Antrag wurde <input type="checkbox"/> Antrag muss <input type="checkbox"/> Antrag eingereicht werden <input type="checkbox"/> Gegenstandslos

3. Darstellung der geplanten Finanzierungsmodalitäten zur Verwirklichung dieser Investitionen.

3.1. Jahr 1

	VERANSCHLAGUNG DER GESAMTKOSTEN FÜR DIE MASSNAHME	FINANZIERUNG AUS EIGENMITTELN	ANLEIHE	ZUSCHUSS DEKRET FEBRUAR 2017	NACH 2.	SONSTIGE ZUSCHÜSSE	PRIVATGELDER	SONSTIGE MITTEL
PROJEKT 1						Betrag Ursprung	Betrag Ursprung	Betrag Ursprung
PROJEKT 2						Betrag Ursprung	Betrag Ursprung	Betrag Ursprung
PROJEKT 3						Betrag Ursprung	Betrag Ursprung	Betrag Ursprung
PROJEKT 4						Betrag	Betrag	Betrag

									Ursprung	Ursprung	Ursprung
GESAMTBETRAG DER ANGEgebenEN MITTEL											

## 3.2. Jahr 2

	VERANSCHLAGUNG DER GESAMTKOSTEN FÜR DIE MASSNAHME	FINANZIERUNG AUS EIGENMITTELN	AUS	ANLEIHE	ZUSCHUSS DEKRET VOM FEBRUAR 2017	NACH	SONSTIGE ZUSCHÜSSE	PRIVATGELDER	SONSTIGE MITTEL
PROJEKT 1						2.	Betrag Ursprung	Betrag Ursprung	Betrag Ursprung
PROJEKT 2							Betrag Ursprung	Betrag Ursprung	Betrag Ursprung
PROJEKT 3							Betrag Ursprung	Betrag Ursprung	Betrag Ursprung
PROJEKT 4							Betrag Ursprung	Betrag Ursprung	Betrag Ursprung
GESAMTBETRAG DER ANGEgebenEN MITTEL									

## 3.3. Jahr 3

	VERANSCHLAGUNG DER GESAMTKOSTEN FÜR DIE MASSNAHME	FINANZIERUNG AUS EIGENMITTELN	AUS	ANLEIHE	ZUSCHUSS DEKRET VOM FEBRUAR 2017	NACH	SONSTIGE ZUSCHÜSSE	PRIVATGELDER	SONSTIGE MITTEL
PROJEKT 1						2.	Betrag Ursprung	Betrag Ursprung	Betrag Ursprung
PROJEKT 2							Betrag Ursprung	Betrag Ursprung	Betrag Ursprung
PROJEKT 3							Betrag Ursprung	Betrag Ursprung	Betrag Ursprung
PROJEKT 4							Betrag Ursprung	Betrag Ursprung	Betrag Ursprung

GESAMTBETRAG DER ANGEgebenEN MITTEL													
-------------------------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

3.4. Jahr 4

	VERANSCHLAGUNG DER GESAMTKOSTEN FÜR DIE MASSNAHME	FINANZIERUNG AUS EIGENMITTELN	AUS ANLEIHE	ZUSCHUSS DEKRET VOM FEBRUAR 2017	NACH 2.	SONSTIGE ZUSCHÜSSE	PRIVATGELDER	SONSTIGE MITTEL
PROJEKT 1						Betrag Ursprung	Betrag Ursprung	Betrag Ursprung
PROJEKT 2						Betrag Ursprung	Betrag Ursprung	Betrag Ursprung
PROJEKT 3						Betrag Ursprung	Betrag Ursprung	Betrag Ursprung
PROJEKT 4						Betrag Ursprung	Betrag Ursprung	Betrag Ursprung
GESAMTBETRAG DER ANGEgebenEN MITTEL								

3.5. Jahr 5

	VERANSCHLAGUNG DER GESAMTKOSTEN FÜR DIE MASSNAHME	FINANZIERUNG AUS EIGENMITTELN	AUS ANLEIHE	ZUSCHUSS DEKRET VOM FEBRUAR 2017	NACH 2.	SONSTIGE ZUSCHÜSSE	PRIVATGELDER	SONSTIGE MITTEL
PROJEKT 1						Betrag Ursprung	Betrag Ursprung	Betrag Ursprung
PROJEKT 2						Betrag Ursprung	Betrag Ursprung	Betrag Ursprung
PROJEKT 3						Betrag Ursprung	Betrag Ursprung	Betrag Ursprung
PROJEKT 4						Betrag Ursprung	Betrag Ursprung	Betrag Ursprung

GESAMTBETRAG DER ANGEgebenEN MITTEL							

Volle Zustimmung

Teilweise Zustimmung

NB: Die Anzahl der in jeder der Tabellen angegebenen Projekte hat rein indikativen Charakter. Der Projektträger kann mehr als vier Projekte vorlegen, und den Inhalt des vorliegenden Anhangs entsprechend anpassen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 2017 zur Ausführung des Dekrets vom 2. Februar 2017 über die Entwicklung der Gewerbegebiete als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 11. Mai 2017.

Der Ministerpräsident,

P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe,

M. PREVOT

ANHANG II - ANTRAG AUF EIN ANERKENNUNGSGEBIET
---

Der Antrag auf ein Anerkennungsgebiet enthält folgende Angaben:

1. Vorgeschlagenes Gebiet - Identifizierung der im Antrag enthaltenen Immobilien

1.1. Allgemeine Auskünfte

- a) die Gemeinde(n), auf deren Gebiet das Projekt angesiedelt wird,
- b) die Bezeichnung des Projekts,
- c) die Identifizierung im mehrjährigen Programm für Infrastrukturinvestitionen,
- d) die Identität des Projektträgers;

1.2. Sachlage

- e) auf einer weniger als drei Monate alten Katasterplangrundlage, ein Plan zur Darstellung des Anerkennungsgebiets, dessen Schriftfeld den folgenden Text aufweist: "Gesehen, um dem Erlass vom ... als Anhang beigefügt zu werden",
- f) wenn eine privatrechtliche Person Investitionen innerhalb des von einem Projektträger der Kategorie A umzusetzenden Gebiets plant, ein Plan zur Lokalisierung und Identifizierung dieser Investitionen,
- g) eine relevante photographische Bestandsaufnahme (in Farben) der Immobilien, die im Antrag enthalten sind, sowie deren nahen Umgebung,
- h) eine kartographische Bestandsaufnahme auf topographischer Grundlage, in einem geeigneten Maßstab, der im Antrag enthaltenen Immobiliengüter, mit Angabe:
  - der Art der Bodennutzung,
  - der verschiedenen Netze (Wasser- und Energieversorgung, Glasfasernetz, Telekommunikation, Wasserableitung und -klärung, öffentliche Beleuchtung),
  - der Wassereinzugsgebiete, Wasserläufe und Wassergewinnungsstellen,
  - der nötigen Informationen in Verbindung mit den Ökosystemen;

1.3. Rechtslage

- die Verweise auf die Enteignungserlasse und Gebiete mit Vorkaufsrecht in dem Anerkennungsgebiet,
- eine Städtebaubescheinigung Nr. 1 im Sinne von Artikel D.IV.97 des GRE,
- die Identifizierung des Wassersanierungsverfahrens,
- die Angabe der Sonderschutzgebiete, die aufgrund erbebezogener und umweltrechtlicher Bestimmungen eingerichtet worden sind,
- die Identität der Eigentümer der im Antrag enthaltenen Immobilien und die Fläche ihrer Güter, nach den Angaben der Katasterverwaltung;

2. Bewertung der sozial-wirtschaftlichen Zweckmäßigkeit des Projekts

2.1. Identifizierung des Bezugsgebiets, in welches sich das Projekt einfügt

2.2. Bestimmung der Bedürfnisse

- das Angebot an Grundstücken für wirtschaftliche Aktivitäten in dem Bezugsgebiet,
- die Nachfrage nach Grundstücken in dem Bezugsgebiet,

- 2.3. Art der erwarteten Aktivitäten
  - die Wirtschaftsbereiche und Merkmale der Unternehmen, deren Niederlassung im Gebiet sich der Projektträger erwünscht, unter Berücksichtigung der Beschränkungen und Möglichkeiten,
  - die ausgeschlossenen Aktivitäten;
- 2.4. Beschäftigung
  - die Beschäftigungsquote im Bezugsgebiet,
  - die Zielsetzung in Sachen Arbeitsplätze pro Hektar, und deren Begründung aufgrund eines Vergleichs mit der Beschäftigungsquote in ähnlichen Gewerbegebieten innerhalb des Bezugsgebiets;
- 2.5. Wirtschaft
  - der Betrag der vom Projektträger geplanten Investition,
  - eine Schätzung der Anzahl Unternehmen, die sich niederlassen werden;
- 2.6. Prioritärer Entwicklungsschwerpunkt
  - der Mehrwert des Antrags angesichts der möglichen Entwicklungen, in Sachen Forschung, innerhalb der Branchen, der Spitzenbereiche oder der prioritären Schwerpunkte für die Wallonie,
  - der Beitrag des Projekts zu einer CO<sub>2</sub>-armen Wirtschaft oder einer Kreislaufwirtschaft,
  - die Ausstattung mit erneuerbaren Energiequellen und die digitale Anschlussfähigkeit;
- 2.7. Mobilität
  - das Mobilitätsprofil der erwarteten Aktivitäten,
  - die Möglichkeiten in Sachen Intermodalität;
- 2.8. Synergie zwischen dem Projekt und anderen bestehenden oder geplanten Infrastrukturen / Gewerbegebieten / Wirtschaftsbereichen
  - Beschreibung der im Bezugsgebiet bereits bestehenden Wirtschaftsbereiche und der sich daraus ergebenden Synergiemöglichkeiten,
  - Möglichkeiten in Sachen rationelle Energienutzung,
  - gemeinsame Nutzung von Ausrüstungen;
3. Globales Raumplanungsschema mit Angabe folgender Elemente:
  - die Trasse der geplanten Straßen und ihr Anschluss an die bestehenden Verkehrswege,

- das geplante Abwasserleitungsnetz einschließlich der öffentlichen Klärstationen, der Hebewerke, der Regenauffangbecken und der Abwasserableitungen, und der Anschluss an das bestehende Netz,
- die geplanten Netze für die Wasser- und Energieversorgung, Telekommunikation, Wasserableitung und -klärung, öffentliche Beleuchtung, und ihr Anschluss an die bestehenden Netze,
- alle anderen, zu schaffenden Ausstattungen von gemeinschaftlichem Interesse und ihr Anschluss an bestehende Netze,
- Flächen für öffentliche Freiräume und Privatflächen,
- die Größe der Parzellen,
- gegebenenfalls:
  - o die Phasenplanung,
  - o die Verlegung oder der Abbruch von Straßen, Ausrüstungen oder sonstigen Elementen,
  - o die Netze, die den Standort durchqueren und ihr jeweiliger Schutzbereich,
  - o Maßnahmen und Ausrüstungen zur Anpassung des Gebiets an seine menschliche und natürliche Umwelt,
  - o Schutz- und Sicherheitsmaßnahmen und -vorrichtungen,
- eine erläuternde Beschreibung all dieser Elemente, durch die nachgewiesen wird, dass das Gebiet zweckmäßig benutzt werden wird, und in der die Nutzflächen und die operativen Flächen identifiziert werden
- im Falle der Erweiterung eines bereits bestehenden Gebiets: eine Bewertung des Zustands der bestehenden Infrastrukturen und ggf. die geplanten Maßnahmen, um deren Qualität zu verbessern;

#### 4. Umsetzungsplanung

#### 5. Durchführungskosten

##### 5.1. Geplante Erschließungen

- Verkehrswege unter Berücksichtigung der Lage der bestehenden öffentlichen Infrastrukturen, an die das Projekt angeschlossen wird,
- Kanalisationsnetz unter Berücksichtigung der Lage der bestehenden öffentlichen Infrastrukturen, an die das Projekt angeschlossen wird,
- Netze (Wasser- und Energieversorgung, Glasfasern, Telekommunikation, Wasserableitung und -klärung, öffentliche Beleuchtung), unter Berücksichtigung des Zustands der bestehenden öffentlichen Infrastrukturen, an die das Projekt angeschlossen wird,
- wichtige Änderungen des Bodenreliefs,
- Maßnahmen und Ausrüstungen zur Anpassung des Gebiets an seine menschliche und natürliche Umwelt, unter Angabe der Art und Weise, wie sie getroffen bzw. verwaltet werden,
- ggf.:
  - o die Schutz- und Sicherheitsmaßnahmen und -vorrichtungen,
  - o die für die **Bodenentschmutzung** anfallenden Kosten,
- sonstige Erschließungsmaßnahmen;

##### 5.2. Darstellung der veranschlagten Kosten



- die Kosten für jede einzelne Ausrüstung: die Kosten pro Einheit und die Gesamtkosten für die vorgeschlagene Lösung sowie für alle anderen denkbaren Lösungen, dies unter Angabe der in Betracht gezogenen Berechnungsmethode,
- die nach Ausrüstungsphase aufgeschlüsselten Kosten, wobei die mit der Erschließung des Gebiets verbundene Ausrüstung von der Ausrüstung, die den Anschluss an das bestehende Netz ermöglicht, unterschieden wird,
- die Gesamtkosten für die Erschließung des Anerkennungsgebiets, die gegebenenfalls nach Phase aufgeteilt werden, sowie die Kosten pro Hektar;

#### 6. Globale Finanzplanung

- erhoffter Bezuschussungssatz und Erhöhungsanträge,
- Finanzierungsplan des Projekts mit Angabe aller beantragten Zuschüsse für die Erschließung, unabhängig von deren Herkunft,
- Einschätzung der Aufwertung der Grundstücke nach der Erschließung bzw. Wiederbelegung des Gebiets;

#### 7. Vereinbarung zwischen dem Projektträger und dem Telekommunikationsanbieter betreffend die Bereitstellung des Grabens für die Installation des Glasfasernetzes

#### 8. Elemente zur Begründung eines Antrags auf Erhöhung des Bezuschussungssatzes

- allgemeine Elemente,
- für die "regionalen Gewerbegebiete": vorrangiger Gewerbegebietsplan oder Programm zur alternativen Finanzierung SOWAFINAL, zu dessen Umsetzung das Projekt beiträgt,
- für die "spezialisierten Gewerbegebiete": Angabe der spezialisierten wirtschaftlichen Ausrichtung, Identifizierung der Nutzfläche des Gewerbegebiets, die für die spezialisierte wirtschaftliche Ausrichtung bestimmt ist,
- für die "öffentlich-privaten" Gewerbegebiete, innerhalb deren eine Ko-Investition getätigt wird:
  - o Angabe des Flächenanteils des Anerkennungsgebiets, wo die private Investition getätigt wird,
  - o ausführliche Bewertung der öffentlichen und der privaten Investitionen,
  - o Beschreibung der privaten Investitionen, aus der sich ergibt, dass sie nicht ausschließlich die Form einer Immobilienvermittlungs-, -förderungs- oder -entwicklungsmaßnahme annehmen,
- für die "öffentlich-öffentlichen Gewerbegebiete": Vorlage des Abkommens zwischen dem Projektträger und der am Projekt teilnehmenden oder beteiligten öffentlich-rechtlichen Person, in dem der Betrag ihrer Investition im Vergleich mit den Gesamtkosten für die Erschließung des Gebiets angegeben wird,
- für die "nachhaltigen Gewerbegebiete": Erklärung der Art und Weise, wie die Herausforderungen im Bereich der nachhaltigen Entwicklung in das Projekt integriert sind,
- für die "NGS-Gewerbegebiete": Vorlage des Erlasses der Regierung zur Festlegung des von der Regierung angenommenen Areals für einen neu zu gestaltenden Standort und einen Landschafts- und Umweltsanierungsstandort, Vorlage einer Karte, auf der sich das Areal für einen neu zu gestaltenden Standort

oder einen Landschafts- und Umweltsanierungsstandort und das beantragte Anerkennungsgebiet überlagern, Angabe der Fläche des beantragten Anerkennungsgebiets, die vom Areal für einen neu zu gestaltenden Standort oder einen Landschafts- und Umweltsanierungsstandort gedeckt wird,

- für die "Gewerbegebiete 2020": Angabe des Anteils der Fläche des Anerkennungsgebiets, die auf dem Gebiet der betroffenen Gemeinde(n) liegt,

#### 9. Verschiedenes

- für die Gebiete, innerhalb deren eine Ko-Investition getätigt wird: Angabe des Flächenanteils des Anerkennungsgebiets, wo die private Investition getätigt wird,
- für die Erschließungsarbeiten, die in Handlungen und Arbeiten bestehen, die an Immobiliengütern durchgeführt werden, die sich in einem Anerkennungsgebiet befinden, um die Ansiedlung oder die Entwicklung von gewerblichen Aktivitäten zu ermöglichen, oder die in Handlungen und Arbeiten bestehen, die zur Umsetzung des Anerkennungsgebiets notwendig sind und außerhalb dieses Gebiets durchgeführt werden: Angabe des Anteils der operativen Fläche des Gebiets, der für von einer privatrechtlichen Person zu tätige Investitionen vorbehalten wird, mit Ausnahme derjenigen Investitionen, die mit einer wirtschaftlichen Aktivität verbunden sind, die in diesem Gebiet niedergelassen werden kann,
- für die Infrastrukturen, die für die Wasser-, Gas- und Elektrizitätstransport- und -versorgungsnetze bestimmt sind: Angabe der veranschlagten Kosten für die dem Netzbetreiber abzutretende Infrastruktur;

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 2017 zur Ausführung des Dekrets vom 2. Februar 2017 über die Entwicklung der Gewerbegebiete als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 11. Mai 2017.

Der Ministerpräsident,

P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe,

M. PREVOT

ANHANG III - ANTRAG AUF EINEN ENTEIGNUNGSERLASS
---

Der Antrag auf einen Enteignungserlass enthält folgende Angaben:

1. Vorgeschlagenes Gebiet - Identifizierung der zu enteignenden Immobilien

1.1. Allgemeine Auskünfte

- die Gemeinde(n), auf deren Gebiet das Projekt angesiedelt wird,
- die Bezeichnung des Projekts,
- die Identifizierung im mehrjährigen Programm für Infrastrukturinvestitionen,
- die Identität des Projektträgers;

1.2. Bestehende Sachlage

- auf einer weniger als drei Monate alten Katasterplangrundlage, ein Plan zur Darstellung der zu enteignenden Immobiliengüter, dessen Schriftfeld den folgenden Text aufweist: "Gesehen, um dem Erlass vom ... als Anhang beigefügt zu werden", mit ggf. einem freigelassenen Feld, der für die Unterschrift des Vertreters der Regierung bestimmt ist,
- eine relevante photographische Bestandsaufnahme (in Farben) der Immobilien sowie deren nahen Umgebung;

1.3. Rechtslage

- die Verweise auf die Enteignungserlasse und Gebiete mit Vorkaufsrecht in dem Anerkennungsgebiet,
- eine Städtebaubescheinigung Nr. 1 im Sinne von Artikel D.IV.97 des GRE,
- die Angabe der Sonderschutzgebiete, die aufgrund erbebezogener und umweltrechtlicher Bestimmungen eingerichtet worden sind,
- ein Plan und ein weniger als drei Monate alter Auszug der Katastermutterrolle,
- die Identität der Besitzer der zu enteignenden Immobilien und die Fläche ihrer Güter, nach den Angaben der Katasterverwaltung, sowie die Identität der Inhaber von dinglichen Rechten;

2. Begründung der Gemeinnützigkeit, die Immobilien zu enteignen

- die Bedeutung des Projekts für die wirtschaftliche und soziale Entwicklung, insbesondere aufgrund der Kategorien des Anerkennungsgebiets,
- die Auswirkungen auf die Aktivitäten anderer Bereiche, die Verkehrswege und Dienstbarkeiten,

3. Wichtige Bemerkung: um die Verhandlungen nicht zu beeinflussen, die des Erwerbs der Güter zu führen sein werden, und unter Beachtung des Grundsatzes der gerechten und vorherigen Entschädigung in Anwendung von Artikel 16 der Verfassung, unterliegt der veranschlagte Preis für den Erwerb der jeweiligen Güter weder den Bekanntmachungsmaßnahmen noch der öffentlichen Untersuchung.

Veranschlagter Preis für den Erwerb der Güter (vertraulich)

- der veranschlagte Preis jeder der betroffenen Katasterparzellen, wobei der Preis für die Entschädigung des Eigentumsverlusts von dem Preis für den Verlust der anderen

dinglichen Hauptrechte, und von dem Preis für den Verlust der anderen Wohn- und Nutzungsrechte unterschieden wird;

- der veranschlagte Gesamtpreis für den Erwerb der Güter;
4. Alternative Trasse der Verkehrswege, die durch die Verabschiedung des Enteignungserlasses stillgelegt würden, und der öffentlichen oder privaten Dienstbarkeiten, die erlöschen würden.
  5. Planung für die Umsetzung des Enteignungserlasses

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 2017 zur Ausführung des Dekrets vom 2. Februar 2017 über die Entwicklung der Gewerbegebiete als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 11. Mai 2017.

Der Ministerpräsident,

P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe,

M. PREVOT

## ANHANG IV - GEMEINSAMER ANTRAG

Der gemeinsame Antrag enthält folgende Angaben:

1. Vorgeschlagene Anerkennungs- und Enteignungsgebiete - Identifizierung der im Antrag enthaltenen Immobilien

1.1. Allgemeine Auskünfte

- die Gemeinde(n), auf deren Gebiet das Projekt angesiedelt wird,
- die Bezeichnung des Projekts,
- die Identifizierung im mehrjährigen Programm für Infrastrukturinvestitionen,
- die Identität des Projektträgers;

1.2. Sachlage

- auf einer weniger als drei Monate alten Katasterplangrundlage, ein Plan zur Darstellung des Anerkennungsgebiets, dessen Schriftfeld den folgenden Text aufweist: "Gesehen, um dem Erlass vom ... als Anhang beigefügt zu werden",
- wenn eine privatrechtliche Person Investitionen innerhalb des von einem Projektträger der Kategorie A umzusetzenden Gebiets plant, ein Plan zur Lokalisierung und Identifizierung dieser Investitionen,
- eine relevante photographische Bestandsaufnahme (in Farben) der Immobilien, die im Antrag enthalten sind, sowie deren nahen Umgebung,
- eine kartographische Bestandsaufnahme auf topographischer Grundlage und, in einem geeigneten Maßstab, der im Antrag enthaltenen Immobiliengüter, mit Angabe:
  - der Art der Bodennutzung,
  - der verschiedenen Netze (Wasser- und Energieversorgung, Glasfasernetz, Telekommunikation, Wasserableitung und -klärung, öffentliche Beleuchtung),
  - der Wassereinzugsgebiete, Wasserläufe und Wassergewinnungsstellen,
  - der nötigen Informationen in Verbindung mit den Ökosystemen;

1.3. Rechtslage

- Untersuchung der Vereinbarkeit des Projekts in den Raumordnungsdokumenten,
- Verweise auf die Gebiete mit Vorkaufsrecht in dem Anerkennungsgebiet,
- eine Städtebaubescheinigung Nr. 1 im Sinne von Artikel D.IV.97 des GRE,
- die Identifizierung des Wassersanierungsverfahrens,
- die Angabe der Sonderschutzgebiete, die aufgrund erbebezogener und umweltrechtlicher Bestimmungen eingerichtet worden sind;
- ein Plan und ein weniger als drei Monate alter Auszug der Katastermutterrolle,
- die Identität der Besitzer der zu enteignenden Immobilien und die Fläche ihrer Güter, nach den Angaben der Katasterverwaltung, sowie die Identität der Inhaber von dinglichen Rechten;

2. Bewertung der sozial-wirtschaftlichen Zweckmäßigkeit des Projekts

2.1. Identifizierung des Bezugsgebiets, in welches sich das Projekt einfügt

2.2. Bestimmung der Bedürfnisse

- das Angebot an Grundstücken für wirtschaftliche Aktivitäten in dem Bezugsgebiet,

- die Nachfrage nach Grundstücken in dem Bezugsgebiet,
- 2.3. Art der erwarteten Aktivitäten
- die Merkmale der Unternehmen, deren Niederlassung im Gebiet sich der Projektträger erwünscht, unter Berücksichtigung der Beschränkungen und Möglichkeiten, die ausgeschlossenen Aktivitäten;
- 2.4. Beschäftigung
- die Beschäftigungsquote im Bezugsgebiet,
  - die Zielsetzung in Sachen Arbeitsplätze pro Hektar, und deren Begründung aufgrund eines Vergleichs mit der Beschäftigungsquote in ähnlichen Gewerbegebieten innerhalb des Bezugsgebiets;
- 2.5. Wirtschaft
- der Betrag der vom Projektträger geplanten Investition;
  - eine Schätzung der Anzahl Unternehmen, die sich niederlassen werden;
- 2.6. Prioritärer Entwicklungsschwerpunkt
- der Mehrwert des Antrags angesichts der möglichen Entwicklungen, in Sachen Forschung, innerhalb der Branchen, der Spitzenbereiche oder der prioritären Schwerpunkte für die Wallonie,
  - der Beitrag des Projekts zu einer CO<sub>2</sub>-armen Wirtschaft oder einer Kreislaufwirtschaft,
  - die Ausstattung mit erneuerbaren Energiequellen und die digitale Anschlussfähigkeit;
- 2.7. Mobilität
- das Mobilitätsprofil der erwarteten Aktivitäten,
  - die Möglichkeiten in Sachen Intermodalität;
- 2.8. Synergie zwischen dem Projekt und anderen bestehenden oder geplanten Infrastrukturen / Gewerbegebieten / Wirtschaftsbereichen
- Beschreibung der im Bezugsgebiet bereits bestehenden Wirtschaftsbereiche,
  - Möglichkeiten in Sachen rationelle Energienutzung,
  - gemeinsame Nutzung von Ausrüstungen,
3. Begründung der Gemeinnützigkeit, die Immobilien zu enteignen
- die Bedeutung des Projekts für die wirtschaftliche und soziale Entwicklung,
  - die Auswirkungen auf die Aktivitäten anderer Bereiche, die Verkehrswege und Dienstbarkeiten,
  - die Flächen, die anderen Tätigkeitssektoren entnommen werden, und die sich daraus ergebenden Folgen,
  - die alternative Trasse der Verkehrswege, die durch die Verabschiedung des Enteignungserlasses stillgelegt würden, und der öffentlichen oder privaten Dienstbarkeiten, die erlöschen würden;

#### 4. Globales Raumplanungsschema mit Angabe folgender Elemente:

- die Trasse der geplanten Straßen und ihr Anschluss an die bestehenden Verkehrswege,
- das geplante Abwasserleitungsnetz einschließlich der öffentlichen Klärstationen, der Hebewerke, der Regenauffangbecken und der Abwasserableitungen, und der Anschluss an das bestehende Netz,
- die geplanten Netzen für die Wasser- und Energieversorgung, Telekommunikation, Wasserableitung und -klärung, öffentliche Beleuchtung, und ihr Anschluss an die bestehenden Netze,
- alle anderen, zu schaffenden Ausstattungen von gemeinschaftlichem Interesse und ihr Anschluss an bestehende Netze,
- Flächen für öffentliche Freiräume und Privatflächen,
- die Größe der Parzellen,
- eine erläuternde Beschreibung, durch die nachgewiesen wird, dass das Gebiet zweckmäßig benutzt werden wird, und in der die nützlichen und operativen Flächen identifiziert werden; ggf. mit Angabe
  - o der Phasenplanung,
  - o der Verlegung oder dem Abbruch von Straßen, der Ausrüstungen oder sonstigen Elemente,
  - o der Netze, die den Standort durchqueren und ihrem jeweiligen Schutzbereich,
  - o der Maßnahmen und Ausrüstungen zur Anpassung des Gebiets an seine menschliche und natürliche Umwelt
  - o der Schutz- und Sicherheitsmaßnahmen und -vorrichtungen;

#### 5. Umsetzungsplanung

#### 6. Durchführungskosten

- 6.1. Wichtige Bemerkung: um die Verhandlungen nicht zu beeinflussen, die zwecks des Erwerbs der Güter zu führen sein werden, und unter Beachtung des Grundsatzes der gerechten und vorherigen Entschädigung in Anwendung von Artikel 16 der Verfassung, unterliegt der veranschlagte Preis für den Erwerb der jeweiligen Güter weder den Bekanntmachungsmaßnahmen noch der öffentlichen Untersuchung.

#### Veranschlagter Preis für den Erwerb der Güter

- der veranschlagte Preis jeder der betroffenen Katasterparzellen, wobei der Preis für die Entschädigung des Eigentumsverlusts von dem Preis für den Verlust der anderen dinglichen Hauptrechte, und von dem Preis für den Verlust der anderen Wohn- und Nutzungsrechte unterschieden wird,
- der veranschlagte Gesamtpreis für den Erwerb der Güter;

#### 6.2. Geplante Erschließungen

- Verkehrswege unter Berücksichtigung der Lage der bestehenden öffentlichen Infrastrukturen, an die das Projekt angeschlossen wird,
- Kanalisationsnetz unter Berücksichtigung der Lage der bestehenden öffentlichen Infrastrukturen, an die das Projekt angeschlossen wird,
- Netze (Wasser- und Energieversorgung, Glasfasern, Telekommunikation, Wasserableitung und -klärung, öffentliche Beleuchtung), unter Berücksichtigung des

Zustands der bestehenden öffentlichen Infrastrukturen, an die das Projekt angeschlossen wird,

- wichtige Änderungen des Bodenreliefs,
- Maßnahmen und Ausrüstungen zur Anpassung des Gebiets an seine menschliche und natürliche Umwelt, unter Angabe der Art und Weise, wie sie getroffen bzw. verwaltet werden,
- ggf.:
  - o die Schutz- und Sicherheitsmaßnahmen und -vorrichtungen,
  - o die für die Bodenentschmutzung anfallenden Kosten,
- sonstige Erschließungsmaßnahmen;

### 6.3. Darstellung der veranschlagten Kosten

- die Kosten für jede einzelne Ausrüstung: die Kosten pro Einheit und die Gesamtkosten für die vorgeschlagene Lösung sowie für alle anderen denkbaren Lösungen, dies unter Angabe der in Betracht gezogenen Berechnungsmethode,
- die nach Ausrüstungsphase aufgeschlüsselten Kosten, wobei die mit der Erschließung des Gebiets verbundene Ausrüstung von der Ausrüstung, die den Anschluss an das bestehende Netz ermöglicht, unterschieden wird,
- die Gesamtkosten für die Erschließung des Anerkennungsgebiets, die gegebenenfalls nach Phase aufgeteilt werden, sowie die Kosten pro Hektar;

### 7. Globale Finanzplanung

- Finanzierungsplan des Projekts mit Angabe aller beantragten Zuschüsse für die Erschließung, unabhängig von deren Herkunft,
- Einschätzung der Aufwertung der Grundstücke nach der Erschließung bzw. Wiederbelegung des Gebiets;

### 8. Planung für die Umsetzung des Enteignungserlasses

### 9. Vereinbarung zwischen dem Projektträger und dem Telekommunikationsanbieter betreffend die Bereitstellung des Grabens für die Installation des Glasfasernetzes

### 10. Elemente zur Begründung eines Antrags auf Erhöhung des Bezuschussungssatzes

- allgemeine Elemente,
- für die "regionalen Gewerbegebiete": vorrangiger Gewerbegebietsplan oder Programm zur alternativen Finanzierung SOWAFINAL, zu dessen Umsetzung das Projekt beiträgt,
- für die "spezialisierten Gewerbegebiete": Angabe der spezialisierten wirtschaftlichen Ausrichtung, Identifizierung der Nutzfläche des Gewerbegebiets, die für die spezialisierte wirtschaftliche Ausrichtung bestimmt ist,
- für die "öffentlich-privaten" Gewerbegebiete, innerhalb deren eine Ko-Investition getätigt wird:
  - o Angabe des Flächenanteils für die private Investition,
  - o ausführliche Bewertung der öffentlichen und der privaten Investitionen,
  - o Beschreibung der privaten Investitionen, aus der sich ergibt, dass sie nicht ausschließlich die Form einer Immobilienvermittlungs-, förderungs- oder -entwicklungsmaßnahme annehmen;
- für die "öffentlich-öffentlichen Gewerbegebiete": Vorlage des Abkommens zwischen dem Projektträger und der am Projekt teilnehmenden oder beteiligten öffentlich-



rechtlichen Person, in dem der Betrag ihrer Investition im Vergleich mit den Gesamtkosten für die Erschließung des Gebiets angegeben wird,

- für die "nachhaltigen Gewerbegebiete": Erklärung der Art und Weise, wie die Herausforderungen im Bereich der nachhaltigen Entwicklung in das Projekt integriert sind,
- für die "NGS-Gewerbegebiete": Vorlage des Erlasses der Regierung zur Festlegung des von der Regierung angenommenen Areal für einen neu zu gestaltenden Standort und einen Landschafts- und Umweltsanierungsstandort, Vorlage einer Karte, auf der sich das Areal für einen neu zu gestaltenden Standort oder einen Landschafts- und Umweltsanierungsstandort und das beantragte Anerkennungsgebiet überlagern, Angabe der Fläche des beantragten Anerkennungsgebiets, die vom Areal für einen neu zu gestaltenden Standort oder einen Landschafts- und Umweltsanierungsstandort gedeckt wird,
- für die "Gewerbegebiete 2020": Angabe des Anteils der Fläche des Anerkennungsgebiets, die auf dem Gebiet der betroffenen Gemeinde(n) liegt,

11. Alternative Trasse der Verkehrswege, die durch die Verabschiedung des Enteignungserlasses stillgelegt würden, und der öffentlichen oder privaten Dienstbarkeiten, die erlöschen würden.

12. Verschiedenes

- für die Gebiete, innerhalb deren eine Ko-Investition getätigt wird: Angabe des Flächenanteils des Anerkennungsgebiets, wo die private Investition getätigt wird,
- für die Erschließungsarbeiten, die in Handlungen und Arbeiten bestehen, die an Immobiliengütern durchgeführt werden, die sich in einem Anerkennungsgebiet befinden, um die Ansiedlung oder die Entwicklung von gewerblichen Aktivitäten zu ermöglichen, oder die in Handlungen und Arbeiten bestehen, die zur Umsetzung des Anerkennungsgebiets notwendig sind und außerhalb dieses Gebiets durchgeführt werden: Angabe des Anteils der operationellen Fläche des Gebiets, der für von einer privatrechtlichen Person zu tätige Investitionen vorbehalten wird, mit Ausnahme derjenigen Investitionen, die mit einer wirtschaftlichen Aktivität verbunden sind, die in diesem Gebiet niedergelassen werden kann,
- für die Infrastrukturen, die für die Wasser-, Gas- und Elektrizitätstransport- und -versorgungsnetze bestimmt sind: Angabe der veranschlagten Kosten für die dem Netzbetreiber abzutretende Infrastruktur;

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 2017 zur Ausführung des Dekrets vom 2. Februar 2017 über die Entwicklung der Gewerbegebiete als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 11. Mai 2017.

Der Ministerpräsident,

P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe,

M. PREVOT

ANHANG V - ANTRAG AUF EIN GEBIET MIT VORKAUFRECHT
---

Der Antrag auf ein Gebiet mit Vorkaufsrecht enthält folgende Angaben:

1. Vorgeschlagenes Gebiet - Identifizierung der im Antrag enthaltenen Immobilien

1.1. Allgemeine Auskünfte

- die Gemeinde(n), auf deren Gebiet das Projekt angesiedelt wird,
- die Bezeichnung des Projekts,
- die Identifizierung im mehrjährigen Programm für Infrastrukturinvestitionen,
- die Identität des Projektträgers;

1.2. Sachlage

- auf einer weniger als drei Monate alten Katasterplangrundlage, ein Plan zur Darstellung des Anerkennungsgebiets, dessen Schriftfeld den folgenden Text aufweist: "Gesehen, um dem Erlass vom ... als Anhang beigefügt zu werden",
- eine relevante photographische Bestandsaufnahme (in Farben) der Immobilien, die im Antrag enthalten sind, sowie deren nahe Umgebung;

1.3. Rechtslage

- die Verweise auf die Enteignungserlasse und Gebiete mit Vorkaufsrecht in dem Anerkennungsgebiet,
- eine Städtebaubescheinigung Nr. 1 im Sinne von Artikel D.IV.97 des GRE,
- die Angabe der Sonderschutzgebiete, die aufgrund erbebezogener und umweltrechtlicher Bestimmungen eingerichtet worden sind;
- die Identität der Eigentümer (und der Inhaber dinglicher Rechte) der im Antrag enthaltenen Immobilien und die Fläche ihrer Güter, nach den Angaben der Katasterverwaltung;

2. Sozialwirtschaftliche Begründung des Projekts

- Identifizierung des Bezugsgebiets, in welches sich das Projekt einfügt,
- Art der erwarteten Aktivitäten,
- die Auswirkungen auf die Aktivitäten anderer Bereiche, die Verkehrswege und Dienstbarkeiten,
- Synergien zwischen dem Projekt und anderen bestehenden oder geplanten Infrastrukturen / Gewerbegebieten / Wirtschaftsbereichen

3. Umsetzungsplanung

4. Kosten für die Umsetzung und den Erwerb

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 2017 zur Ausführung des Dekrets vom 2. Februar 2017 über die Entwicklung der Gewerbegebiete als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 11. Mai 2017.

Der Ministerpräsident,

P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe,

M. PREVOT

ANHANG VI – FORMULAR FÜR DIE ERKLÄRUNG DER ABSICHT ZUR  
VERÄUSSERUNG EINES DINGLICHEN RECHTS, DAS DEM VORKAUFSRECHT  
UNTERLIEGT

**A. Identifizierung des Anmelders**

1. Eines der beiden folgenden Felder ausfüllen

**Natürliche Person**

Name: Vorname:  
Anschrift  
Straße: Nr.: BfK:  
Postleitzahl: Gemeinde:  
Telefon: Fax:  
E-Mail : @.....  
MwSt.-Nr.

**Juristische Person**

Bezeichnung oder Firmenname:  
Rechtsform:  
Anschrift des Gesellschaftssitzes  
Straße: Nr.: BfK:  
Postleitzahl: Gemeinde:  
Telefon: Fax:  
E-Mail : @.....  
MwSt.-Nr.  
Zur Vertretung der juristischen Person ordnungsgemäß berechnigte Person(en)  
Name: Vorname:  
Eigenschaft: Geschäftsführer  
Sonstiges (bitte angeben):

2. Lediglich auszufüllen, wenn die Heranziehung eines Notars/eines öffentlichen  
Amtsträgers freiwillig oder aufgrund des Gesetzes gefordert wird

**Mit der Beurkundung beauftragter Notar/öffentlicher Amtsträger**

Name: Vorname:  
Handelnd in der Eigenschaft als  
Anschrift  
Straße: Nr.: BfK:  
Postleitzahl: Gemeinde:  
Telefon: Fax:  
E-Mail : @.....

3. Für ungeteilte Güter bitte den (die) Namen des bzw. der anderen Miteigentümer der Rechtsgemeinschaft und dessen bzw. deren Anteil angeben  
Anschrift(en)

**B. Erklärung bezüglich des Gutes**

Die Vorkaufsberechtigten dürfen das Gut besichtigen.

1. Lokalisierung

Gemeinde(n)

ggf. Anschrift:

Katasterangaben

Gemarkung/Flur	Nr.	Gesamtfläche

2. Art des dinglichen Rechts

Art des dinglichen Rechts, das Gegenstand der Erklärung ist

3. Beschreibung des Gutes

Unbebautes Immobiliengut

Bebautes Immobiliengut

Bodenfläche des bebauten Grundes

Fußbodenfläche

Anzahl Stockwerke

Räumlichkeiten in einem ungeteilten Gebäude

Nr. des Loses	Gebäude	Stockwerk	Anteil der gemeinschaftlichen Gebäudeteile	Art des Gutes und Nutz- bzw. bewohnbare Fläche

**C. Dingliche oder persönliche Rechte, die das Gut belasten**

JA/NEIN.

Ja, Art des bzw. der Recht(e):

**D. Städtebau**Städtebauliche Zweckbestimmung des Gebiets, in dem das Gut gelegen ist

- im Sektorenplan
- im kommunalen Raumordnungsplan
- Lage in der kommunalen Städtebauordnung
- Sonstiges

Liste der Städtebaugenehmigungen / Verstädterungsgenehmigungen

Datum	Gegenstand

StädtebaubescheinigungenBedingungen der Veräußerung

## 1. Verkauf

- Preis

Betrag des Ausgebots:

- Zahlungsmodalitäten
- Ggf. Gegenleistung und Gegenpartei und deren Schätzungen
- Leibrente

Jährlicher Betrag

Barbetrag

Empfänger der Rente

- Sonstige Bedingungen

## 2. Austausch

- Bezeichnung des (der) als Gegenleistung erhaltenen Guts (Güter)

- Betrag der Ausgleichszahlung
- Eigentümer, der (die) den Gegenaustausch macht (machen)

3. Hingabe – Sonstige(s) Recht(e)

4. Bedingungen

Der unter A identifizierte Unterzeichnete erklärt, dass ein identisches Dokument gleichzeitig dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium der betroffenen Gemeinde per Posteingang zugewandt worden ist, um den Bestimmungen des Dekrets vom 2. Februar 2017 über die Entwicklung der Gewerbegebiete zu genügen.

Anzahl der Anhänge .....

Datum und Unterschrift des Anmelders oder dessen Mandatträgers (wenn erforderlich:  
Unterschrift des Notars)

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 2017 zur Ausführung des Dekrets vom 2. Februar 2017 über die Entwicklung der Gewerbegebiete als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 11. Mai 2017.

Der Ministerpräsident,

P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe,

M. PREVOT

ANHANG VII - BESCHEINIGUNG ÜBER DAS VORHANDENSEIN EINER VOR DEM EMPFANG EINER AUTHENTISCHEN URKUNDE GEMachten ERKLÄRUNG ÜBER DIE VERÄUSSERUNGSABSICHT
---

Der Projektträger ....., vertreten durch

Handelnd kraft der Bestimmungen von Artikel 57 § 1 Absatz 2 des Dekrets

und nach Überprüfung Ihres Antrags vom ..... betreffend .....

bescheinigt das Folgende dem Herrn Notar/öffentlichen Amtsträger:

Herrn / Frau

1° er hat am ..... den Empfang einer Erklärung über die Absicht, ein dem Vorkaufsrecht unterworfenen Gut gemäß den Artikeln 48 bis 58 des Dekrets zu veräußern, bestätigt

Diese Erklärung stammt von .....

2° kraft des Beschlusses der Regierung vom ..... betreffend das Vorkaufsrecht, das ..... gewährt wurde,

Zwecks .....

3° kraft Artikel 55 des Dekrets .....

verzichtet der Projektträger auf das Vorkaufsrecht

hat der Projektträger beschlossen, das Vorkaufsrecht in Übereinstimmung mit den Bestimmungen von Artikel 54 § 1 Absatz 3 auszuüben / nicht auszuüben;

infolgedessen ist die geplante Abtretung:

- dem Vorkaufsrecht unterworfen und kann das Rechtsgeschäft nicht abgeschlossen werden
- nicht dem Vorkaufsrecht unterworfen und kann das Rechtsgeschäft abgeschlossen werden.

Datum und Unterschrift des Projektträgers

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 2017 zur Ausführung des Dekrets vom 2. Februar 2017 über die Entwicklung der Gewerbegebiete als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 11. Mai 2017.

Der Ministerpräsident,



P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe,

M. PREVOT

ANHANG VIII - TABELLE MIT DEN ERHÖHUNGEN DER BEZUSCHUSSUNGSSÄTZE FÜR EINE ERSCHLIESSUNG, DIE IN HANDLUNGEN UND ARBEITEN BESTEHT, DIE AN IMMOBILIENGÜTERN DURCHFÜHRT WERDEN, DIE SICH IN EINEM ANERKENNUNGSGEBIET BEFINDEN, UM DIE ANSIEDLUNG ODER DIE ENTWICKLUNG VON WIRTSCHAFTLICHEN AKTIVITÄTEN ZU ERMÖGLICHEN, ODER DIE IN HANDLUNGEN UND ARBEITEN BESTEHT, DIE ZUR UMSETZUNG DES ANERKENNUNGSGEBIETS NOTWENDIG SIND UND AUSSERHALB DIESES GEBIETS DURCHFÜHRT WERDEN.

	<b>BASISSATZ FÜR DEN ZUSCHUSS</b>
<b>ALLE ANERKENNUNGSGEBIETE</b>	65%

<b>KRITERIEN FÜR EINE ERHÖHUNG</b>	<b>ERHÖHUNG DES BEZUSCHUSSUNGS- SATZES (MAX. +20%)</b>
<b>A) REGIONALES GEWERBEGEBIET</b>	+10%
<b>B) SPEZIALISIERTES GEWERBEGEBIET</b>	+10%
<b>C) ÖFFENTLICH-PRIVATES ODER ÖFFENTLICH- ÖFFENTLICHES GEWERBEGEBIET</b>	+5%
<b>D) NACHHALTIGES GEWERBEGEBIET</b>	+5%
<b>E) NGS-GEWERBEGEBIET</b>	+10%
<b>F) GEWERBEGEBIET 2020</b>	+5%

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 2017 zur Ausführung des Dekrets vom 2. Februar 2017 über die Entwicklung der Gewerbegebiete als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 11. Mai 2017.

Der Ministerpräsident,

P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe,

M. PREVOT





nungsgebiets	Bezeichnung	erhaltene Genehmigungen	beiten	dien, Schritte, Handlungen und Arbeiten	Kosten	Einnahmen	tar)	lungsdatum
Gebiet 1	Bezeichnung Zeitpunkt der Verabschiedung Bezugsdaten							
Gebiet 2								
Gebiet 3								
Gebiet 4								

3.2. GEBÄUDE AUSSERHALB EINES ANERKENNUNGSGEBIETS, DEREN BEZUSCHUSSUNG AUFGRUND DES DEKRETS VOM 11. MÄRZ 2004 GE-NEHMIGT WURDE

Beendete Studien	Angepasste Plannsarbeiten / erhaltene Genehmigungen	Fertiggestellte Arbeiten	Angefallene Ausgaben	Noch durchzuführende Studien, Schritte, Handlungen und Arbeiten	Noch zu bewältigende Kosten	Eingezogene oder sichere Einnahmen	Voraussichtliches Fertigstellungsdatum
Gebäude 1							
Gebäude 2							
Gebäude 3							
Gebäude 4							

3.3. ENTEIGNUNGSGEBIETE

Identifizierung des Enteignungsgebiets	Bezeichnung

		Zeitpunkt der Verabschiedung						
		Bezugsdaten						
Erwerbe auf gültlichem Wege		Grundstücksfläche	Raumplanerische Zweckbestimmung	Kaufpreis	Den Bewohnern / Benutzern gezahlte Entschädigung	Sonstige anfallende Kosten	Erwerbsdatum	
	Grundstück 1							
	Grundstück 2							
	Grundstück 3							
	Grundstück 4							
Vor Gericht erreichte Erwerbe		Grundstücksfläche	Raumplanerische Zweckbestimmung	Zustand des Gerichtsverfahrens	Dem Eigentümer gezahlte Entschädigung	Den Bewohnern / Benutzern gezahlte Entschädigung	Sonstige anfallende Kosten	Datum der Besitzeinweisung
	Grundstück 1							
	Grundstück 2							
	Grundstück 3							
	Grundstück 4							
Zu durchzuführende Erwerbe		Grundstücksfläche	Identität des Eigentümers	Raumplanerische Zweckbestimmung	Einschätzung der Kosten für den Erwerb	Einschätzung der Kosten für die Entschädigung der Benutzer / Bewohner	Planung für den Erwerb	
	Grundstück 1							
	Grundstück 2							
	Grundstück 3							
	Grundstück 4							









	gekauften Gutes				biets	stimmung	ten	zung
Grundstück 1								
Grundstück 2								
Grundstück 3								
Grundstück 4								

**6. STATISTIK BETREFFEND DIE ANZAHL ANGESIEDELTEN UNTERNEHMEN, DIE DURCH DIESE UNTERNEHMEN GETÄTIGTEN INVESTITIONEN UND DIE ANZAHL DIREKT GESCHAFFENER ARBEITSPLÄTZE**

IDENTIFIZIERUNG DES GEWERBEGEBIETS	
Anerkennungsgebiet	Bezeichnung Zeitpunkt der Verabschiedung Bezugsdaten
Spezialisierung	
Belegungsquote	
ANGABEN ZU DEN IM GEWERBEGEBIET BEFINDLICHEN UNTERNEHMEN	

	Lokalisierung	Grundstücksfäche - operative Fläche - Nutzfläche	Art des vom Projektträger abgetretenen Rechts	Preis für das vom Projektträger abgetretene Recht	Art der Aktivitäten angestrebten Unternehmen	Anzahl direkter Arbeitsstellen	Getätigte Investitionen	Raumplanerische Zweckbestimmung	Multimodale Zufahrtmöglichkeiten	Einschränkungen bei der Benutzung
Unternehmen 1										
Unternehmen 2										
Unternehmen 3										
Unternehmen 4										
IM GEWEREBEGBIET VERFÜGBARE GRUNDSTÜCKE										
	Lokalisierung	Fläche:	Anerkennungsgebiet	Art der Aktivitäten der anzusiedelnden	Spezialisierung des Gewerbe-	Raumplanerische Zweckbestimmung	Multimodale Zufahrtmöglichkeiten	Einschränkungen bei der Benutzung	Zielpublikum	Verlangter



7. BERICHT ÜBER DIE ART UND WEISE, WIE DER PROJEKTTRÄGER DIE GRUNDSÄTZE DER KREISLAUFWIRTSCHAFT IN DEN ANERKENNUNGSGEBIETEN UMSETZT, SOWIE DIE ZIELE UND VERBESSERUNGSMASSNAHMEN FÜR DIE ZUKUNFT

	Identifizierung de Anerkennungsgobiets	Beendete Studien	Zu erreichende Ziele	Bereits umgesetzte Grundsätze	Geplante Verbesserungsmaßnahmen und Planung für deren Umsetzung
Gebiet 1	Bezeichnung Zeitpunkt für die Verabschiedung Bezugsdaten	Bezugsdaten Schlussfolgerungen			
Gebiet 2					
Gebiet 3					
Gebiet 4					

NB: Die Anzahl der in jeder der Tabellen angegebenen Projekte, Investitionen, Gebiet, Gebäude oder Unternehmen hat rein indikativen Charakter. Der Projektträger kann mehr als vier davon vorlegen, und den Inhalt des vorliegenden Anhangs entsprechend anpassen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 2017 zur Ausführung des Dekrets vom 2. Februar 2017 über die Entwicklung der Gewerbegebiete als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 11. Mai 2017.

Der Ministerpräsident,

P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe,

M. PREVOT

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2017/70106]

**11 MEI 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 2 februari 2017 betreffende de ontwikkeling van bedrijfsparken**

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het decreet van 2 februari 2017 betreffende de ontwikkeling van bedrijfsparken;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 februari 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 mei 2016;

Gelet op het advies 61.047/2 van de Raad van State, gegeven op 22 maart 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het evaluatierapport van de weerslag van het project op de respectievelijke toestand van vrouwen en mannen;

Op de voordracht van de Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed;

Na beraadslaging,

Besluit :

**TITEL 1. — Begripsomschrijving**

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1<sup>o</sup> het decreet : het decreet van 2 februari 2017 betreffende de ontwikkeling van bedrijfsparken;
- 2<sup>o</sup> de Minister : de Minister bevoegd voor de bedrijfsruimten;
- 3<sup>o</sup> de leidend ambtenaar : de directeur-generaal van het Operationele Directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek of één van de ambtenaren die de Regering daartoe aanwijst;
- 4<sup>o</sup> het aankoopcomité : het comité vallend onder het Departement Aankoopcomités van het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologieën van de Waalse Overheidsdienst.

**TITEL 2. — Operatoren**

**Art. 2.** Het contract voor de oprichting van een operator van categorie A bij wege van de vereniging bedoeld in artikel 2, § 1, h) van het decreet of de statuten van een rechtspersoon bedoeld in artikel 2, § 1, i), van het decreet worden geregeld bij de volgende voorwaarden :

- a) het beheersorgaan van de vereniging of de rechtspersoon is bevoegd voor :
  1. de beslissingen betreffende de handelingen m.b.t. de toekenning van de subsidie en de supervisies ervan;
  2. de aanneming en de overmaking aan de Regering van het meerjarig programma en de bijwerkingen ervan;
  3. de aanneming van het jaarlijks verslag bedoeld in artikel 71 van het decreet;
- b) de overeenkomst van de vereniging of de statuten van de rechtspersoon overeenstemmend met dit artikel worden door de Minister goedgekeurd.

Voor het overige zijn de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen en van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de stichtingen, de Europese politieke partijen en de Europese politieke stichtingen van toepassing.

**Art. 3.** Het contract voor de oprichting van een operator van categorie B bij wege van de vereniging bedoeld in artikel 2, § 2, a) van het decreet of de statuten van een rechtspersoon bedoeld in artikel 2, § 2, b), van het decreet worden geregeld bij de volgende voorwaarden :

- a) het beheersorgaan van de vereniging of de rechtspersoon is bevoegd voor :
  1. de beslissingen betreffende de handelingen m.b.t. de toekenning van de subsidie en de supervisies ervan;
  2. de aanneming en de overmaking aan de Regering van het meerjarig programma en de bijwerkingen ervan;
  3. de aanneming van het jaarlijks verslag bedoeld in artikel 71 van het decreet;
- b) het beheersorgaan van de vereniging of de rechtspersoon is samengesteld als volgt :
  1. elke operator van categorie A, lid van de vereniging of vennoot van de rechtspersoon, wijst minstens een stemgerechtigd lid binnen het beheersorgaan aan;
  2. wanneer de intercommunale op het grondgebied waarvan het gebouw gelegen is, geen lid is van de vereniging of geen vennoot is van de rechtspersoon, beschikt ze evenwel ook over een stemgerechtigd lid;
  3. het aantal stemrechten van de vertegenwoordigers aangewezen binnen het beheersorgaan van de vereniging of van de rechtspersoon door de operatoren van categorie A is altijd hoger dan het aantal stemrechten van de andere leden;
  4. het voorzitterschap van het beheersorgaan wordt altijd toevertrouwd aan een vertegenwoordiger aangewezen onder de vertegenwoordigers van de operatoren van categorie A;

5. de beslissingen van het beheersorgaan worden bij meerderheid van stemmen aangenomen waardoor de beslissingsmacht bij meerderheid van de operatoren van categorie A in ieder geval wordt bevestigd. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend;
- c) de resultaten worden opgesplitst door aan de operatoren van categorie A een deel van de winsten toe te kennen die minstens evenredig is aan hun inbrengen in de vereniging of de rechtspersoon, rekening houdend met het feit dat de aan de vereniging of de rechtspersoon toegekende subsidies worden opgenomen in de basis van de inbrengberekening; in geval van vereffening of ontbinding binnen een termijn van maximum 10 jaar te rekenen van de toekenning van de subsidie wordt de winstmarge bij voorkeur gebruikt voor de terugbetaling van de subsidie;
- d) de overeenkomst van de vereniging of de statuten van de rechtspersoon overeenstemmend met dit artikel worden door de Minister goedgekeurd.

Voor het overige zijn de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen en van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de stichtingen, de Europese politieke partijen en de Europese politieke stichtingen van toepassing.

**Art. 4.** Het meerjarig programma van infrastructurele investeringen en de bijwerkingen ervan worden overeenkomstig bijlage I bij dit besluit opgemaakt.

Het meerjarig programma van infrastructurele investeringen en de bijwerkingen ervan worden door de operator aan de Minister overgemaakt. De zending geschiedt bij elk procédé waarbij het bewijs van de datum van zending en van de ontvangst ervan wordt geleverd.

Het visum van de Minister bestaat in een aan de operator gerichte mededeling waarin de volgende elementen worden vermeld :

- a) de datum van ontvangst van het meerjarig programma van infrastructurele investeringen of de bijwerkingen ervan;
- b) de gehele of gedeeltelijke goedkeuring van de doelstellingen en de opsomming van de investeringen van het meerjarig programma van infrastructurele investeringen of de bijwerkingen ervan;
- c) de herinnering aan het feit dat de visum van de Minister geen verbintenis van de Minister tot gevolg heeft wat betreft de goedkeuring van de omtrekken of de toekenning van de door de operator aangevraagde steun.

Indien de Minister het meerjarig programma van infrastructurele investeringen of de bijwerkingen ervan van een gedeeltelijk visum voorziet, bepaalt hij de reikwijdte van het visum en de redenen van zijn beslissing.

### TITEL 3. — Erkenningsomtrek, onteigening en voorkeurrecht

#### HOOFDSTUK I. — Erkenningsomtrek

##### Afdeling 1. — Algemene bepalingen

**Art. 5.** Boven de kleinhandelactiviteiten van ondersteunende aard bedoeld in artikel 1, 1<sup>o</sup>, van het decreet vormen de volgende activiteiten ondersteunende dienstenactiviteiten toegelaten binnen de erkenningsomtrek in de zin van artikel 6, § 1, van het decreet voor zover ze bij de toelating ervan bij stedenbouwkundige vergunning, milieuvergunning of globale vergunning of bij de inbedrijfstelling ervan indien ze van een vergunning worden vrijgesteld, inspelen op een behoefte waarin nog niet is voorzien binnen een straal van 1000 meter van de erkenningsomtrek :

- a) de activiteiten van dienstverleningen aan de ondernemingen die een band vertonen van functionele aard, van geografische nabijheid en economische afhankelijkheid met de bestaande of overwogen activiteiten binnen die omtrek;
- b) de buurt- en nabijheidsdiensten, zoals een postpunt, een afhaalpunt, een pressing, een consignatie;
- c) de woningen van de exploitant of van het bewakingspersoneel;
- d) de ondersteunende dienstencentra zoals kinderdagverblijven;
- e) de HORECA-inrichtingen die een band vertonen van functionele aard, van geografische nabijheid en economische afhankelijkheid met de bestaande of overwogen activiteiten binnen die omtrek;
- f) de broodjeszaken;
- g) de tankstations;
- h) de parkings.

**Art. 6.** § 1. Om de artikelen 12, § 2, eerste lid, a), 17, § 2, eerste lid, a), en 46, § 2, eerste lid, a) van het decreet na te leven voorziet de erkenningsaanvraag, wanneer ze vereist wordt, in de uitvoering van een terreinaanbod dat inspeelt op behoefte geïdentificeerd op schaal van verschillende gemeenten op basis van een aangepast referentiegrondgebied. Het feit dat de uitvoering ervan wordt aangetoond, wordt opgenomen in de beoordeling van de sociaal-economische opportuniteit van het project in de zin van artikel 8, tweede lid, b), van het decreet.

§ 2. Om na de artikelen 12, § 2, eerste lid, b), 17, § 2, eerste lid, b), en 46, § 2, eerste lid, b) van het decreet na te leven voorziet de erkenningsaanvraag in :

- a) inrichtingen waarvan de uitwerking als langdurig en duurzaam wordt erkend, waarbij de frequentie van het onderhoud kan worden beperkt en de levensduur van de infrastructuur kan worden verlengd;
- b) uitrustingen of inrichtingen waarbij de impregnatie van de gronden beperkt kan worden;
- c) gemeenschappelijke en geïntegreerde infrastructuren voor het beheer van het regenwater en de opvang van afvalwater behalve indien het saneringsplan per onderstroomgebied het verbiedt of indien de erkende saneringsinstelling het afraadt;

- d) de goedkeuring van een mobiliteitstrategie specifiek voor de omtrek, waarin het vervoer van goederen wordt inbegrepen en waarin het gebruik van alternatieve vervoerswijzen worden voorzien, zoals het openbaar vervoer, de zachte vervoermiddelen, de gedeelde vervoermiddelen of de carpooling.

Bovendien kan de erkenningsaanvraag met name voorzien in :

- a) de installatie van elke inrichting binnen of buiten de omtrek gebonden, zelfs gedeeltelijk, aan een hernieuwbare energiebron waarvan meerdere ondernemingen binnen de omtrek genieten voor zover haar openbare financiering wordt toegelaten;
- b) de uitvoering van elke inrichting voor de circulaire energie via de oprichting van synergieën tussen ondernemingen in het kader van de cyclus voor de productie en terugwinning van stoffen;
- c) het inbrengen voor onderling gebruik van openbare uitrustingen;
- d) de installatie van een openbare led-verlichting;
- e) de installatie van een intelligente openbare verlichting;
- f) de uitvoering van elke uitrusting met het oog op het verzekeren van een hoger energieprestatieniveau dan de bij de wetgeving bepaalde drempels;
- g) de installatie van ruimten en oplaadpunten voor de elektrische wagens;
- h) de installatie van een tankstation met gecomprimeerd of vloeibaar aardgas;
- i) de installatie van elke uitrusting tot bevordering van het verbruik van groene energie;
- j) de bouw van gedeelde parkings voor de ondernemingen die vrij toegankelijk zijn en die anders zijn dan de parkeerplaatsen langs de weg;
- k) de installatie van gemeenschappelijke platforms voor de afvalverzameling;
- l) de oprichting van voor het publiek toegankelijke recreatieoorden;
- m) de installatie van een openbaar warmtenet.

§ 3. Om artikel 12, § 2, c) van het decreet na te leven voorziet de erkenningsaanvraag in de uitvoering van een glasvezelkabelnetwerk met een symmetrisch debiet van minstens 100 Mbps en toegankelijk voor alle ondernemingen binnen de omtrek. Om de doeltreffendheid van de digitale connectiviteit te garanderen maakt de terbeschikkingstelling van de geul voor de installatie van de optische vezel het voorwerp van een overeenkomst tussen de operator en de telecommunicatie-operator.

#### *Afdeling 2. — Procedure*

##### Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

**Art. 7.** De aanvraag voor een erkenningsomtrek wordt overeenkomstig bijlage II opgemaakt.

Wanneer de operator erin voorziet een deel van de erkenningsomtrek voor te behouden voor andere investeringen dan degene die gebonden zijn aan een economische activiteit die zich in die omtrek zou kunnen vestigen, en die door een privaatrechtelijke persoon uitgevoerd moeten worden, omvat de aanvraag voor de erkenningsomtrek de verhouding van de operationele oppervlakte van de omtrek die daartoe wordt voorbehouden.

##### Onderafdeling 2. — Gewone procedure

**Art. 8.** De leidend ambtenaar richt zijn adviesaanvragen bij elk procédé waarbij het bewijs van de datum van zending en van de ontvangst ervan wordt geleverd.

De leidend ambtenaar raadpleegt het Operationele Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Patrimonium en Energie van de Waalse Overheidsdienst en het Operationele Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

De in artikel 12, § 1, tweede lid, van het decreet bedoelde rappelbrief wordt door de operator aan de Minister gericht bij elk procédé waarbij het bewijs van de datum van zending en van de ontvangst ervan wordt geleverd.

**Art. 9.** Wanneer de Minister het initiatief neemt van een ontwerp tot wijziging van een erkenningsomtrek, richt de leidend ambtenaar een afschrift van het ontwerp ter advies aan de operator die de erkenningsomtrek geniet, en aan de diensten, commissies en overheden die hij nodig acht te raadplegen.

Indien de operator zijn advies niet heeft gericht aan de leidend ambtenaar binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van de in artikel 13, derde lid, van het decreet bedoelde termijn, wordt aan de adviesvereiste voorbijgegaan.

##### Onderafdeling 3. — Vereenvoudigde procedure

**Art. 10.** De leidend ambtenaar richt zijn adviesaanvragen bij elk procédé waarbij een vaste datum aan de zending en aan de ontvangst wordt verleend.

De leidend ambtenaar raadpleegt het Operationele Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Patrimonium en Energie van de Waalse Overheidsdienst en het Operationele Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

De in artikel 17, § 1, tweede lid, van het decreet bedoelde rappelbrief wordt door de operator aan de Minister gericht bij elk procédé waarbij het bewijs van de datum van zending en van de ontvangst ervan wordt geleverd.



**Art. 11.** Wanneer de Minister het initiatief neemt van een ontwerp tot wijziging of tot afschaffing van een erkenningsomtrek, richt de leidend ambtenaar een afschrift van het ontwerp ter advies aan de operator die de erkenningsomtrek geniet, en aan de diensten, commissies en overheden die hij nodig acht te raadplegen.

Indien de operator zijn advies aan de leidend ambtenaar niet heeft gericht binnen een termijn van twintig dagen na ontvangst van de in artikel 13, derde lid, van het decreet bedoelde aanvraag, wordt aan de adviesvereiste voorbijgegaan.

*Afdeling 3. — Effecten*

**Art. 12.** De operator die wenst een erkenningsomtrek die hij geniet, over te dragen, richt een aanvraag aan de Minister.

De aanvraag vermeldt de operator voor wie de overdracht wordt overwogen en de wijze waarop deze operator het sociaal-economische doel van de erkenningsomtrek, dat de aanneming van de omtrek heeft gerechtvaardigd, kan waarborgen.

De beslissing van de Minister wordt aan beide operatoren meegedeeld.

**Art. 13.** § 1. Met uitzondering van de infrastructuren en ruimten beheerd door de operator of door de ondernemingen worden de volgende infrastructuren, alleen of in mede-eigendom, onmiddellijk vanaf hun voorlopige oplevering overgedragen :

- a) de andere wegen dan de gemeentelijke wegen en hun gesubsidieerde accessoires aan het Waalse Gewest wanneer laatstgenoemd er zich voorafgaandelijk toe heeft verbonden ze over te nemen;
- b) de gesubsidieerde infrastructuren aan de beheerders die bijzonder bij de wetten en verordeningen worden bepaald;
- c) de andere gesubsidieerde infrastructuren aan de gemeente op het grondgebied waarvan ze zijn gelegen.

§ 2. Met het oog op het verzekeren van het onderhoud en de exploitatie van de netten voor het vervoer en de distributie van water, gas en elektriciteit worden de voor die netten bestemde infrastructuren die overeenkomstig criteria bepaald door de netbeheerders uitgevoerd worden, onmiddellijk vanaf hun voorlopige oplevering door de operator overgedragen aan de netbeheerders.

De overdracht wordt bij een authentieke akte of bij onderhandse overeenkomst verricht. Behalve bijzondere overeenkomst gesloten uiterlijk bij de mededeling van de werf, wordt de overdracht door de netbeheerder aanvaard voor een prijs gelijkwaardig aan het niet-gesubsidieerd aandeel van de infrastructuur, verhoogd, in voorkomend geval, met de BTW, over de hele betrokken infrastructuur wanneer ze niet door de netbeheerder verschuldigd is.

Onmiddellijk vanaf de overdracht wordt de infrastructuur op kosten van de netbeheerder onderhouden en geëxploiteerd.

**Art. 14.** § 1. In het kader van de ontsluitings- of herdynamiseringswerken spant de operator zich naar best vermogen in om binnen de erkenningsomtrek gemeentelijke geulen in het huidige of toekomstige openbaar domein van de weg ter beschikking te stellen.

De gemeenschappelijke geulen zijn bestemd voor ondergrondse installaties, namelijk elke stijve of flexibele leiding voor het vervoer of de distributie van vloeistoffen, energieën, telecommunicatie of radio- of teledistributie.

Ze worden ter beschikking gesteld :

- a) van de operatoren van telecommunicatienetwerken;
- b) van de radio-of teledistributieoperatoren;
- c) de beheerders van netten voor energievervoer en -distributie;
- d) vervoerders, verdelers en verzamelaars van vloeistoffen.

§ 2. De operator en alle in § 1, derde lid, bedoelde personen zorgen ervoor zich onderling op de hoogte te houden van de overwogen werken die de terbeschikkingstelling van gemeenschappelijke geulen binnen de erkenningsomtrek mogelijk kunnen maken.

Op 1 januari van elk jaar deelt de operator het programma van deze werken die binnen de 15 toekomstige maanden worden overwogen, aan alle personen bedoeld in § 1, tweede lid, mee.

De operator en alle in § 1, derde lid, bedoelde personen zorgen ervoor zich aan te passen aan de stadia van de vastlegging van het project en van de uitvoering van de werf.

§ 3. De fasen m.b.t. het onderzoek en de opvatting van de ontsluitings- en herdynamiseringswerken nemen de technische drukfactoren van de installaties en netten in, met name wat betreft de afmetingen van de gemeenschappelijke geulen en de installatie van mangaten of trekputten.

De in § 1, derde lid, bedoelde personen delen de operator elk nuttige inlichting mee die de vastlegging van het ontsluitings- en herdynamiseringsproject mogelijk maakt.

De operator organiseert een coördinatievergadering met de in § 1, derde lid, bedoelde personen, om een standaarddoorsnede van de gemeenschappelijke geulen en een tussenkomsttijdschema voor de plaatsing van de ondergrondse installaties in onderlinge overeenstemming te bepalen.

Met het oog op de uitvoering van de ontsluitings- en herdynamiseringswerken delen de in § 1, derde lid, bedoelde personen de operator alle inlichtingen betreffende de werfinstallaties, de eventuele bijzondere technieken en de handhaving van installaties op de locatie na de werken mee.

De operator dient een machtigingsaanvraag voor de uitvoering van de werf bij de beheerder van de weg in.

De operator verenigt de in § 1, derde lid, bedoelde personen voor de vergadering die voorafgaat aan het begin van de werken.

Tijdens de uitvoering van de ontsluitings- en herdynamiseringswerken worden de gemeenschappelijke geulen ter beschikking gesteld tijdens een periode die tussen de partijen in onderlinge overeenstemming is gesloten.

Elke wijziging van het begin van de werken, van de uitvoeringstermijn of van een onderbreking van de werken wordt meegedeeld aan de in § 1, derde lid, bedoelde personen.

De ruiming en de opvulling van de gemeenschappelijke geulen worden verricht door de onderneming die door de operator aangewezen is, en geschiedt vakkundig en overeenkomstig de vigerende wetgevingen rekening houdende met de eventuele bijzondere voorschriften van de in § 1, derde lid, bedoelde personen.

De technische coördinatie van de werken voor de plaatsing van de ondergrondse installaties wordt verzekerd door de onderneming aangewezen door de operator. Het toezicht op die werken worden door de in § 1, derde lid, bedoelde personen verzekerd.

De coördinatie veiligheid-gezondheid wordt verzekerd door de onderneming aangewezen door de operator met inachtneming van de inlichtingen verstrekt door de in § 1, derde lid, bedoelde personen voor de plaatsing van de ondergrondse installaties.

**Art. 15.** De beslissing van de Regering om de geldigheid van de erkenningsomtrek overeenkomstig artikel 21 van het decreet al dan niet te verlengen wordt aan de betrokken gemeente(n), de leidend ambtenaar en de gemachtigd ambtenaar meegedeeld.

## HOOFDSTUK II. — *Onteigening*

### *Afdeling 1. — Procedure*

**Art. 16.** De aanvraag voor een onteigeningsbesluit wordt overeenkomstig bijlage III opgemaakt.

**Art. 17.** De gemeente informeert de leidend ambtenaar over het begin van het onderzoek.

De leidend ambtenaar richt zijn adviesaanvragen bij elk procédé waarbij het bewijs van de datum van zending en van de ontvangst ervan wordt geleverd.

De leidend ambtenaar raadpleegt het Operationele Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Patrimonium en Energie van de Waalse Overheidsdienst en het Operationele Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

De in artikel 31, § 1, tweede lid, van het decreet bedoelde rappelbrief wordt door de operator aan de Minister gericht bij elk procédé waarbij het bewijs van de datum van zending en van de ontvangst ervan wordt geleverd.

De beslissing van de Regering wordt aan de betrokken gemeente(n), de leidend ambtenaar en de gemachtigd ambtenaar meegedeeld.

**Art. 18.** Wanneer de Minister of de leidend ambtenaar het initiatief neemt van een ontwerp tot wijziging of tot afschaffing van een onteigeningsbesluit, richt de leidend ambtenaar een afschrift van het ontwerp ter advies aan de operator die het onteigeningsbesluit geniet, en aan de diensten, commissies en overheden die hij nodig acht te raadplegen.

Indien de operator zijn advies niet heeft gericht aan de leidend ambtenaar binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van de in artikel 32, derde lid, van het decreet bedoelde termijn, wordt aan de adviesvereiste voorbijgegaan.

### *Afdeling 2. — Effecten*

**Art. 19.** De beslissing van de Regering om de geldigheid van het besluit tot toelating van de onteigening overeenkomstig artikel 36 van het decreet al dan niet te verlengen wordt aan de betrokken gemeente(n), de leidend ambtenaar en de gemachtigd ambtenaar meegedeeld.

### *Afdeling 3. — Uitvoering*

**Art. 20.** Na raadpleging van de operatoren die een meerjarig programma van infrastructurele investeringen hebben ingediend, wordt een overeenkomst gesloten tussen het Waalse Gewest en de Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat die met inachtneming van de wetgeving over de overheidsopdrachten met name de selectieprocedure, de wijze van aanwijzing van de notarissen en, in voorkomend geval, volgens een evenwichtige geografische verdeling, het tarief op grond waarvan de operator het college van notarissen bezoldigt en de wijzen van geschillenbeslechting bepaalt. De selectie van de notarissen rust met name op de bijzondere bevoegdheid om die taak te vervullen.

Het aankoopcomité of de instrumenterende notaris voegt bij de verkoopsakte, de akte van overdracht van zakelijke rechten of de verhuurakte de evaluatie van de verkoopwaarde van de overgedragen rechten die door het aankoopcomité of door het college van de drie notarissen is uitgevoerd.

## HOOFDSTUK III. — *Verzamelaanvraag voor de erkenning- en onteigeningsomtrek*

**Art. 21.** De verzamelaanvraag wordt overeenkomstig bijlage IV opgemaakt.

**Art. 22.** De gemeente informeert de leidend ambtenaar over het begin van het onderzoek.

De leidend ambtenaar richt zijn adviesaanvragen bij elk procédé waarbij het bewijs van de datum van zending en van de ontvangst ervan wordt geleverd.

De leidend ambtenaar raadpleegt het Operationele Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Patrimonium en Energie van de Waalse Overheidsdienst en het Operationele Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

De in artikel 46, § 1, tweede lid, van het decreet bedoelde rappelbrief wordt door de operator aan de Minister gericht bij elk procédé waarbij het bewijs van de datum van zending en van de ontvangst ervan wordt geleverd.

**Art. 23.** De beslissing van de Regering om de geldigheid van de erkenningsomtrek overeenkomstig artikel 47, § 2, van het decreet al dan niet te verlengen wordt aan de betrokken gemeente(n), de leidend ambtenaar en de gemachtigd ambtenaar meegedeeld.

De beslissing van de Regering om de geldigheid van het besluit tot toelating van de onteigening overeenkomstig artikel 47, § 3, van het decreet al dan niet te verlengen wordt aan de betrokken gemeente(n), de leidend ambtenaar en de gemachtigd ambtenaar meegedeeld.

#### HOOFDSTUK IV. — *Voorkooprecht*

##### *Afdeling 1. — Procedure*

**Art. 24.** De aanvraag voor een voorkooprecht wordt overeenkomstig bijlage V opgemaakt.

De leidend ambtenaar richt zijn adviesaanvragen bij elk procédé waarbij het bewijs van de datum van zending en van de ontvangst ervan wordt geleverd.

De leidend ambtenaar raadpleegt het Operationele Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Patrimonium en Energie van de Waalse Overheidsdienst en het Operationele Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

De in artikel 51, tweede lid, van het decreet bedoelde rappelbrief wordt door de operator aan de Minister gericht bij elk procédé waarbij het bewijs van de datum van zending en van de ontvangst ervan wordt geleverd.

De beslissing van de Regering wordt aan de operator en aan de leidend ambtenaar meegedeeld.

##### *Afdeling 2. — Effecten*

**Art. 25.** De intentieverklaring tot vervreemding wordt overeenkomstig het formulier bedoeld in bijlage VI bij dit besluit opgemaakt.

De persoon die de intentie tot vervreemding moet verklaren, dient een aangifte voor elk van de over te dragen goederen bij de operator in.

**Art. 26.** Het attest ter vaststelling van het bestaan van een intentieverklaring tot vervreemding verricht vóór de ontvangst van een authentieke akte wordt overeenkomstig het formulier bedoeld in bijlage VII bij dit besluit opgemaakt.

De aanvraag voor een attest ter vaststelling van het bestaan van een intentieverklaring tot vervreemding verricht vóór de ontvangst van een authentieke akte wordt aan de operator verricht bij elk procédé waarbij het bewijs van de datum van zending en van de ontvangst ervan wordt geleverd.

#### TITEL 4. — *Gewestelijke financiële tegemoetkomingen*

##### *HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen*

**Art. 27.** De berekeningsbasis voor de subsidie omvat de belasting over de toegevoegde waarde wanneer ze door de operator verschuldigd is en niet kan worden teruggevorderd.

Wanneer de erkenningsomtrek voorziet in andere investeringen dan degene die gebonden zijn aan een economische activiteit die zich in die omtrek zou kunnen vestigen, en die door een privaatrechtelijke persoon uitgevoerd moeten worden, wordt de subsidie uitsluitend toegekend voor de ontsluitingen, de herdynamisering, onderzoeken en terugkopen uitgevoerd door de operator buiten het gebied bestemd voor die investeringen binnen deze omtrek, en dit, op basis van de operationele oppervlakte geïdentificeerd in de erkenningsaanvraag.

**Art. 28.** § 1. De berekeningsbasis voor de subsidie voor een ontsluiting in de zin van artikel 1, 3°, van het decreet, wordt bepaald als volgt :

§ 2. De volgende werken vormen de basisberekening voor de subsidie voor een ontsluiting die bestaat in handelingen en werken uitgevoerd op onroerende goederen gelegen binnen een erkenningsomtrek om de vestiging of de ontwikkeling van economische activiteiten mogelijk te maken of in handelingen en werken nodig voor de uitvoering van de erkenningsomtrek en uitgevoerd buiten bedoelde omtrek :

- a) de voor het bouwrijp maken van de terreinen nodige nivellerings-, effenings-, drainerings- en grondverstevingswerken;
- b) de tot het openbare domein beperkte werken betreffende de oprichting van interne wegen;
- c) de tot het openbare domein beperkte rioleringswerken, tot aan de afvoerriool, met inbegrip van de maatregelen voor waterregeling;
- d) de tot het openbare domein beperkte watertoevoerwerken;
- e) de tot het openbare domein beperkte oprichtingen van kaaimuren die nodig zijn voor de economische activiteit;
- f) de tot het openbare domein beperkte verbindingswerken met het spoor of waterkanalen;
- g) de tot het openbare domein beperkte openbare verlichtingswerken;
- h) zowel binnen de erkenningsomtrek als in de nabijheid ervan, de levering en de aanleg van straatmeubilair, de trottoirs, de fietspaden met inbegrip van degene die gelegen zijn op de verbindingswegen tot de erkenningsomtrek, de bewegwijzering binnen de omtrek, de werken en de versierende aanplantingen verbonden met de bescherming van het leefmilieu of die als isolatievoorziening moeten dienen en de landschappelijke inrichtingen die in het globale ordeningsschema van het gebied kaderen alsook de daarmee verbonden grondbewegingen;
- i) de tot het openbare domein beperkte aansluitingen op de netten voor energiedistributie alsook de interne netten en hun bijbehorende uitrustingen;

- j) de carpoolingruimte, het oplaadpunt voor elektrische voertuigen, de parkeerplaats voor fietsen en het tankpunt met gecompriemd of vloeibaar aardgas voor voertuigen, die op het openbaar domein zijn gevestigd;
- k) elke inrichting binnen of buiten de omtrek gebonden, zelfs gedeeltelijk, aan een hernieuwbare energiebron waarvan meerdere onderneming binnen de omtrek genieten voor zover haar openbare financiering wordt toegelaten;
- l) de aanleg van externe toegangswegen met inbegrip van de rioolverzamelaars en hun afvoeren evenals de stormbekkens;
- m) de nodige geotechnische onderzoeken;
- n) de onderzoeken die de aanwezigheid of afwezigheid van bodemverontreiniging kunnen bevestigen;
- o) de afvoer van verontreinigde gronden wanneer het nodig is voor de uitvoering van subsidiabele werken aan wegen en accessoires;
- p) de levering en de aanleg van kokers en trekputten bestemd voor de optische vezels bestemd voor de telecommunicatie, die beperkt zijn tot het openbaar domein;
- q) de levering en de aanleg van openbare masten als steun voor de aanleg van zendmasten voor het vervoer van golven via de ether, die beperkt zijn tot het openbaar domein;
- r) de inrichting van stopplaatsen en de bouw van wachthokjes voor het openbaar of gemeenschappelijk vervoer zowel in de erkenningsomtrek als in de nabijheid ervan;
- s) de werken betreffende de multimodale platformen en de daarbinnen ingerichte bewegingsoppervlakten die gebruikt worden door verscheidene ondernemingen of degene die naast luchthavens gebouwd zijn;
- t) de watermassa's, de opvangpost, de bewakingspost en eventueel de andere infrastructuren voor veiligheidspreventie binnen erkenningsomtrekken waarin dergelijke maatregelen nodig zijn ten opzichte van de beschutte activiteiten;
- u) de bouw van openbare zuiveringsstations bestemd voor verscheidene ondernemingen alsook andere maatregelen om toevallige verontreiniging te voorkomen dan degene die voorzien zijn in het kader van de milieuvergunningen;
- v) de werken voor de bouw van een openbaar sorteer- of inzamelcentrum wegens de aanwezigheid van een grote hoeveelheid afvalstoffen van diverse aard;
- w) de werken voor de inrichting en de aansluiting van de interne ruimten op een gebouw om er individuele en verplaatsbare cellen met het oog op de vestiging van ondernemingen te verbinden.

§ 3. De volgende elementen vormen de basisberekening voor de subsidie voor een ontsluiting die bestaat in de oprichting, de aankoop of de verbouwing van een gebouw voor tijdelijk onthaal of van ondersteunend dienstencentrum :

- a) de aankoopprijs van het gebouw verminderd met de prijs van het terrein bepaald door het aankoopcomité of een college van drie notarissen met inachtneming van artikel 38 van het decreet en artikel 20;
- b) de verbouwings- of bouwwerken rekening houdende met het bedrag waarvoor ze zijn toegewezen;
- c) voor zover ze nodig zijn voor de inbedrijfstelling ervan, de werken gebonden aan elke openbare uitrusting zowel binnen of buiten het perceel waarin het gebouw is gevestigd, rekening houdende met het bedrag waarvoor ze zijn toegewezen.

**Art. 29.** De volgende elementen vormen de basisberekening voor de subsidie voor een aankoop in de zin van artikel 59, tweede lid, van het decreet :

- a) de aankoopprijs van het terrein beperkt tot het bedrag dat geëvalueerd is door het aankoopcomité of een college van drie notarissen bedoeld in artikel 38 van het decreet;
- b) de wettelijke aankoopkosten die niet hoger mogen zijn dan degene betreffende de aankoopprijs;
- c) de meetkosten.

**Art. 30.** § 1. De handelingen en werken voor de renovatie of de verbetering die uitgevoerd moeten worden op infrastructuren die bestemd zijn voor de vestiging van economische activiteiten sinds minstens 20 jaar te rekenen van de voorlopige oplevering van de uitrustingswerken en die onder het openbaar domein ressorteren of daarvoor bestemd zijn, vormen de basisberekening voor de subsidie voor een herdynamisering in de zin van artikel 1, 4°, van het decreet.

De kosten van die werken worden bepaald rekening houdende met het bedrag waarvoor ze zijn toegewezen.

§ 2. De volgende kosten vormen de basisberekening voor de subsidie voor een terugkoop :

- a) de prijs van het goed beperkt tot het bedrag dat geëvalueerd is door het aankoopcomité of een college van drie notarissen bedoeld in artikel 38 van het decreet;
- b) de wettelijke aankoopkosten die niet hoger mogen zijn dan degene betreffende de aankoopprijs;
- c) de meetkosten.

**Art. 31.** Vormen de berekeningsbasis voor de subsidie voor de algemene kosten die bestaan in onderzoeken in de zin van artikel 1, 5°, van het decreet : het bedrag van de aanvankelijke opdracht vermeerderd, in voorkomend geval, met de door de Minister toegelaten overschrijdingen overeenkomstig artikel 64, tweede lid, van het decreet, voor zover deze overschrijdingen bijkomende prestaties inzake onderzoeken, leiding of toezicht hebben doen ontstaan.

#### HOOFDSTUK II. — Procedure voor de toekenning van subsidies

**Art. 32.** De subsidieaanvraag omvat de volgende elementen voor de ontsluitingen die bestaan in handelingen en werken uitgevoerd op onroerende goederen gelegen binnen een erkenningsomtrek om de vestiging of de ontwikkeling van economische activiteiten mogelijk te maken of in handelingen en werken nodig voor de uitvoering van de erkenningsomtrek en uitgevoerd buiten bedoelde omtrek :

- a) de voorlegging van de resultaten van de gunning van de opdracht bij toepassing van de wet 15 juni 2006 overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;
- b) het attest van de operator waaruit blijkt dat de belasting op de toegevoegde waarde niet door hem kan worden teruggevorderd;

- c) de identificatie van het project waarvoor de subsidie wordt aangevraagd in het meerjarig programma van infrastructurele investeringen of in de bijwerkingen ervan;
- d) voor de "parken 2020" in de zin van artikel 66, § 2, tweede lid, f) van het decreet : de verhouding van de operationele oppervlakte van de erkenningsomtrek gelegen op het grondgebied van de betrokken gemeente(n);
- e) voor de omtrekken waarin een co-investeringshandeling te verrichten is : de verhouding van de oppervlakte van de erkenningsomtrek waarin de particuliere investering wordt verricht;
- f) voor de infrastructuur bestemd voor de netten voor het vervoer en de distributie van water, gas en elektriciteit : de kosten van de infrastructuur die aan de netbeheerder overgedragen moet worden;
- g) voor de omtrekken waarin andere investeringen dan degene die gebonden zijn aan een economische activiteit die zich in die omtrek zou kunnen vestigen, uitgevoerd moeten worden door een privaatrechtelijke persoon : de verhouding van de operationele oppervlakte van de omtrek bestemd voor die investeringen.

**Art. 33. § 1.** De subsidieaanvraag omvat de volgende elementen voor de ontsluitingen die bestaan in de oprichting, de aankoop of de verbouwing van een gebouw voor tijdelijk onthaal of van ondersteunend dienstencentrum :

- a) de voorlegging van de resultaten van de gunning van de opdracht bij toepassing van de wet 15 juni 2006 overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;
- b) in voorkomend geval, het attest van de operator waaruit blijkt dat de belasting op de toegevoegde waarde niet door hem kan worden teruggevorderd;
- c) de identificatie van het project waarvoor de subsidie wordt aangevraagd in het meerjarig programma van infrastructurele investeringen of in de bijwerkingen ervan.

§ 2. De subsidieaanvraag omvat de volgende elementen voor de ontsluitingen die bestaan in de oprichting van een gebouw voor tijdelijk onthaal of van ondersteunend dienstencentrum :

- a) de evaluatie van het goed verricht door het aankoopcomité of door het college van drie notarissen overeenkomstig artikel 38 van het decreet;
- b) in voorkomend geval, het attest van de operator waaruit blijkt dat de belasting op de toegevoegde waarde niet door hem kan worden teruggevorderd;
- c) de identificatie van het project waarvoor de subsidie wordt aangevraagd in het meerjarig programma van infrastructurele investeringen of in de bijwerkingen ervan.

**Art. 34.** Voor de herdynamisering omvat de subsidieaanvraag de volgende elementen :

- a) de voorlegging van de resultaten van de gunning van de opdracht bij toepassing van de wet 15 juni 2006 overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;
- b) het attest van de operator waaruit blijkt dat de belasting op de toegevoegde waarde niet door hem kan worden teruggevorderd;
- c) de identificatie van het project waarvoor de subsidie wordt aangevraagd in het meerjarig programma van infrastructurele investeringen of in de bijwerkingen ervan;
- d) voor de infrastructuur bestemd voor de netten voor het vervoer en de distributie van water, gas en elektriciteit : de kosten van de infrastructuur die aan de netbeheerder overgedragen moet worden.

**Art. 35. § 1.** De subsidieaanvraag omvat, voor de andere aankopen dan die bedoeld in artikel 33, § 2, en voor de terugkopen, de volgende elementen :

- a) de evaluatie van het goed die de verdeling tussen de prijs van het terrein en van het gebouw laat vertonen en die verricht is door het aankoopcomité of door het college van drie notarissen overeenkomstig artikel 38 van het decreet;
- b) in voorkomend geval, de identificatie van het project waarvoor de subsidie wordt aangevraagd in het meerjarig programma van infrastructurele investeringen of in de bijwerkingen ervan.

§ 2. De subsidieaanvraag voor de onderzoeken wordt ingediend met de subsidieaanvraag m.b.t. de handelingen en werken van ontsluiting of herdynamisering.

### HOOFDSTUK III. — *Vereffeningprocedure, basisberekening en subsidiepercentage*

#### *Afdeling 1. — Algemene bepalingen*

**Art. 36.** Er wordt geen subsidie voor dezelfde handelingen en werkingen toegekend indien een project reeds in aanmerking komt voor subsidies op grond van andere gewestelijke wetgevingen.

Voor zover het totaalbedrag van de subsidies het bedrag van de handelingen en werken niet overschrijdt, wordt de in artikel 59 van het decreet bedoelde subsidie toegelaten ondanks de inning op dat goed van elke som overeenkomstig hoofdstuk VIII van het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer, van titel I, van Boek V, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling en van elke som voor de bouw of de wijziging van door het Waalse Gewest gefinancierde wegen.

**Art. 37.** Tot 30 juni van elk jaar worden de twee derde van de kredieten van de oorspronkelijke begroting van het lopende jaar, die niet gebonden zijn aan een alternatieve financiering of aan een Europese medefinanciering en die aangewend worden voor de financiering van de verrichtingen geregeld bij het decreet, bestemd voor de subsidieaanvragen ontvangen uiterlijk op 31 mei en betreffende projecten opgenomen in de meerjarige programma's van infrastructurele investeringen, of in de bijwerkingen ervan, en voorzien van een visum door de Regering.

Op 31 mei maakt de leidend ambtenaar de lijst op van de ontvangen aanvragen.

Op 30 juni maakt de Minister de lijst op van de aanvragen die in aanmerking komen voor de subsidies, onder de lijst van de ontvangen aanvragen.

Als het totaalbedrag van de ontvangen aanvragen hoger is dan de twee derde van de beschikbare oorspronkelijke begroting zorgt de Minister ervoor het gebruik van de kredieten te optimaliseren. Als het bedrag kleiner is dan de twee derde, wordt het saldo vanaf 1 juli opnieuw bestemd voor alle andere subsidiabele aanvragen voor het lopende jaar.

Indien een subsidie rekening houdende met de beschikbare begroting in de loop van het jaar niet toegekend heeft kunnen worden, kan de operator zijn aanvraag voor het volgende jaar bevestigen via de opnemings ervan in het meerjarig programma of de bijwerking ervan alsook via de zending van een schrijven aan de leidend ambtenaar.

#### *Afdeling 2. — Subsidiepercentage*

**Art. 38.** § 1. Het percentage van de subsidie toegekend voor een ontsluiting die bestaat in handelingen en werken uitgevoerd op onroerende goederen gelegen binnen een erkenningsomtrek om de vestiging of de ontwikkeling van economische activiteiten mogelijk te maken of in handelingen en werken nodig voor de uitvoering van de erkenningsomtrek en uitgevoerd buiten bedoelde omtrek wordt bepaald als volgt :

De binnen de omtrek uitgevoerde handelingen, werken en onderzoeken genieten een basispercentage van de subsidie van 65 %.

Het basispercentage kan verhoogd worden met maximum 20 % in alle gevallen en voorwaarden bepaald in bijlage VIII.

§ 2. Onder "regionaal park" wordt verstaan de omtrek die bijdraagt tot de uitvoering van de prioritaire plannen van bedrijfsruimten of van de alternatieve financieringsprogramma's SOWAFINAL voor zover de erkenningsomtrek een oppervlakte van minstens 20 ha heeft.

De verhoging is ook van toepassing voor de budgettaire aanrekeningen op de gewone kredieten van de begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest.

§ 3. Onder "gespecialiseerd park" wordt verstaan de omtrek die over minstens 75 % van zijn nuttige oppervlakte bestemd is :

- a) voor de vestiging van activiteitensectoren die ressorteren onder één van concurrentiepolen van Wallonië;
- b) of om erkend te worden als wetenschappelijk park en het net "Science Parks of Wallonia" te integreren;
- c) of voor de vestiging van een bepaald aantal activiteitensectoren wegens elementen specifiek aan de omtrek, waarbij zijn economische oriëntatie wordt gerechtvaardigd; deze specifieke elementen kunnen met name de volgende zijn :
  - i. de overdrukken of de bijkomende voorschriften in het gewestplan;
  - ii. de nabijheid van de grondstof;
  - iii. de nabijheid van een voornamelijke verkeersinfrastructuur;
  - iv. de bijzondere hernieuwbare energiebronnen;
- d) of voor de vestiging van economische activiteiten op verschillende percelen met een oppervlakte van minstens 10 hectare, gelegen in de nabijheid van de hoofdverkeersassen zoals snelwegen, havens en luchthavens, waar multimodale bewegingen mogelijk zijn.

Mag niet als "gespecialiseerd park" beschouwd worden, de omtrek die er zich toe beperkt om :

- a) activiteitensectoren bedoeld in de Belgische versie van de statistieke nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschap (NACE-BEL) uit te sluiten;
- b) of sommige activiteitensectoren overeenkomstig het decreet of andere wetgevingen uit te sluiten;
- c) of de toegelaten activiteitensectoren op te sommen op basis van uitsluitend :
  - de zonering voortvloeiend uit het gewestplan; of
  - het gepolste verzorgingsgebied van de activiteiten; of
  - de plaatselijke tewerstellingsmogelijkheden; of
  - de gepolste kwalificatie van de te scheppen banen; of
  - de afmeting van de percelen.

§ 4. Onder "publiek-privé-park" wordt verstaan de omtrek die uitgevoerd wordt :

- ofwel door een operator van categorie B in de zin van artikel 3, § 2, van het decreet, van wie de investering minstens 50 % van het totaalbedrag van de investering binnen de omtrek vertegenwoordigt;
- ofwel via een co-investering op voorwaarde dat de investering van de privaatrechtelijke rechtspersoon binnen de erkenningsomtrek minimum 20 % van het totaalbedrag van de investering binnen de omtrek vertegenwoordigt en dat ze niet uitsluitend de vorm aanneemt van een verrichting voor de onroerende bemiddeling, bevordering of ontwikkeling.

§ 5. Onder "publiek-privé-park" wordt verstaan de omtrek waarin elke van de privaatrechtelijke rechtspersoon betrokken bij of deelnemend aan het project de totale investering nodig voor de ontsluiting van de omtrek ter hoogte van minstens 25 % financiert.

§ 6. Onder "duurzaam park" wordt verstaan de omtrek die rekening houdt met de uitdagingen gebonden aan de duurzame ontwikkeling voor zover het :

- de oprichting van een micro-bedrijfsruimte in een bebouwd milieu beoogt, waarbij het stadsweeffel geregenereerd kan worden of economische activiteiten in een stedelijk milieu opnieuw kunnen worden gevestigd voor zover de omtrek een oppervlakte van maximum 10 hectare heeft; of,
- elke inrichting uitvoert binnen of buiten de omtrek gebonden, zelfs gedeeltelijk, aan minstens twee hernieuwbare energiebronnen waarvan meerdere ondernemingen binnen de omtrek genieten voor zover hun openbare financiering wordt toegelaten; of,
- minstens vijf van de uitrustingen, inrichtingen of installaties bedoeld in artikel 5, § 2, tweede lid uitvoert.

§ 7. Onder "park 'herin te richten locatie" wordt verstaan de omtrek waarvan minstens 75 % van zijn oppervlakte opgenomen wordt in een omtrek van een herin te richten locatie of van een locatie tot herstel van landschap en leefmilieu in de zin van het Wet van Ruimtelijke Ontwikkeling.

§ 8. Indien de omtrek op het grondgebied van meerdere gemeenten wordt bepaald, wordt de verhoging in het "park 2020" die op het grondgebied van één of meerdere van deze gemeenten toepasselijk is, vastgelegd naar rato van de betrokken oppervlakte.

§ 9. Voor de werken betreffende de oprichting van wegen die onder het gewestelijk openbaar domein ressorteren of die daarvoor bestemd zijn, wordt het subsidiepercentage bepaald op 80 % en is geen enkele verhoging van toepassing. Voor die werken kan het subsidiepercentage voor de algemene kosten op 100 % bepaald worden.

**Art. 39.** Het bedrag de subsidie toegekend voor een ontsluiting die bestaat in de oprichting, de aankoop of de verbouwing van een gebouw voor tijdelijk onthaal of van ondersteunend dienstencentrum wordt als volgt bepaald.

Het bedrag wordt op 80 % van de basisberekeningen voor de subsidie bepaald zonder dat bedoelde subsidie 375 000 euro mag overschrijden voor een gebouw voor tijdelijk onthaal en 500 000 euro voor een ondersteunend dienstencentrum.

Indien het gebouw gelegen is in een omtrek die de verhoging voor "regionaal park" of "gespecialiseerd park" of "park 'herin te richten locatie'" geniet, worden de in het vorige lid bedoelde bedragen met 50 % verhoogd.

Het bedrag van de in het tweede lid bedoelde subsidie mag het verschil tussen de investeringskosten en de winstmarge van de investering niet overschrijden. De winstmarge wordt afgetrokken van de ex-ante-investeringskosten op grond van redelijke projecties.

**Art. 40.** Het subsidiepercentage toegekend voor een herdynamisering in de zin van artikel 1, 4°, van het decreet is 80 %.

**Art. 41.** Het subsidiepercentage toegekend voor een terugkoop in de zin van de artikelen 83 en 84 van het decreet is 30 %.

**Art. 42.** Het subsidiepercentage van de algemene kosten die bestaan in onderzoeken in de zin van artikel 1, 5°, van het decreet is het volgende :

- a) voor onderzoeks- en leidingskosten :
  1. maximum zes procent voor de eerste schijf van de gesubsidieerde werken tot 250 000 euro;
  2. maximum vier procent voor de tweede schijf van de gesubsidieerde werken, inbegrepen tussen 250 000 euro en 500 000 euro;
  3. maximum drie procent voor het gedeelte van de gesubsidieerde werken hoger dan 500 000 euro;
- b) voor toezichtkosten, drie procent van het totaalbedrag van de gesubsidieerde werken;
- b) voor administratieve kosten, één procent van het totaalbedrag van de gesubsidieerde werken.

**Art. 43.** Het subsidiepercentage toegekend voor de aankoop van het onroerend goed bedoeld in artikel 59, tweede lid, van het decreet is het volgende :

- a) 15 %;
- b) of 50 % wanneer de aankoop betrekking heeft op een onroerend goed gelegen :
  - i. op de gebieden van de spoorweginfrastructuren in de zin van artikel D.II.19 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling; of
  - ii. in een woongebied, in een woongebied met landelijk karakter, in een gebied voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen, in een gebied waarvan de inrichting door de gemeente onderworpen is aan een overleg of in een gebied met een industrieel karakter waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, in het gewestplan; of,
  - iii. in een omtrek van een herin te richten locatie of een locatie tot herstel van landschap en leefmilieu in de zin van het Wet van Ruimtelijke Ontwikkeling.

In dit geval heeft de subsidie betrekking op de aankoopprijs van het onroerend goed beperkt tot de prijs geëvalueerd door het Aankoopcomité of door het college van drie notarissen, op de algemene aankoopkosten die niet hoger mogen zijn dan de kosten betreffende de aankoopprijs en de meetkosten.

### *Afdeling 3. — Vereffening van de subsidies*

**Art. 44.** De subsidie toegekend voor een ontsluiting in de zin van artikel 1, 3°, van het decreet, die bestaat in handelingen en werken uitgevoerd op onroerende goederen gelegen binnen een erkenningsomtrek om de vestiging of de ontwikkeling van economische activiteiten mogelijk te maken of in handelingen en werken nodig voor de uitvoering van de erkenningsomtrek en uitgevoerd buiten bedoelde omtrek wordt vereffend als volgt :

- a) een voorschot van 30 % van het bedrag van de subsidie op vertoon van de brief van de operator waarbij hij de aannemer het bevel geeft de werken aan te vatten;
- b) een voorschot van 30% van het bedrag van de subsidie wanneer het samengevoegd bedrag van de uitgevoerde werken 30% van het bedrag van de in het toekenningsbesluit subsidieerbaar verklaarde werken bedraagt;
- c) een voorschot van 20 % van het bedrag van de subsidie wanneer het samengevoegd bedrag van de uitgevoerde werken 60% van het bedrag van de in het toekenningsbesluit subsidieerbaar verklaarde werken bedraagt;
- d) het saldo van de subsidie bij de goedkeuring op voorlegging van de eindafrekening van alle werken.

De subsidie voor de algemene kosten wordt ten belope van twee derde uitbetaald op vertoon van de brief van de operator waarbij hij de aannemer het bevel geeft de werken aan te vatten en van een derde na goedkeuring van de in aanmerking komende uitgaven van de door de operator goedgekeurde eindafrekening en van het proces-verbaal van voorlopige oplevering.

**Art. 45.** De subsidie toegekend voor een ontsluiting in de zin van artikel 1, 3°, van het decreet, die bestaat in de oprichting, de aankoop of de verbouwing van een gebouw voor tijdelijk onthaal of van ondersteunend dienstencentrum wordt bepaald als volgt :

- a) een voorschot van 75 % van het bedrag van de subsidie op vertoon van de brief van de operator waarbij hij de aannemer het bevel geeft de werken aan te vatten;
- b) het saldo van de subsidie na goedkeuring van de in aanmerking komende uitgaven van de eindafrekening goedgekeurd door de operator van alle werken.

De subsidie voor de algemene kosten met betrekking tot de werken waarvan sprake in het eerste lid wordt uitbetaald na goedkeuring van de in aanmerking komende uitgaven van de door de operator goedgekeurde eindafrekening en van het proces-verbaal van voorlopige oplevering.

**Art. 46.** De subsidie toegekend voor een herdynamisering in de zin van artikel 1, 4°, van het decreet wordt uitbetaald als volgt :

- 1° een voorschot van 30 % van het bedrag van de subsidie op vertoon van de brief van de operator waarbij hij de aannemer het bevel geeft de werken aan te vatten;
- 2° een voorschot van 30% van het bedrag van de subsidie wanneer het samengevoegd bedrag van de uitgevoerde werken 30% van het bedrag van de in het toekenningsbesluit subsidieerbaar verklaarde werken bedraagt;
- 3° een voorschot van 20 % van het bedrag van de subsidie wanneer het samengevoegd bedrag van de uitgevoerde werken 60% van het bedrag van de in het toekenningsbesluit subsidieerbaar verklaarde werkzaamheden bedraagt;
- 4° het saldo van de subsidie na goedkeuring van de in aanmerking komende uitgaven van de eindafrekening goedgekeurd door de operator van alle werken.

De subsidie voor de algemene kosten wordt ten belope van twee derde uitbetaald op vertoon van de brief van de operator waarbij hij de aannemer het bevel geeft de werken aan te vatten en van een derde na goedkeuring van de in aanmerking komende uitgaven van de door de operator goedgekeurde eindafrekening en van het proces-verbaal van voorlopige oplevering.

**Art. 47.** De subsidie toegekend voor een gedwongen terugkoop bedoeld in artikel 83 van het decreet of voor elke terugkoop van een gebouw in geval van opzegging van de huurovereenkomst of van afstand van zakelijke rechten bedoeld in artikel 84 van het decreet wordt uitbetaald op voorlegging van de authentieke akte tot vastlegging van de overdracht van eigendom van het goed aan de operator.

**Art. 48.** De subsidie toegekend voor de aankoop van het onroerend goed bedoeld in artikel 59, tweede lid, van het decreet wordt in één keer uitbetaald op voorlegging van de authentieke akte tot vastlegging van de overdracht van eigendom van het goed aan de operator en van de rechtvaardiging van de subsidiabele kosten.

**Art. 49.** De bijkomende subsidie toegekend voor een overschrijding van het gegunde bedrag overeenkomstig artikel 64, tweede lid, van het decreet, wordt uitbetaald na goedkeuring door de operator van de subsidiabele uitgaven van het supplement in de eindafrekening en van het proces-verbaal van voorlopige oplevering.

**Art. 50.** Ten gevolge van een beslissing tot wijziging van het subsidiepercentage overeenkomstig artikel 67, tweede lid, van het decreet kan de Minister, om een geïnde subsidie terug te vorderen, overgaan tot een compensatie tussen te terug te vorderen sommen en de aan de operator verschuldigde sommen rekening houdende met de goedgekeurde eindafrekening.

Wanneer het terug te vorderen bedrag hoger is dan het aan de operator verschuldigde bedrag, verplicht de Minister de operator om het saldo terug te betalen.

**Art. 51.** De leidend ambtenaar gaat over tot de jaarlijkse controle op de financiële toestand m.b.t. de kosten en alle geïnde ontvangsten of vaststaande ontvangsten van het project overgemaakt door de operator van categorie B op basis van artikel 71, eerste lid, g), van het decreet.

De leidend ambtenaar kan vorderen om door de operator in het bezit te worden gesteld van alle boekhoudkundige, fiscale of financiële bewijsstukken die hij nodig acht.

Indien de op 31 december besloten boekhoudkundige, fiscale of financiële toestand als voorlopig moet worden beschouwd, kan de leidend ambtenaar vorderen om door de operator in het bezit te worden gesteld van de vaststelling van de definitieve rekeningen aangenomen na de overmaking van het jaarverslag.

Wanneer uit de financiële toestand blijkt dat het project overeenkomstig artikel 68 van het decreet een winstmarge ten gunste van de operator van categorie B genereert, brengt de leidend ambtenaar de operator in kennis daarvan die overgaat tot de terugbetaling van de subsidie, vastgesteld in verhouding tot de winstmarge en vermeerderd met de interesten berekend op basis van het referentiepercentage aangenomen door de Europese Commissie op grond van artikel 10 van Verordening (EG) nr. 794/2004 van de Commissie van 21 april 2004 tot uitvoering van Verordening (EG) nr. 659/1999 van de Raad tot vaststelling van nadere bepalingen voor de toepassing van artikel 93 van het EG-Verdrag.

#### HOOFDSTUK IV. — *Afschaffing van het economische gebruik van het gesubsidieerde goed*

**Art. 52.** Om over te gaan tot de evenredige terugvordering van de subsidie overeenkomstig artikel 70 van het decreet, kan de Minister zich gronden op de inkomstenbron veroorzaakt door de vervanging van het economische gebruik van het goed door een ander gebruik en berekend op basis van de prijs van het gesubsidieerde gebouw, verminderd met een aflossing hiervan gespreid over een duur die in het besluit tot subsidiatoekenning vastligt.

#### HOOFDSTUK V. — *Rapportering, controle en sancties*

**Art. 53.** Het verslag van de operator wordt bepaald overeenkomstig het formulier bedoeld in bijlage IX bij dit besluit.



**Art. 54.** De mededeling van de leidend ambtenaar waarbij de operator in kennis wordt gesteld van de vastgestelde tekortkomingen, wordt bij elk procédé waarbij een vaste datum aan de ontvangst ervan wordt verleend, aan de operator gericht.

De beslissing van de Minister wordt bij elk procédé waarbij het bewijs van de datum van zending en van de ontvangst ervan wordt geleverd, aan de operator meegedeeld.

#### TITEL 5. — Terbeschikkingstelling

**Art. 55.** Indien er geen beroep op het aankoopcomité wordt gedaan, leeft het beroep op een college van drie notarissen om de prijs te bepalen van de over te dragen rechten of om akten van verkoop, overdracht van zakelijke rechten of huur van hand tot hand op te stellen, de in artikel 20 bepaalde principes na.

#### TITEL 7. — Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen

**Art. 56.** De bevoegdheden toegekend aan de Regering door de artikelen 4, lid 4, 12, §§ 1 en 2, lid 1, 4 en 6, 13, 17, §§ 1 en 2, lid 1, 4 en 6, 18, 20, 21, 31, 32, 36, 46, §§ 1 en 2, lid 1 et 3, 47, 51, 59, 62, 66, § 2, lid 5, 67, lid 2, 69, 70, 71, lid 3, 73, 76, lid 1 en 2, 86, lid 2, 87, en 88, van het decreet worden door de Minister uitgeoefend.

**Art. 57.** Het decreet van 2 februari 2017 betreffende de ontwikkeling van bedrijfsparken treedt in werking op 1 september 2017 met uitzondering van de artikelen 4, lid 1, 2 en 5, 60, lid 1, 71, lid 1 en 3, en 76, lid 1 en 2, die op 1 januari 2018 in werking treden.

De uitsluiting van de kleinhandel in de erkenningsomtrek, zoals bepaald in artikel 1, 1<sup>o</sup>, van het decreet, is niet van toepassing voor de handels die regelmatig gevestigd zijn in elke erkenningsomtrek goedgekeurd voor de inwerkingtreding van het decreet behalve indien het besluit dat bedoelde erkenningsomtrek heeft aangenomen, er de kleinhandel heeft uitgesloten.

De periode van het meerjarig programma van infrastructurele investeringen bedoeld in artikel 4, eerste lid, van het decreet is geënt op de duur van de lopende gewestelijke legislatuur. Bij wijze van overgangsmaatregel wordt het programma en de bijwerkingen ervan die ten gevolge van de inwerkingtreding van het decreet uitgewerkt moeten worden, vastgelegd over een periode die op 1 januari 2018 begint en die op 31 december 2019 eindigt.

Overeenkomstig artikel 85, tweede lid, b), van het decreet, worden de gevolgen van het decreet van 11 maart 2004 gehandhaafd wat betreft de mogelijkheid bedoeld in artikel 13 van het decreet van 11 maart 2004 maart betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid voor de operator om een van het visum van het comité voorzien aanbod in der minne of in rechte voor te stellen tot de inwerkingtreding van de in artikel 20 bedoelde overeenkomst die tussen het Waalse Gewest en de Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat gesloten moet worden.

**Art. 58.** Het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid wordt opgeheven op 1 september 2017.

**Art. 59.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 2017 met uitzondering van de artikelen 14, § 2, lid 2, 37 en 51, lid 1, die op 1 januari 2018 in werking treden.

**Art. 60.** De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 mei 2017

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,  
M. PREVOT

Bijlage I : formulier betreffende het meerjarig programma van infrastructurele investeringen en de bijwerkingen ervan

Bijlage II : Formulier voor de aanvraag voor een erkenningsomtrek

Bijlage III : Formulier voor de aanvraag voor een oteigeningsbesluit

Bijlage IV : Formulier voor een verzamelaanvraag

Bijlage V : Formulier voor een aanvraag voor een omtrek van voorkoop

Bijlage VI : Formulier betreffende een intentieverklaring tot vervreemding

Bijlage VII : Formulier ter bevestiging van het bestaan van een intentieverklaring tot vervreemding verricht voor de ontvangst van een authentieke akte

Bijlage VIII : Tabel van de verhogingen van de percentages van de subsidie toegekend voor een ontsluiting die bestaat in handelingen en werken uitgevoerd op onroerende goederen gelegen binnen een erkenningsomtrek om de vestiging of de ontwikkeling van economische activiteiten mogelijk te maken of in handelingen en werken nodig voor de uitvoering van de erkenningsomtrek en uitgevoerd buiten bedoelde omtrek.

Bijlage IV : formulier voor het jaarlijks verslag van de operatoren

BIJLAGE I: FORMULIER BETREFFENDE HET MEERJARIG PROGRAMMA VAN INFRASTRUCTURELE INVESTERINGEN EN DE BIJWERKINGEN ERVAN

1. OMSCHRIJVING VAN DE DOELSTELLINGEN DIE DE OPERATOR VIA ZIJN INVESTERINGEN WIL BEREIKEN

- 1.1. Sociaal-economische doelstellingen
- 1.2. Doelstellingen inzake duurzame ontwikkeling
- 1.3. Doelstellingen inzake de valorisatie van de bestaande of overwogen infrastructuren en activiteiten

2. OPSOMMING, VOLGENS DE VOORKEUR IN DE TIJD, VAN DE DOOR DE OPERATOR GEPROGRAMMEERDE INVESTERINGEN VOOR DE VIJF VOLGENDE JAREN

2.1. Jaar 1

PROJECT	OPSCHRIJFT	VOORWERP	PLAATS	OPPERVLAKTEN (HA)	RECHTSTOESTAND	Bestaande/overwogen economische activiteiten	ERKENNINGSONTREK	ONTEIGENINGSBESLUIT	VOORKOOPRECHT	DEELNAME AAN DE ALGEMENE DOELSTELLINGEN
PROJECT 1		<input type="checkbox"/> Onderzoeken <input type="checkbox"/> Ontsluiting <input type="checkbox"/> Terrein <input type="checkbox"/> Gebouw voor tijdelijk onthaal <input type="checkbox"/> Ondersteunend dienstencentrum <input type="checkbox"/> Herdynamisering <input type="checkbox"/> Terugkoop		<input type="checkbox"/> operationeel <input type="checkbox"/> nuttig	Gewestplan Recht van de operator op de goederen		<input type="checkbox"/> Bestaand <input type="checkbox"/> In onderzoek zijnde aanvraag <input type="checkbox"/> In te dienen aanvraag	<input type="checkbox"/> Bestaand <input type="checkbox"/> Lopende aanvraag <input type="checkbox"/> In te dienen aanvraag <input type="checkbox"/> Zonder voorwerp	<input type="checkbox"/> Bestaand <input type="checkbox"/> Lopende aanvraag <input type="checkbox"/> In te dienen aanvraag <input type="checkbox"/> Zonder voorwerp	
PROJECT 2		<input type="checkbox"/> Onderzoeken <input type="checkbox"/> Ontsluiting <input type="checkbox"/> Terrein <input type="checkbox"/> Gebouw voor tijdelijk onthaal <input type="checkbox"/> Ondersteunend dienstencentrum <input type="checkbox"/> Herdynamisering <input type="checkbox"/> Terugkoop		<input type="checkbox"/> operationeel <input type="checkbox"/> nuttig	Gewestplan Recht van de operator op de goederen		<input type="checkbox"/> Bestaand <input type="checkbox"/> In onderzoek zijnde aanvraag <input type="checkbox"/> In te dienen aanvraag	<input type="checkbox"/> Bestaand <input type="checkbox"/> Lopende aanvraag <input type="checkbox"/> In te dienen aanvraag <input type="checkbox"/> Zonder voorwerp	<input type="checkbox"/> Bestaand <input type="checkbox"/> Lopende aanvraag <input type="checkbox"/> In te dienen aanvraag <input type="checkbox"/> Zonder voorwerp	
PROJECT 3		<input type="checkbox"/> Onderzoeken <input type="checkbox"/> Ontsluiting <input type="checkbox"/> Terrein <input type="checkbox"/> Gebouw voor tijdelijk onthaal <input type="checkbox"/> Ondersteunend dienstencentrum <input type="checkbox"/> Herdynamisering <input type="checkbox"/> Terugkoop		<input type="checkbox"/> operationeel <input type="checkbox"/> nuttig	Gewestplan Recht van de operator op de goederen		<input type="checkbox"/> Bestaand <input type="checkbox"/> In onderzoek zijnde aanvraag <input type="checkbox"/> In te dienen aanvraag	<input type="checkbox"/> Bestaand <input type="checkbox"/> Lopende aanvraag <input type="checkbox"/> In te dienen aanvraag <input type="checkbox"/> Zonder voorwerp	<input type="checkbox"/> Bestaand <input type="checkbox"/> Lopende aanvraag <input type="checkbox"/> In te dienen aanvraag <input type="checkbox"/> Zonder voorwerp	
PROJECT 4		<input type="checkbox"/> Onderzoeken		<input type="checkbox"/> operationeel	Gewestplan		<input type="checkbox"/> Bestaand	<input type="checkbox"/> Bestaand	<input type="checkbox"/> Bestaand	







PROJECT 1	<input type="checkbox"/> Onderzoeken <input type="checkbox"/> Ontsluiting <input type="checkbox"/> Terrein <input type="checkbox"/> Gebouw voor tijdelijk onthaal <input type="checkbox"/> Ondersteunend dienstencentrum <input type="checkbox"/> Herdynamisering <input type="checkbox"/> Terugkoop		<input type="checkbox"/> operationeel <input type="checkbox"/> nuttig	Gewestplan Recht van de operator op de goederen		<input type="checkbox"/> Bestaand <input type="checkbox"/> In onderzoek zijnde aanvraag <input type="checkbox"/> In te dienen aanvraag	<input type="checkbox"/> Bestaand <input type="checkbox"/> Lopende aanvraag <input type="checkbox"/> In te dienen aanvraag <input type="checkbox"/> Zonder voorwerp	<input type="checkbox"/> Bestaand <input type="checkbox"/> Lopende aanvraag <input type="checkbox"/> In te dienen aanvraag <input type="checkbox"/> Zonder voorwerp
PROJECT 2	<input type="checkbox"/> Onderzoeken <input type="checkbox"/> Ontsluiting <input type="checkbox"/> Terrein <input type="checkbox"/> Gebouw voor tijdelijk onthaal <input type="checkbox"/> Ondersteunend dienstencentrum <input type="checkbox"/> Herdynamisering <input type="checkbox"/> Terugkoop		<input type="checkbox"/> operationeel <input type="checkbox"/> nuttig	Gewestplan Recht van de operator op de goederen		<input type="checkbox"/> Bestaand <input type="checkbox"/> In onderzoek zijnde aanvraag <input type="checkbox"/> In te dienen aanvraag	<input type="checkbox"/> Bestaand <input type="checkbox"/> Lopende aanvraag <input type="checkbox"/> In te dienen aanvraag <input type="checkbox"/> Zonder voorwerp	<input type="checkbox"/> Bestaand <input type="checkbox"/> Lopende aanvraag <input type="checkbox"/> In te dienen aanvraag <input type="checkbox"/> Zonder voorwerp
PROJECT 3	<input type="checkbox"/> Onderzoeken <input type="checkbox"/> Ontsluiting <input type="checkbox"/> Terrein <input type="checkbox"/> Gebouw voor tijdelijk onthaal <input type="checkbox"/> Ondersteunend dienstencentrum <input type="checkbox"/> Herdynamisering <input type="checkbox"/> Terugkoop		<input type="checkbox"/> operationeel <input type="checkbox"/> nuttig	Gewestplan Recht van de operator op de goederen		<input type="checkbox"/> Bestaand <input type="checkbox"/> In onderzoek zijnde aanvraag <input type="checkbox"/> In te dienen aanvraag	<input type="checkbox"/> Bestaand <input type="checkbox"/> Lopende aanvraag <input type="checkbox"/> In te dienen aanvraag <input type="checkbox"/> Zonder voorwerp	<input type="checkbox"/> Bestaand <input type="checkbox"/> Lopende aanvraag <input type="checkbox"/> In te dienen aanvraag <input type="checkbox"/> Zonder voorwerp
PROJECT 4	<input type="checkbox"/> Onderzoeken <input type="checkbox"/> Ontsluiting <input type="checkbox"/> Terrein <input type="checkbox"/> Gebouw voor tijdelijk onthaal <input type="checkbox"/> Ondersteunend dienstencentrum <input type="checkbox"/> Herdynamisering <input type="checkbox"/> Terugkoop		<input type="checkbox"/> operationeel <input type="checkbox"/> nuttig	Gewestplan Recht van de operator op de goederen		<input type="checkbox"/> Bestaand <input type="checkbox"/> In onderzoek zijnde aanvraag <input type="checkbox"/> In te dienen aanvraag	<input type="checkbox"/> Bestaand <input type="checkbox"/> Lopende aanvraag <input type="checkbox"/> In te dienen aanvraag <input type="checkbox"/> Zonder voorwerp	<input type="checkbox"/> Bestaand <input type="checkbox"/> Lopende aanvraag <input type="checkbox"/> In te dienen aanvraag <input type="checkbox"/> Zonder voorwerp

3. Voorstelling van de voor de uitvoering van die investeringen overwogen financieringswijzen

3.1. Jaar 1

	SCHATTING VAN DE TOTALE KOSTEN VAN DE VERRICHTING	FINANCIERING MET EIGEN FONDSEN	LENING	TOELAGE OP GROND VAN HET DECRET VAN 2 FEBRUARI 2017	ANDERE TOELAGEN	PARTICULIERE MIDDELEN	ANDERE
PROJECT 1					Bedrag Oorsprong	Bedrag Oorsprong	Bedrag Oorsprong
PROJECT 2					Bedrag Oorsprong	Bedrag Oorsprong	Bedrag Oorsprong



PROJECT 3									Bedrag Oorsprong	Bedrag Oorsprong	Bedrag Oorsprong
PROJECT 4									Bedrag Oorsprong	Bedrag Oorsprong	Bedrag Oorsprong
TOTAAL VAN DE VERMELDE BEDRAGEN											

3.4. Jaar 4

	SCHATTING VAN DE TOTALE KOSTEN VAN DE VERRICHTING	FINANCIERING MET EIGEN FONDSSEN	LENING	TOELAGE OP GROND VAN HET DECREET VAN 2 FEBRUARI 2017	ANDERE TOELAGEN	PARTICULIERE MIDDELEN	ANDERE
PROJECT 1					Bedrag Oorsprong	Bedrag Oorsprong	Bedrag Oorsprong
PROJECT 2					Bedrag Oorsprong	Bedrag Oorsprong	Bedrag Oorsprong
PROJECT 3					Bedrag Oorsprong	Bedrag Oorsprong	Bedrag Oorsprong
PROJECT 4					Bedrag Oorsprong	Bedrag Oorsprong	Bedrag Oorsprong
TOTAAL VAN DE VERMELDE BEDRAGEN							

3.5. Jaar 5

	SCHATTING VAN DE TOTALE KOSTEN VAN DE VERRICHTING	FINANCIERING MET EIGEN FONDSSEN	LENING	TOELAGE OP GROND VAN HET DECREET VAN 2 FEBRUARI 2017	ANDERE TOELAGEN	PARTICULIERE MIDDELEN	ANDERE
PROJECT 1					Bedrag Oorsprong	Bedrag Oorsprong	Bedrag Oorsprong
PROJECT 2					Bedrag Oorsprong	Bedrag Oorsprong	Bedrag Oorsprong





BIJLAGE II – AANVRAAG VOOR EEN ERKENNINGSOMTREK
---

De aanvraag voor een erkenningsomtrek omvat de volgende elementen:

1. Voorgestelde omtrek – Identificatie van de gebouwen vervat in de aanvraag

1.1. Algemene inlichtingen

- a) de gemeente(n) op het grondgebied waarvan het project is gevestigd,
- b) de aan het project gegeven naam,
- c) de identificatie in het meerjarig programma van infrastructurele investeringen,
- d) de identiteit van de operator;

1.2. Feitelijke toestand

- e) op een kadastraal plan van minstens drie maanden, een plan dat de erkenningsomtrek vertegenwoordigt en waarvan de cartouche hetgeen volgt vermeldt: "gezien om te worden gevoegd bij het besluit van";
- f) wanneer een privaatrechtelijke persoon het voornemen heeft te investeren binnen de door een operator van categorie A uit te voeren omtrek, een plan waarin die investeringen worden gelokaliseerd en geïdentificeerd;
- g) een significante kleurenfoto van de gebouwen vervat in de aanvraag en hun omgeving;
- h) een cartografische schets op een topografische achtergrond met aangepaste schaal van de gebouwen vervat in de aanvraag met volgende vermeldingen:
  - de aard van het grondgebruik,
  - de vermelding van de netten zoals de netten voor waterdistributie, energie, optische vezels, telecommunicatie, afvoer en zuivering van afvalwater alsook de installaties voor openbare verlichting,
  - de hydrografische onderbekkens, de waterwegen en de waterwinningsplaatsen ,
  - de gegevens betreffende de ecosystemen;

1.3. Feitelijke toestand

- de verwijzingen naar de onteigeningsbesluiten en de omtrekken van voorkoop die de omtrek dekken
- een stedenbouwkundig attest nr. 1 in de zin van artikel D.IV.97 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling,
- de identificatie van het watersaneringsstelsel,
- de nadere uitleg bij de speciale beschermingsgebieden ingericht krachtens de stedenbouwkundige, patrimoniale of ecologische reglementeringen,
- de identiteitsopgave van de eigenaars van de gebouwen vervat in de aanvraag en de oppervlakte van hun goed, opgemaakt volgens de aanwijzingen van het kadaster,

2. Beoordeling van de sociaal-economische opportuniteit van het project

2.1. Identificatie van het referentiegebied waarvan het project deel uitmaakt

2.2. Bepaling van de behoeften

- het aanbod van terreinen bestemd voor de economische activiteit op het referentiegebied,
  - de vraag naar terreinen op het referentiegebied,
- 2.3. Soorten verwachte activiteiten
- de activiteitensectoren en de eigenschappen van de ondernemingen waarvoor de operator wenst dat ze zich rekening houdende met de drukfactoren en opportuniteiten in de omtrek zullen vestigen,
  - de uitgesloten activiteiten;
- 2.4. Werkgelegenheid
- het werkgelegenheidspercentage,
  - de werkgelegenheidsdoelstelling per hectare gerechtvaardigd ten opzichte van het werkgelegenheidspercentage in de parken vergelijkbaar met het referentiegebied;
- 2.5. Economie
- het bedrag van de door de operator overwogen investering;
  - het geschatte aantal ondernemingen die zich moeten vestigen;
- 2.6. Prioritaire ontwikkelingsas
- de toegevoegde waarde rekening houdende met mogelijke ontwikkelingen, inzake onderzoek, wat de productketens, de speerpuntsectoren of de prioritaire hoofdlijnen voor Wallonië betreft;
  - de bijdrage van het project tot een koolstofarme economie of tot een circulaire economie;
  - de uitrusting met hernieuwbare energie en digitale connectiviteit;
- 2.7. Mobiliteit
- het mobiliteitsprofiel van de verwachte activiteiten,
  - de potentialiteiten inzake intermodaal verkeer;
- 2.8. Synergie tussen het project en andere infrastructuren/bestaande of overwogen omtrekken/activiteitssectoren
- de omschrijving van de voornaamste activiteitssectoren die reeds aanwezig zijn in het referentiegebied en de daaruit voortvloeiende potentiële synergieën,
  - de potentialiteiten inzake rationeel energiegebruik,
  - het inbrengen voor onderling gebruik van uitrustingen;
3. Globaal ontwikkelingsplan van aanleg dat de volgende gegevens omvat:
- het tracé van de overwogen wegen en hun aansluiting op de bestaande wegen,

- het overwogen rioleringsnet, met inbegrip van de openbare zuiveringsstations, de rioolgemalen, vergaarkommen en de lozingen, en zijn aansluiting op het bestaande net,
- de overwogen netten voor waterdistributie, energie, telecommunicatie, optische vezels, afvoer en zuivering van afvalwater alsook de installaties voor openbare verlichting, en hun aansluiting op de bestaande netten,
- elke andere gemeenschapsvoorziening en haar aansluiting op de bestaande netten,
- de oppervlakten die aan openbare en privé-ruimten worden voorbehouden;
- de grootte van de percelen;
- in voorkomend geval,
  - o de fasering
  - o de verplaatsing of afbraak van wegen, leidingen of andere onderdelen
  - o de netten die het landschap en zijn beschermingsgebieden doorkruisen
  - o gunstige maatregelen en voorzieningen nodig voor de integratie van de omtrek in zijn menselijk of natuurlijk milieu,
  - o beschermings- en veiligheidsmaatregelen en -voorzieningen,
- de letterlijke omschrijving van het geheel van die elementen waarbij aangetoond wordt dat de omtrek op doeltreffende wijze gebruikt zal worden en die de nuttige en operationele oppervlakten identificeert,
- in geval van uitbreiding van een bestaande omtrek, een evaluatie van de staat van de bestaande infrastructuur en, in voorkomend geval, de overwogen maatregelen om de kwaliteit ervan te verbeteren;

#### 4. Uitvoeringsplanning

#### 5. Uitvoeringskosten

##### 5.1. Overwogen ontsluitingen

- de wegen rekening houdende met de staat van bestaande openbare infrastructuur waarop het project aansluit,
- het rioleringsnet rekening houdende met de staat van bestaande openbare infrastructuur waarop het project aansluit,
- de leidingen zoals de waterdistributie, energie, optische vezels, telecommunicatie, afvoer en zuivering van afvalwater alsook de installaties voor openbare verlichting rekening houdende met de staat van bestaande openbare infrastructuur waarop het project aansluit,
- de belangrijke wijzigingen van het bodemreliëf,
- de gunstige maatregelen en voorzieningen nodig voor de opnemingsintegratie van de omtrek in zijn menselijk of natuurlijk milieu, waarbij hun beheerswijze wordt nader bepaald,
- in voorkomend geval,
  - o de beschermings- en veiligheidsmaatregelen en -voorzieningen,
  - o de kosten van de bodemsanering,
- de andere ontsluitingen;

##### 5.2. Voorstelling van de geschatte kosten

- de kosten bepaald per voorziening met vermelding van de globale en eenheidskosten van de voorgestelde oplossing alsook van de andere in aanmerking komende oplossingen met vermelding van de gekozen berekeningsmethode;
- de kosten uitgesplitst per voorzieningsfase met een onderscheid tussen de voorziening eigen aan de inrichting van de omtrek en de voorziening die de aansluiting aan het bestaande net moet toelaten;
- de globale kosten van de ontsluiting van de erkenningsomtrek, in voorkomend geval per fase ingedeeld, alsmede de kosten per hectare;

#### 6. Globaal financieringsplan

- Gewenst subsidiepercentage en verhogingsaanvragen,
- de financieringsmodus van het project met de vermelding met name van alle subsidies aangevraagd voor de ontsluiting, ongeacht de oorsprongen,
- de raming van de valorisatie van de terreinen na ontsluiting of de herdynamisering van de omtrek;

#### 7. Overeenkomst tussen de operator en de telecommunicatie-operator betreffende de terbeschikkingstelling van de geul voor de plaatsing van de optische vezel

#### 8. Elementen die een verhogingsaanvraag van het subsidiepercentage rechtvaardigen

- algemene elementen,
- voor de "regionale parken": Prioritair plan van bedrijfsruimten of alternatief financieringsprogramma SOWAFINAL tot de uitvoering waarvan het project bijdraagt,
- voor de "gespecialiseerde parken": nadere uitleg bij de gespecialiseerde economische oriëntatie, identificatie van de nuttige oppervlakte van het park bestemd voor de gespecialiseerde economische oriëntatie,
- Voor de "publiek-privé-parken" waarin een co-investeringsverrichting wordt uitgevoerd:
  - o nadere uitleg bij de verhouding van de oppervlakte van de erkenningsomtrek waarin de particuliere investering wordt verricht,
  - o gedetailleerde evaluatie van de overheidsinvesteringen en van de privé-investeringen,
  - o een omschrijving van de privé-investeringen waarbij wordt aangetoond dat ze niet uitsluitend de vorm aannemen van een verrichting voor de onroerende bemiddeling, bevordering of ontwikkeling;
- voor de "publiek-publiek parken": voorlegging van de overeenkomst gesloten tussen de operator en de publiekrechtelijke persoon betrokken bij of deelnemend aan het project met vermelding van zijn investering in verhouding tot de totale kosten van de ontsluiting van de omtrek,
- voor de "regionale parken": demonstratie van de wijze waarop de uitdagingen gebonden aan de duurzame ontwikkeling in het project opgenomen worden,
- voor de "parken "herin te richten locatie" : voorlegging van het door de Regering aangenomen besluit tot bepaling van de omtrek van een herin te richten locatie of van een locatie tot herstel van landschap en leefmilieu, voorlegging van een kaartlaag waarbij de omtrek van een herin te richten locatie of van een locatie tot herstel van landschap en leefmilieu aan de aangevraagde erkenningsomtrek

toegevoegd wordt en nadere uitleg bij de oppervlakte van de aangevraagde erkenningsomtrek gedekt door de omtrek van een herin te richten locatie of van een locatie tot herstel van landschap en leefmilieu,

- voor de "parken 2020": nadere uitleg bij de verhouding van de operationele oppervlakte van de erkenningsomtrek gelegen op het grondgebied van de betrokken gemeente(n),

#### 9. Diverse bepalingen

- voor de omtrekken waarin een co-investeringshandeling wordt verricht: nadere uitleg bij de verhouding van de oppervlakte van de erkenningsomtrek waarin de particuliere investering wordt verricht;
- voor de ontsluitingen die bestaan in handelingen en werken uitgevoerd op onroerende goederen gelegen binnen een erkenningsomtrek om de vestiging of de ontwikkeling van economische activiteiten mogelijk te maken of in handelingen en werken nodig voor de uitvoering van de erkenningsomtrek en uitgevoerd buiten bedoelde omtrek: nadere uitleg bij de verhouding van de operationele oppervlakte van de omtrek voorbehouden voor andere investeringen dan degene die gebonden zijn aan een economische activiteit die zich in die omtrek zou kunnen vestigen en die uitgevoerd moeten worden door een privaatrechtelijke persoon;
- voor de infrastructuren bestemd voor de netten voor het vervoer en de distributie van gas en elektriciteit: nadere uitleg bij de geschatte kosten van de infrastructuur die aan de netbeheer overgedragen moet worden;

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 2017 tot uitvoering van het decreet van 2 februari 2017 betreffende de ontwikkeling van bedrijfsparken.

Namen, 11 mei 2017

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT

BIJLAGE III – AANVRAAG VOOR EEN ONTEIGENINGSBESLUIT
---

De aanvraag voor een onteigeningsbesluit omvat de volgende elementen:

1. Voorgestelde omtrek – Identificatie van de te onteigenen gebouwen

1.1. Algemene inlichtingen

- de gemeente(n) op het grondgebied waarvan het project is gevestigd,
- de aan het project gegeven naam,
- de identificatie in het meerjarig programma van infrastructurele investeringen,
- de identiteit van de operator;

1.2. Bestaande feitelijke toestand

- op een kadastraal plan van minstens drie maanden, een plan dat de te onteigenen gebouwen vertegenwoordigt en waarvan de cartouche hetgeen volgt vermeldt: "gezien om te worden gevoegd bij het besluit van" en een ruimte vrij laat die, in voorkomend geval, bestemd is voor de handtekening van de afgevaardigde van de Regering;
- een significante kleurenfoto van de gebouwen en hun omgeving;

1.3. Feitelijke toestand

- de verwijzingen naar de onteigeningsbesluiten en de omtrekken van voorkoop die de omtrek dekken
- een stedenbouwkundig attest nr. 1 in de zin van artikel D.IV.97 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling,
- de nadere uitleg bij de speciale beschermingsgebieden ingericht krachtens de stedenbouwkundige, patrimoniale of ecologische reglementeringen,
- een plan en een uittreksel van de kadastrale legger die van minder dan drie maanden dateert,
- de identiteitsopgave van de eigenaars van de te onteigenen gebouwen en de oppervlakte van hun goed, opgemaakt volgens de aanwijzingen van het kadaster en de identiteit van de houders van zakelijke rechten;

2. Rechtvaardiging van het openbaar nut om de gebouwen te onteigenen

- het belang van het project voor de economische en sociale ontwikkeling naar gelang, met name, van de categorie van de erkenningsomtrek,
- de gevolgen op de activiteiten van andere sectoren, de wegen en de erfdienstbaarheden,

3. Belangrijke opmerking: om niet te interfereren met de uit te voeren onderhandelingen met het oog op de aankopen en met inachtneming van het principe van de billijke en voorafgaande schadeloosstelling bekrachtigd bij artikel 16 van de Grondwet, zijn de geschatte kosten van de aankopen niet onderworpen aan bekendmakingsmaatregelen, noch aan het openbaar onderzoek.

Geschatte kosten van de aankopen (vertrouwelijk)

- de geschatte kosten voor elke van de betrokken kadastrale percelen, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen de kosten van vergoeding van het verlies van eigendom, van het verlies van de andere voornaamste zakelijke rechten en van het

- verlies van de andere grondgebruiksrechten en van de rechten voor de exploitatie van de goederen;
- de globale geschatte kosten van de aankopen;
4. Alternatief tracé van de wegen die afgedankt zouden worden en van de openbare of private erfdienstbaarheden die bij het onteigeningsbesluit zouden worden vervallen verklaard
  5. Uitvoeringsplanning van het onteigeningsbesluit

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 2017 tot uitvoering van het decreet van 2 februari 2017 betreffende de ontwikkeling van bedrijfsparken.

Namen, 11 mei 2017

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT



## BIJLAGE IV - VERZAMELAANVRAAG

De verzamelaanvraag omvat de volgende elementen:

1. Voorgestelde erkennings- en onteigeningsomtrekken – Identificatie van de gebouwen vervat in de aanvraag

1.1. Algemene inlichtingen

- de gemeente(n) op het grondgebied waarvan het project is gevestigd,
- de aan het project gegeven naam,
- de identificatie in het meerjarig programma van infrastructurele investeringen,
- de identiteit van de operator;

1.2. Feitelijke toestand

- op een kadastraal plan van minstens drie maand, een plan dat de erkenningsomtrek vertegenwoordigt en waarvan de cartouche: hetgeen volgt vermeldt: "gezien om te worden gevoegd bij het besluit van";
- wanneer een privaatrechtelijke persoon het voornemen heeft te investeren binnen de door een operator van categorie A uit te voeren omtrek, een plan waarin die investeringen worden gelokaliseerd en geïdentificeerd;
- een significante kleurenfoto van de gebouwen vervat in de aanvraag en hun omgeving;
- een cartografische schets op een topografische achtergrond met aangepaste schaal van de gebouwen vervat in de aanvraag met volgende vermeldingen:
  - de aard van het grondgebruik,
  - de vermelding van de netten zoals de netten voor waterdistributie, energie, optische vezels, telecommunicatie, afvoer en zuivering van afvalwater alsook de installaties voor openbare verlichting;
  - de hydrografische onderbekkens, de waterwegen en de waterwinningsplaatsen ,
  - de gegevens betreffende de ecosystemen;

1.3. Feitelijke toestand

- het onderzoek van de boekhouding van het project met de documenten m.b.t. ruimtelijke ordening,
- de verwijzingen naar de omtrekken van voorkoop die de omtrek dekken,
- een stedenbouwkundig attest nr. 1 in de zin van artikel D.IV.97 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling,
- de identificatie van het watersaneringsstelsel,
- de nadere uitleg bij de speciale beschermingsgebieden ingericht krachtens de stedenbouwkundige, patrimoniale of ecologische reglementeringen,
- een plan en een uittreksel van de kadastrale legger die van minder dan drie maanden dateert,
- de identiteitsopgave van de eigenaars van de te onteigenen gebouwen en de oppervlakte van hun goed, opgemaakt volgens de aanwijzingen van het kadaster en de identiteit van de houders van zakelijke rechten;

2. Beoordeling van de sociaal-economische opportuniteit van het project

2.1. Identificatie van het referentiegebied waarvan het project deel uitmaakt

- 2.2. Bepaling van de behoeften
  - het aanbod van terreinen bestemd voor de economische activiteit op het referentiegebied,
  - de vraag naar terreinen op het referentiegebied,
- 2.3. Soorten verwachte activiteiten
  - de eigenschappen van de ondernemingen waarvoor de operator wenst dat ze zich rekening houdende met de drukfactoren en opportuniteiten in de omtrek zullen vestigen, de uitgesloten activiteiten;
- 2.4. Werkgelegenheid
  - het werkgelegenheidspercentage,
  - de werkgelegenheidsdoelstelling per hectare gerechtvaardigd ten opzichte van het werkgelegenheidspercentage in de parken vergelijkbaar met het referentiegebied;
- 2.5. Economie
  - het bedrag van de door de operator overwogen investering;
  - het geschatte aantal ondernemingen die zich moeten vestigen;
- 2.6. Prioritaire ontwikkelingsas
  - de toegevoegde waarde rekening houdende met mogelijke ontwikkelingen, inzake onderzoek, wat de productketens, de speerpuntsectoren of de prioritaire hoofdlijnen voor Wallonië betreft;
  - de bijdrage van het project tot een koolstofarme economie of tot een circulaire economie;
  - de uitrusting met hernieuwbare energie en digitale connectiviteit;
- 2.7. Mobiliteit
  - het mobiliteitsprofiel van de verwachte activiteiten,
  - de potentialiteiten inzake intermodaal verkeer;
- 2.8. Synergie tussen het project en andere infrastructuren/bestaande of overwogen omtrekken/activiteitssectoren
  - de omschrijving van de voornaamste activiteitssectoren die in het referentiegebied reeds aanwezig zijn,
  - de potentialiteiten inzake rationeel energiegebruik,
  - het inbrengen voor onderling gebruik van uitrustingen,
3. Rechtvaardiging van het openbaar nut om de gebouwen te onteigenen
  - het belang van het project voor de economische en sociale ontwikkeling,
  - de gevolgen op de activiteiten van andere sectoren, de wegen en de erfdiensbaarheden,
  - de oppervlakten die voor andere activiteitssectoren in aanmerking komen en de daaruit voortvloeiende gevolgen,

- het alternatief tracé van de wegen die afgedankt zouden worden en van de openbare of private erfdienstbaarheden die bij het onteigeningsbesluit zouden worden vervallen verklaard;
4. Globaal ontwikkelingsplan van aanleg dat de volgende gegevens omvat:
- het tracé van de overwogen wegen en hun aansluiting op de bestaande wegen,
  - het overwogen rioleringsnet, met inbegrip van de openbare zuiveringsstations, de rioolgemalen, vergaarkommen en de lozingen, en zijn aansluiting op het bestaande net,
  - de overwogen netten voor waterdistributie, energie, telecommunicatie, optische vezels, afvoer en zuivering van afvalwater alsook de installaties voor openbare verlichting, en hun aansluiting op de bestaande netten,
  - elke andere gemeenschapsvoorziening en haar aansluiting op de bestaande netten,
  - de oppervlakten die aan openbare en privé-ruimten worden voorbehouden;
  - de grootte van de percelen,
  - een uitleggende letterlijke omschrijving waarbij aangetoond wordt dat de omtrek op doeltreffende wijze gebruikt zal worden en die de nuttige en operationele oppervlakten identificeren; in voorkomend geval,
    - o de fasering
    - o de verplaatsing of afbraak van wegen, verzoekers of andere onderdelen
    - o de netten die het landschap en zijn beschermingsgebieden doorkruisen
    - o gunstige maatregelen en voorzieningen nodig voor de opnemings integratie van de omtrek in zijn menselijk of natuurlijk milieu,
    - o beschermings- en veiligheidsmaatregelen en -voorzieningen;

#### 5. Uitvoeringsplanning

#### 6. Uitvoeringskosten

- 6.1. Belangrijke opmerking: om niet te interfereren met de uit te voeren onderhandelingen met het oog op de aankopen en met inachtneming van het principe van de billijke en voorafgaande schadeloosstelling bekrachtigd bij artikel 16 van de Grondwet, zijn de geschatte kosten van de aankopen niet onderworpen aan bekendmakingsmaatregelen, noch aan het openbaar onderzoek.

#### Geschatte kosten van de aankopen

- de geschatte kosten voor elke van de betrokken kadastrale percelen, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen de kosten van vergoeding van het verlies van eigendom, van het verlies van de andere voornaamste zakelijke rechten en van het verlies van de andere grondgebruiksrechten en van de rechten voor de exploitatie van de goederen;
  - de globale geschatte kosten van de aankopen,
- 6.2. Overwogen ontsluitingen
- de wegen rekening houdende met de staat van bestaande openbare infrastructuur waarop het project aansluit,
  - het rioleringsnet rekening houdende met de staat van bestaande openbare infrastructuur waarop het project aansluit,

- de leidingen zoals de waterdistributie, energie, telecommunicatie, optische vezels, telecommunicatie, afvoer en zuivering van afvalwater alsook de installaties voor openbare verlichting rekening houdende met de staat van bestaande openbare infrastructures waarop het project aansluit,
  - de belangrijke wijzigingen van het bodemreliëf,
  - de gunstige maatregelen en voorzieningen nodig voor de opnemings integratie van de omtrek in zijn menselijk of natuurlijk milieu, waarbij hun beheerswijze wordt nader bepaald,
  - in voorkomend geval,
    - o beschermings- en veiligheidsmaatregelen en -voorzieningen,
    - o de kosten van de bodemsanering,
  - de andere ontsluitingen;
- 6.3. Voorstelling van de geschatte kosten
- de kosten bepaald per voorziening met vermelding van de globale en eenheidskosten van de voorgestelde oplossing alsook van de andere in aanmerking komende oplossingen met vermelding van de gekozen berekeningsmethode;
  - de kosten uitgesplitst per voorzieningsfase met een onderscheid tussen de voorziening eigen aan de ontsluiting van de omtrek en de voorziening die de aansluiting aan het bestaande net moet toelaten;
  - de globale kosten van de inrichting van de erkenningsomtrek, in voorkomend geval, per fase ingedeeld alsmede de kosten per hectare;
7. Globaal financieringsplan
- de financieringsmodus van het project met de vermelding met name van alle subsidies aangevraagd voor de ontsluiting, ongeacht de oorsprongen,
  - de raming van de valorisatie van de terreinen na ontsluiting of de herdynamisering van de omtrek.
8. Uitvoeringsplanning van het onteigeningsbesluit
9. Overeenkomst tussen de operator en de telecommunicatie-operator betreffende de terbeschikkingstelling van de geul voor de plaatsing van de optische vezel
10. Elementen die een verhogingsaanvraag van het subsidiepercentage rechtvaardigen
- algemene elementen,
  - voor de "regionale parken": prioritair plan van bedrijfsruimten of alternatief financieringsprogramma SOWAFINAL tot de uitvoering waarvan het project bijdraagt,
  - voor de "gespecialiseerde parken": nadere uitleg bij de gespecialiseerde economische oriëntatie, identificatie van de nuttige oppervlakte van het park bestemd voor de gespecialiseerde economische oriëntatie,
  - voor de "publiek-privé-parken" waarin een co-investeringsverrichting wordt uitgevoerd:
    - o nadere uitleg bij de verhouding van de oppervlakte van de erkenningsomtrek waarin de particuliere investering wordt verricht,
    - o gedetailleerde evaluatie van de overheidsinvesteringen en van de privé-investeringen,

- een omschrijving van de privé-investeringen waarbij wordt aangetoond dat ze niet uitsluitend de vorm aannemen van een verrichting voor de onroerende bemiddeling, bevordering of ontwikkeling;
- voor de "publiek-publiek parken": voorlegging van de overeenkomst gesloten tussen de operator en de publiekrechtelijke persoon betrokken bij of deelnemend aan het project met vermelding van zijn investering in verhouding tot de totale kosten van de ontsluiting van de omtrek,
- voor de "regionale parken": demonstratie van de wijze waarop de uitdagingen gebonden aan de duurzame ontwikkeling in het project opgenomen worden,
- voor de "parken "herin te richten locatie" : voorlegging van het door de Regering aangenomen besluit tot bepaling van de omtrek van een herin te richten locatie of van een locatie tot herstel van landschap en leefmilieu, voorlegging van een kaartlaag waarbij de omtrek van een herin te richten locatie of van een locatie tot herstel van landschap en leefmilieu aan de aangevraagde erkenningsomtrek toegevoegd wordt en nadere uitleg bij de oppervlakte van de aangevraagde erkenningsomtrek gedekt door de omtrek van een herin te richten locatie of van een locatie tot herstel van landschap en leefmilieu,
- voor de "parken 2020": nadere uitleg bij de verhouding van de operationele oppervlakte van de erkenningsomtrek gelegen op het grondgebied van de betrokken gemeente(n),

11. Alternatief tracé van de wegen die afgedankt zouden worden en van de openbare of private erfdienstbaarheden die bij het onteigeningsbesluit zouden worden vervallen verklaard

12. Diverse bepalingen

- voor de omtrekken waarin een co-investeringshandeling wordt verricht: nadere uitleg bij de verhouding van de oppervlakte van de erkenningsomtrek waarin de particuliere investering wordt verricht;
- voor de ontsluitingswerken die bestaan in handelingen en werken uitgevoerd op onroerende goederen gelegen binnen een erkenningsomtrek om de vestiging of de ontwikkeling van economische activiteiten mogelijk te maken of in handelingen en werken nodig voor de uitvoering van de erkenningsomtrek en uitgevoerd buiten bedoelde omtrek: nadere uitleg bij de verhouding van de operationele oppervlakte van de omtrek voorbehouden voor andere investeringen dan degene die gebonden zijn aan een economische activiteit die zich in die omtrek moet vestigen en die uitgevoerd moeten worden door een privaatrechtelijke persoon;
- voor de infrastructuren bestemd voor de netten voor het vervoer en de distributie van gas en elektriciteit: nadere uitleg bij de geraamde kosten van de infrastructuur die aan de netbeheer overgedragen moet worden;

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 2017 tot uitvoering van het decreet van 2 februari 2017 betreffende de ontwikkeling van bedrijfsparken.

Namen, 11 mei 2017

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT

BIJLAGE V – AANVRAAG VOOR EEN OMTREK VAN VOORKOOP
---

De aanvraag voor een omtrek van voorkoop omvat de volgende elementen:

1. Voorgestelde omtrek – Identificatie van de gebouwen opgenomen in de aanvraag

1.1. Algemene inlichtingen

- de gemeente(n) op het grondgebied waarvan het project is gevestigd,
- de aan het project gegeven naam,
- de identificatie in het meerjarig programma van infrastructurele investeringen,
- de identiteit van de operator;

1.2. Feitelijke toestand

- op een kadastraal plan van minstens drie maand, een plan dat de erkenningsomtrek vertegenwoordigt en waarvan de cartouche hetgeen volgt vermeldt: "gezien om te worden gevoegd bij het besluit van";
- een significante kleurenfoto van de gebouwen vervat in de aanvraag en hun omgeving;

1.3. Feitelijke toestand

- de verwijzingen naar de onteigeningsbesluiten en de omtrekken van voorkoop die de omtrek dekken
- een stedenbouwkundig attest nr. 1 in de zin van artikel D.IV.97 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling,
- de nauwkeurigheid van de speciale beschermingsgebieden ingericht krachtens de stedenbouwkundige, patrimoniale of ecologische reglementeringen,
- de identiteitsopgave van de eigenaars van de gebouwen en houders van zakelijke rechten vervat in de aanvraag en de oppervlakte van hun goed, opgemaakt volgens de aanwijzingen van het kadaster;

2. Sociaal-economische rechtvaardiging van het project

- de identificatie van het referentiegebied waarvan het project deel uitmaakt,
- de soorten verwachte activiteiten,
- de gevolgen op de activiteiten van andere sectoren, de wegen en de erfdiensbaarheden,
- de synergieën tussen het project en andere infrastructuren/bestaande of overwogen omtrekken/activiteitssectoren;

3. Uitvoeringsplanning

4. Uitvoerings- en aankoopkosten

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 2017 tot uitvoering van het decreet van 2 februari 2017 betreffende de ontwikkeling van bedrijfsparken.

Namen, 11 mei 2017

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT

BIJLAGE VI – FORMULIER BETREFFENDE EEN INTENTIEVERKLARING TOT  
VERVREEMDING VAN EEN ZAKELIJK RECHT ONDERWORPEN AAN HET  
VOORKOOPRECHT

**A. Identificatie van de aangever**

1. Eén van de twee volgende vakken invullen

**Natuurlijke persoon**

Naam : Voornaam :  
Adres :  
Straat: Nr.: Bus:  
Postcode: Gemeente :  
Telefoon: Fax :  
Email : @.....  
B.T.W.nr.

**Rechtspersoon**

Benaming of handelsnaam:  
Rechtsvorm :  
Adres van de zetel van de vennootschap  
Straat: Nr.: Bus:  
Postcode: Gemeente :  
Telefoon: Fax :  
Email : @.....  
B.T.W.NR.  
Persoon(onen) behoorlijk gemachtigd om de rechtspersoon te vertegenwoordigen  
Naam : Voornaam :  
Hoedanigheid: Afgevaardigd bestuurder  
Andere (nader bepalen)

2. Alleen in te vullen wanneer de tussenkomst van een notaris/openbaar ambtenaar  
vrijwillig of bij wet wordt vereist

**Notaris/Openbaar ambtenaar belast met het verlijden van de akte**

Naam : Voornaam :  
Optredend in de hoedanigheid van  
Adres  
Straat: Nr.: Bus:  
Postcode: Gemeente :  
Telefoon: Fax :  
Email : @.....



3. Voor de onverdeelde goederen, gelieve de naam (namen) van de andere mede-eigenaar(s) en hun bijdrage(n)

Adres(sen):

**B. Verklaring betreffende het goed**

De voorkopers kunnen het goed bezoeken.

1. Ligging

Gemeenten

Eventueel adres

Kadastrale referenties

Afdeling/Sectie	Nr.	Totale oppervlakte

2. Aard van het zakelijk recht

Aard van het zakelijk recht dat het voorwerp uitmaakt van de verklaring

3. Omschrijving van het goed

Onbebouwd gebouw

Onbebouwd gebouw

Grondoppervlakte van het gebouwde

Vloeroppervlakte

Aantal verdiepingen

Lokalen in een onverdeeld gebouw

Partijnummer	Gebouw	Verdieping	Bijdrage van de gemeenschappelijke delen	Aard van het goed en nuttige of bewoonbare oppervlakte

**C. Zakelijke of persoonlijke rechten die op het goed wegen**

JA-NEE

Ja, aard van het(de) recht(en)

**D. Stedenbouw**Stedenbouwkundige bestemming van het gebied waarin het goed is gelegen

- In het gewestplan
- In het gemeentelijk plan van aanleg
- Toestand in de gemeentelijke stedenbouwkundige verordening
- Andere

Lijst van de stedenbouwkundige vergunningen/bebouwingsvergunningen

Data	Voorwerp

Stedenbouwkundige attestenVervreemdingsvoorwaarden

## 1. Verkoop

- Prijs

Bedrag van de inzet:

- Betalingsmodaliteiten
- Eventuele tegenprestatie en beoordeling ervan;
- Lijfrente

Jaarlijks bedrag

Contant bedrag

Begunstigde van de rente

- Andere voorwaarden

## 2. Uitwisseling

- Aanwijzing van het(de) in ruil ontvangen goed(eren)

- Bedrag van de opleg
- Eigenaar(s) die de ruil verricht(en).

3. Inbetalinggeving - Ander(e) recht(en)
4. Voorwaarden

Ondergetekende die onder A is geïdentificeerd, verklaart dat een gelijk document tegelijkertijd en bij ter post aangetekend schrijven aan het College van Burgemeester en Schepenen van de betrokken gemeente is gezonden om te voldoen aan de bepalingen van het decreet van 2 februari 2017 betreffende de ontwikkeling van bedrijfsparken.

Aantal bijlagen.....

Datum en ondertekening van de aangever of van zijn mandataris (indien nodig, ondertekening van de notaris)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 2017 tot uitvoering van het decreet van 2 februari 2017 betreffende de ontwikkeling van bedrijfsparken.

Namen, 11 mei 2017

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT

BIJLAGE VII - FORMULIER TER BEVESTIGING VAN HET BESTAAN VAN EEN INTENTIEVERKLARING TOT VERVREEMDING VERRICHT VOOR DE ONTVANGST VAN EEN AUTHENTIEKE AKTE
---

De operator....., vertegenwoordigd door

Handelend krachtens de bepalingen van artikel 57, § 1, tweede lid, van het decreet,

en na onderzoek van uw aanvraag betreffende

verklaart hetgeen volgt aan de Heer Notaris/de openbaar Ambtenaar:

De heer - Mevrouw

1° op.....heeft hij ontvangst bericht van een in de artikelen 48 tot 58 van het decreet bedoelde intentieverklaring tot vervreemding van een goed onderworpen aan het voorkeoprecht,

Deze verklaring is afkomstig van;

2° krachtens de beslissing van de Regering van ..... betreffende het voorkeoprecht toegekend aan.....

Met het oog

3° krachtens artikel 55 van het Decreet:

ziet de operator af van het voorkeoprecht:

heeft de operator besloten het voorkeoprecht uit te oefenen/ niet uit te oefenen overeenkomstig de bepalingen van artikel 54, § 1, derde lid;

Bijgevolg :

- wordt de overwogen overdracht onderworpen aan het voorkeoprecht en mag de akte niet verleden worden
- wordt de overwogen overdracht niet onderworpen aan het voorkeoprecht en mag de akte verleden worden.

Datum en ondertekening van de operator

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 2017 tot uitvoering van het decreet van 2 februari 2017 betreffende de ontwikkeling van bedrijfsparken.

Namen, 11 mei 2017

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT

BIJLAGE VIII - TABEL VAN DE VERHOGINGEN VAN DE SUBSIDIEPERCENTAGES TOEGEKEND VOOR EEN ONTSLUITING DIE BESTAAT IN HANDELINGEN EN WERKEN UITGEVOERD OP ONROERENDE GOEDEREN GELEGEN BINNEN EEN ERKENNINGSOMTREK OM DE VESTIGING OF DE ONTWIKKELING VAN ECONOMISCHE ACTIVITEITEN MOGELIJK TE MAKEN OF IN HANDELINGEN EN WERKEN NODIG VOOR DE UITVOERING VAN DE ERKENNINGSOMTREK EN UITGEVOERD BUITEN BEDOELDE OMTREK

	<b>BASISPERCENTAGE VAN DE SUBSIDIE</b>
<b>ELKE ERKENNINGSOMTREK</b>	65%

<b>VERHOGINGSCRITERIA</b>	<b>VERHOGING VAN HET SUBSIDIEPERCENTAGE (MAX. +20%)</b>
<b>A) REGIONAAL PARK</b>	<b>+10%</b>
<b>B) GESPECIALISEERD PARK</b>	<b>+10%</b>
<b>C) "PUBLIEK-PRIVÉ OF PUBLIEK-PUBLIEK PARK"</b>	<b>+5%</b>
<b>D) DUURZAAM PARK</b>	<b>+5%</b>
<b>E) "PARK "HERIN TE RICHTEN LOCATIE"</b>	<b>+10%</b>
<b>F) PARK 2020</b>	<b>+5%</b>

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 2017 tot uitvoering van het decreet van 2 februari 2017 betreffende de ontwikkeling van bedrijfsparken.

Namen, 11 mei 2017

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT









	gen/verkregen machtigingen		handelingen en werken die nog uitgevoerd moeten worden	vaststaande ontvangsten
Gebouw 1				
Gebouw 2				
Gebouw 3				
Gebouw 4				

## 3.3. ONTEIGENINGSOMTREK

Identificatie van de onteigeningsomtrek		Opschrift				Aannemingsdatum				Referentie					
Minnelijke aankopen															
	Oppervlakte van het terrein	Planologische bestemming	Aankoopprijs	Toelage stort aan de bewoners	Andere gemaakte kosten	Aankoopdatum									
Terrein 1															
Terrein 2															
Terrein 3															
Terrein 4															
Rechterlijke aankopen															
	Oppervlakte van het terrein	Planologische bestemming	Staat van de rechtsprocedu- re	Toelage toe- gekend aan de eigenaar	Toelage toe- gekend aan de bewoners	Andere gemaakte kos- ten	Datum van de inbezitting								
Terrein 1															
Terrein 2															
Terrein 3															
Terrein 4															
Nog te verrichten aankopen															

	Oppervlakte van het terrein	Identiteit van de eigenaar	Planologische bestemming	Evaluatie van de aankoopkosten	Evaluatie van de kosten van de schadeloosstelling van de bewoners	Aankoopplanning
Terrein 1						
Terrein 2						
Terrein 3						
Terrein 4						





Terrein 1																			
Terrein 2																			
Terrein 3																			
Terrein 4																			

**6. STATISTIEKEN BETREFFENDE HET AANTAL GEVESTIGDE ONDERNEMINGEN, DE DOOR BEDOELDE ONDERNEMINGEN UITGEVOERDE INVESTERINGEN EN HET AANTAL RECHTSTREEKSE GECREËERDE BANEN**

IDENTIFICATIE VAN HET PARK																			
Erkenningsomtrek			Opschrift																
			Aannemingsdatum			Referentie													
Specialisatie																			
Bezettingspercentage																			
GEGEVENS BETREFFENDE DE ONDERNEMINGEN VAN HET PARK																			
Ligging		Oppervlakte van het bezette terrein: - operati-		Aard door de operator overgedragen recht		Prijs van het door de operator overgedragen recht		Natuur van de activiteiten van de ondernemingen die zich hebben		Aantal rechtstreekse banen		Verrichte investeringen		Planologische bestemming		Multimediale toegang		Beperking van het gebruik	



7. STAND VAN ZAKEN OVER DE WIJZE WAAROP DE BEGINSSELEN VAN CIRCULAIRE ECONOMIE DOOR DE OPERATOR UITGEVOERD WORDEN OP DE ERKENNINGSONTREKKEN EN DE DOELSTELLINGEN EN VERBETERINGSMAAATREGELEN VOOR DE TOEKOMST.

	Identificatie van de erkenningsonttrek	Verrichte zoeken	Te bereiken doelstellingen	Reeds uitgevoerde doelstellingen	Overwogen verbeteringsmaatregelen en uitvoeringsplanning
Omtrek 1	Opschrift	Referentie			
Omtrek 2	Aannemingsdatum	Conclusies			
Omtrek 3	Referentie				
Omtrek 4					

NB : het aantal projecten, investeringen, omtrekken, gebouwen, terreinen of ondernemingen vermeld in elk van de tabellen is indicatief. De operator kan meer dan vier projecten voorstellen en de inhoud van deze bijlage bijgevolg aanpassen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 2017 tot uitvoering van het decreet van 2 februari 2017 betreffende de ontwikkeling van bedrijfsparken.

Namen, 11 mei 2017

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT